

# solidaire

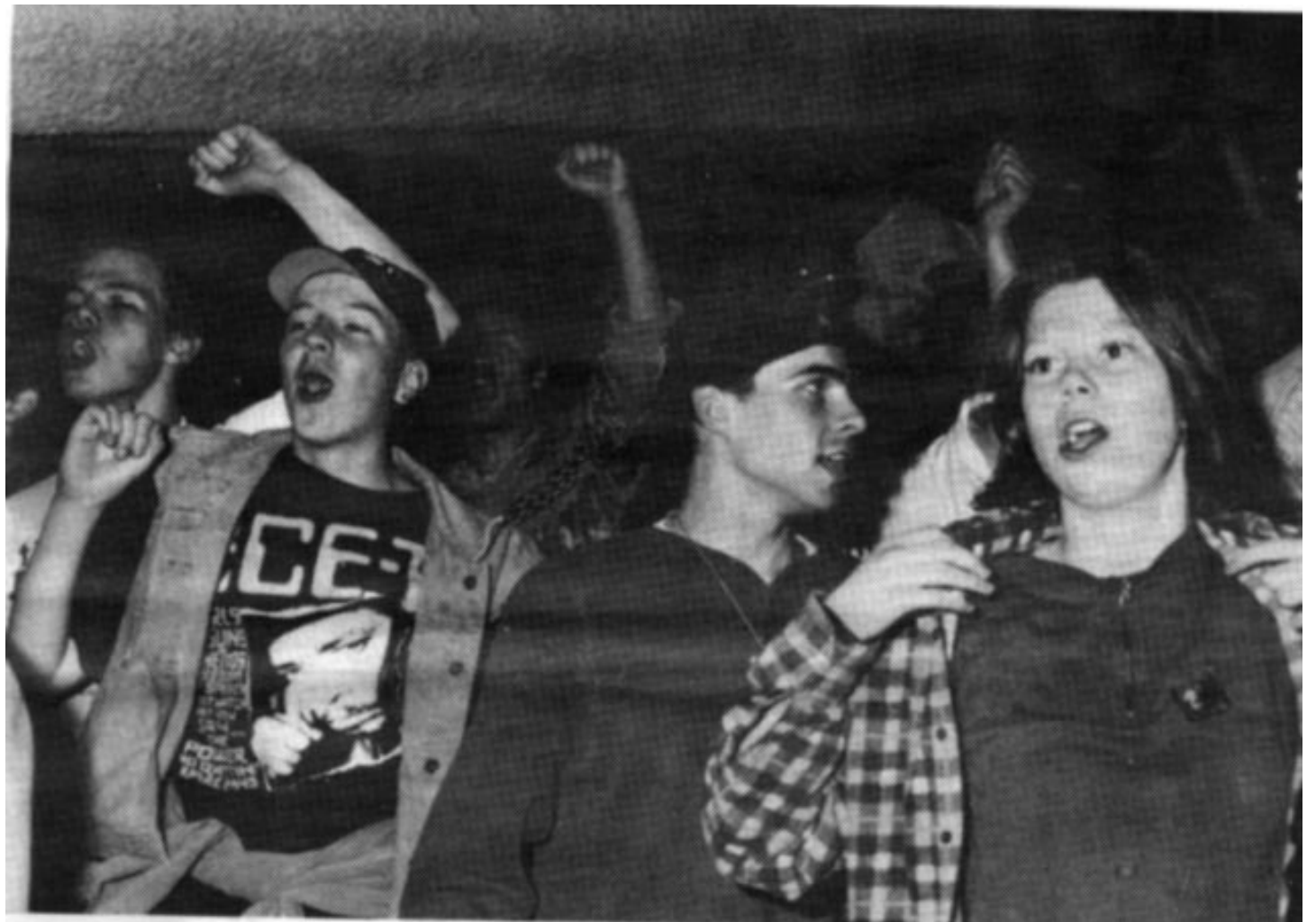
Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 20 (1134) 8 mai 1996, 26 ème année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

## 1er Mai 1996

**La fête  
rouge  
du PTB**



**La  
dé-fête  
du PS**



## Que pensez-vous de ce 1er Mai du PTB ?

Michel Collon

Vos impressions sur ce 1er Mai du PTB ? Qu'est-ce qui vous a plu ? Ou déçu ? Qu'est-ce qui servira demain dans les luttes de votre entreprise, votre secteur, votre pays ?

Réponses aussi diverses que les participants, leurs langues, leurs expériences. Mais quelques mots clés reviennent souvent et l'ensemble définit bien cette fête : diversité, échanges, joie de vivre, dynamisme, jeunes, luttes, Cuba, internationalisme... Pourtant, dites-vous bien que le meilleur reportage ne pourrait vous en donner qu'une faible idée... Un 1er Mai PTB, il faut le vivre pour le croire !

# Ici, on se sent les citoyens d'un monde à venir...

Interviews et impressions d'un 1er Mai exprimé en quelques mots clés

**Diversité.** Bernard, employé, est venu avec sa copine colombienne Maria : «Dès notre arrivée, nous nous sentons citoyens d'un monde à venir, que cette réunion préfigure. Dégustant un "Chili con carne", nous faisons la connaissance d'un communiste népalais. Il nous explique son pays, son système social, ses problèmes. Et s'intéresse aux problèmes de la Belgique, à ceux de la Colombie. Nous échangeons nos adresses pour de futurs contacts.»

**Mélanges.** C'est seulement au 1er Mai PTB qu'on trouve tant de diversité, d'échanges, de mélanges de cultures... Nulle part ailleurs, vous ne verrez plusieurs ouvriers du Hainaut — y compris un jeune prépensionné — se lancer hardiment dans l'apprentissage des danses africaines. Ou des musiciens noirs venir s'informer des luttes contre la flexibilité à Opel-Anvers ou à Caterpillar. Nulle part ailleurs, ne se côtoient l'accordéon d'un vieux communiste namurois et le "Yellow submarine" que de jeunes lycéens empruntent aux Beatles pour fouetter le PS de Busquin qui "défend les riches, tabasse les lycéens". Nulle part ailleurs, ces mêmes jeunes ne s'unissent avec enthousiasme à plusieurs générations précédentes pour chanter une Internationale qui ne sent pas la naphthaline comme celle du dit Busquin.

**Joie de vivre.** Elisabeth vient pour la première fois : «Quelle surprise ! Je m'attendais à quelque chose de bien, mais ça dépasse tout ! Tous ici sont très éveillés aux problèmes de leur pays et surtout du tiers monde. dans leurs yeux, on sent en même temps la tristesse de ces réalités et la joie, l'optimisme. C'est comme si je portais un sac-à-dos et j'y fourre tout ce que je vois, entends et ressens. Ce sac sera ma réserve d'énergie pour toute l'année !»

Oui, ici on fait ses provisions de courage... En quittant ce meeting, la femme d'un ouvrier wallon «se sent bien prête pour une année de



Nulle part ailleurs, vous ne trouverez de telles rencontres et solidarités internationales...

luttes». Un ouvrier flamand qui revient pour la quatrième fois : «Chaque année, ce 1er Mai me donne un coup de fouet. Je sais que je ne me bats pas seul.»

**Dynamisme.** Mourad anime un collectif de jeunes : «Voici un des seuls endroits où je peux emmener mes jeunes. Vous seuls avez une capacité d'organisation pour réaliser de telles choses. Faites ceci plus souvent, s'il vous plaît !»

**Echanges.** Plaisir de retrouver de vieux amis. Anne Morelli, historienne ULB, se réjouit «d'avoir pu parler avec plein de gens perdus de vue depuis longtemps». Ou plaisir de se faire de nouveaux copains... Comme ces deux syndicalistes de Clabecq : «Le patron nous fait lanterner avant de nous massacrer... Vraiment très agréable de retrouver ici les gens les plus intéressants de Belgique et d'échanger nos expériences».

«Les cheminots marseillais nous ont expliqué, raconte un facteur limbourgeois, comment ils ont préparé leurs luttes, forgé un front commun avec les usagers : «Ca m'a donné des idées pour renforcer le travail du PTB dans les services publics». Plus tard, les cheminots en question, Bascunana et Silvarelli, diront : «Les questions qu'on nous a posées venaient manifestement de gens engagés dans la lutte, avec un niveau de conscience très élevé».

**Solidarité internationaliste.** Un employé de Belgacom et sa femme ont suivi plusieurs débats coup sur coup : «L'international ici nous passionne». «Nous avons besoin de fêtes comme la vôtre, nous confie un conseiller de l'ambassade du Rwanda. Dans mon pays, l'internationalisme n'est pas encore entré dans les consciences. Beaucoup de stands m'ont intéressé. La camaraderie

qui règne ici est sans pareille».

**Jeunes.** Tous le remarquent : le nombre de jeunes, francophones surtout, a beaucoup augmenté. «On sent le vent de la lutte des étudiants et des profs». L'opinion de quelques-uns de ces "nouveaux"... Jean-Yves n'est «à Rebelle que depuis deux semaines, je ne connais pas encore beaucoup de gens, mais qu'est-ce que je m'amuse déjà !» Aurélie, lycéenne bruxelloise, a beaucoup aimé le meeting central, les délégations internationales, le forum. Elle n'a pas aimé le débat sur le colonialisme ("rien compris"), ni certains locaux ("sinistres"). Elle voudrait aussi que les stands apportent une documentation plus complète ("Je cherchais quelque chose sur la Turquie"). Mais son bilan global est très positif : «250 frs pour tout ça, on en a pour son argent !»

**Traditions.** «Je retrouve ici l'am-

biance des fêtes communistes de la belle époque. Ma femme s'occupait du restaurant», nous dit le Liégeois Marcel Vanderspreeten, ancien du Parti communiste. Un Anversois de 30 ans est tout ému «de retrouver ces symboles communistes que je ne pouvais plus voir que dans ma chambre». Un autre communiste, de Charleroi, vient pour la première fois : «C'est mieux qu'au PC».

**PTB en progrès.** Le même camarade carolo : «Votre littérature était assez boy-scout dans le temps, mais s'est beaucoup améliorée. Elle incite à penser. Vous êtes le seul parti intelligent de Belgique». Un enseignant se réjouit d'avoir «vu plein de profs ici, le PTB avance !» Beaucoup pensent comme lui.

Un ancien cadre communiste de RDA s'informe sur la vie interne du parti. Il apprend que celui-ci mène de grands débats internes pour rectifier des défauts bureaucratiques et sectaires : «Bien, je vous que vous avez tiré de bonnes leçons des luttes de classes en Europe de l'Est. Cela me rassure.»

**Cuba.** Dans un débat ou au meeting central, le délégué cubain a été chaleureusement applaudi. On le sent, Cuba vit réellement dans le coeur des progressistes. Marcel Staquet, sidérurgiste pensionné de La Louvière, en revient... «Mon voyage m'a enthousiasmé. Une société sans le stress du capitalisme mais avec une formidable ambiance de solidarité ! Un petit exemple : dans la rue, j'ai reçu un paquet de cigarettes d'un type que je n'avais jamais vu. Et quels soins de santé ! En Belgique, des gens meurent faute de soins, là-bas, il y a des infirmières pour tous. Eux se battent pour renforcer l'enseignement tandis qu'ici, on fait le contraire !» A Cuba, j'ai compris la force du socialisme, on se sent obligé de les soutenir à fond. Je te jure que je ne manquerai plus une seule réunion !»



## D'un stand à l'autre

Stands de diverses sections et provinces du PTB, mais aussi d'organisations progressistes belges et internationales : une mine d'informations, d'actions, de solidarités. Impossible de discuter partout, alors épinglons seulement quelques impressions, en nous excusant auprès de ceux dont nous n'avons pu parler...

«Le stand Médecine pour le Peuple, explique le docteur Johan Vandepaer, n'a jamais eu autant de succès. On avait en permanence au moins cinq personnes. On a vendu une centaine de cartes pour notre fête du 1er juin prochain. L'affiche de cette fête est fort appréciée et nous espérons qu'elle sera fort diffusée»

Très belle expo photos au stand Yougo. Et d'émouvants dessins d'enfants bosniaques : avions, chars, bombes partout, partout...

«Regarde ce dessin, me signale un sidérurgiste carolo. Moi, quand j'étais gamin et que je dessinais des chars, le dessin était très général, surtout une silhouette. Mais ici, ces gosses bosniaques te précisent chaque détail, tu vois qu'ils les ont vus de près, de bien trop près...»

Votre hebdomadaire Solidaire avait démenagé plusieurs ordinateurs pour que vous puissiez y livrer directement vos impressions, témoignages ou dessins. Initiative bien accueillie. Page 27, vous en trouverez quelques résultats.

Une initiative appréciée mais trop discrète. Sur place, ce n'était pas bien annoncé, on ne voyait pas clairement ce qui se passait là. «Recommencez en plus grand !» nous encourage un délégué de l'industrie automobile anversoise.

# Sans oublier la culture, c'est-à-dire l'échange entre les peuples...

Musiques du monde entier, peintures, dessins, projets théâtraux...

**Beaucoup jugent l'ambiance de ce 1er Mai plus "forte" que les années précédentes. Et la culture y est pour quelque chose...**

Michel Collon

Riet Dhont, organisatrice, explique : « Nous avons voulu apporter une ambiance musicale de chaque continent ». Mission réussie : N'Faly Kouyate, joueur guinéen de kora, Mansour Seck, un orgue de barbarie, un accordéon, une chorale de femmes zairoises, les chansons de grève des écoles bruxelloises et d'autres encore...

Le 1er Mai du PTB, c'est vraiment une fête où la culture devient un échange entre peuples et une arme politique. Le podium musical, implanté en plein coeur de la fête, favorise ces rapprochements étonnants. Au moment du concert de "Kollasuyu Nann", je peux voir que ces cinq musiciens latinos, leurs guitares et leurs flutes des Andes, si caractéristiques, déclenchent une participation physique enthousiaste dans la foule supermêlée : des Zaïrois, des Kurdes, des Belges... Un pensionné d'origine bosniaque n'est pas le moins ardent à battre des mains : « Je suis étonné, c'est immense ici, mais on se dit bonjour, on se sent en famille... »

La musique circule aussi : les tambours de la fanfare caraïbo-hollandaise du "Brotherhood" : déambulent entre les stands, entraînant un petit cortège qui se déhanche avec délices...

Culture encore... Pour soutenir le peuple palestinien, Michel Najjar, un très grand peintre calligraphiste originaire de ce pays, dessine à la demande les noms des gens ou des slogans de lutte : « Les intellectuels commencent à mieux se rendre compte que le "processus de paix" n'en est pas un, qu'il n'a rien à voir avec le rêve palestinien ».

Un peu plus loin, Anne-Marie Loop, inoubliable "Mère" dans le chef-d'oeuvre de Brecht, diffuse des dépliants du Collectif Brecht. Elle invite inlassablement à la "rencontre d'ateliers" organisée par ce collectif, samedi 11 mai. Des extraits de plusieurs pièces qui seront jouées par des troupes de tout le pays, un cabaret musical et des projets, des propositions pour tous les amateurs - même débutants - qui voudraient jouer Brecht (renseignements 02 / 660 37 33). Au stand Solidaire, le dessinateur flamand Gal dédicace un de ses dessins anti-Vlaams Blok devenu très célèbre. Vendus cent francs, ils servent à financer des abonnements gratuits pour les lecteurs du tiers monde qui n'ont pas les moyens de payer. La culture-arme... Sans se lasser (la file est longue), Gal signe avec le sourire. Résultat : 12.000 frs de soutien.



Des musiques du monde entier, une ambiance formidable...

Mansour Seck et ses musiciens produiront une forte impression sur le public. Après la soirée, son bassiste, Pathé Jassi, me livre ses impressions... « Cette réunion politique donne une grande place à la culture. Vous avez compris qu'elle est un moyen important de communication.

## Pas un problème de couleur de peau...

Ce qui m'a le plus impressionné ici ? Les femmes, leur dévouement, leur dynamisme, leur force. Nous devons voir en la femme

seulement un être humain qui lutte... Beaucoup de gens disent qu'il ne faut "pas faire de politique". Mais si on n'en fait pas, on ne pourra lutter contre ceux qui détruisent tout.

Africain, j'ai découvert des Occidentaux qui luttent pour l'Afrique et qui y croient. Je sais maintenant, comme l'avait découvert Malcolm X que ce n'est pas un problème de couleur de peau, mais de caractère : veut-on dominer ou veut-on dire Non ? Ceux qui nous tuent, ne gagneront jamais car ils ne pourront nous obliger à enlever ce que nous avons là-dedans», conclut-il en montrant son crâne.



L'artiste palestinien Michel Najjar calligraphiait à la demande pour soutenir la lutte du peuple palestinien.



## En vidéo

Ce remarquable 1er Mai sera bientôt disponible en montage-vidéo (VHS/Pal) en français et néerlandais, pour 300 frs (+ port éventuel). Passez déjà vos

commandes à "Vidéo Projet Solidarité Internationale", 68 rue de la caserne, 1000 Bruxelles. Tél (heures de bureau) : 02/ 513 77 60.

## Festival Hip-Hop

Objectif du festival Hip Hop (sous chapiteau) : offrir un podium à quelques groupes rap de jeunes immigrés dans le cadre du 1er mai PTB. Quelques groupes rap se succèdent à partir de 14 heures. "Armada", très offensif, fait lever et bouger le public. Après deux morceaux de "Classé X", Aziz et le très attendu "CBC" dédient un morceau au jeune de Molenbeek qui vient de se faire buter (voir dernière page).

"Après la bavure policière, la bavure révolutionnaire" entend-on sous le chapiteau.

Le festival se termine par l'excellent "Ipsa Facto".

16 heures. Le public rajeunit pour la "Mante Belge", une association qui nous dévoile les charmes du kung fu "shaolin" chinois. Voilà la force du 1er Mai : en un après-midi, sans bouger de ta chaise, tu voyages des quartiers de Molenbeek à la Chine ! (Gilles)



## Forum Livres : + 50 % de vente

En ces temps où les bouquins sont bien chers pour les bourses de gauche, j'ai quand même rencontré un libraire heureux. Patrick Moens clôturait les comptes du 4ème "Forum International Livres" : «50 % de ventes en plus que l'an passé !»

A quoi attribuer ce beau succès ? A quelques best-sellers, bien sûr : les dessins du célèbre caricaturiste flamand Gal, la nouvelle biographie de Guevara par Cormier, "Privé de public" de Gérard de Sélys sur les privatisations. Mais aussi aux "occasions" : classiques introuvables du marxisme-léninisme ("Questions du léninisme" et "Petit Livre Rouge" en tête) et d'autres titres bien moins connus...

Conclusion de Patrick ? «Les bouquins sur lesquels on organise un débat ou une activité marchent très bien». Un regret ? Le fléchage, toujours aussi confidentiel : «Pour nous trouver, il fallait vraiment s'obstiner !» A quand une signalisation sérieuse ?

Son collègue Jef Maes (photo) a surtout cherché des "finan-

ciers" pour les éditions EPO : «Nous voulons éliminer les banques. Un particulier qui dépose son argent reçoit du 3 %.

Mais ces banques nous

prêtent à du 12 %. Nous voulons éliminer cette marge et offrons 5 % aux gens pour investir chez nous et soutenir nos projets : nouvelle impr-

meuse, extension de la librairie, bouquins... Aujourd'hui, j'ai reçu vingt réponses de gens intéressés. Nous lançons aussi un "club d'acheteurs".



## Merci à tous ces bénévoles !

Khaled vient depuis cinq ans au 1er Mai. «Mais c'est la première fois que je me suis inscrit pour donner un coup de main.» Sa tâche ? Distribuer - et récupérer ! - les écouteurs de traduction simultanée. Le 1er Mai du PTB est en effet une fête particulière. Beaucoup de gens s'y retrouvent en même temps "public" et "organisateur". On assiste aux activités, on regarde, on écoute, on fait la fête, et puis, on consacre aussi deux heures ou plus de sa journée à donner un coup de main...

Sans ces centaines de coups de main, il n'y aurait tout simplement pas de 1er Mai. Comment croyez-vous qu'on sert 800 plats froids, 900 chauds, 1.200 portions de frites, 1.400 sandwiches ? «Grâce à une équipe

large de soixante personnes», nous explique Luc, responsable resto. «Une sympathisante iranienne a préparé 150 repas. Chaque province avait sa tâche : Anvers le froid, Charleroi, Liège, Flandre occidentale chacun un plat». Qu'a-t-on fabriqué à Charleroi ? «600 boulettes, raconte Rolande. Nous avons aussi engagé les maris pour deux gigantesques séances de cuisson !»

Beaucoup de compliments sur l'organisation matérielle de la fête : décoration, éclairages, podiums musicaux... Un camarade africain admire : «Hyper-cool ! Un "service" sans reproche. Ca tourne comme une usine, ici. Mais avec le plaisir en plus». Un ouvrier de Charleroi

relève qu'on a amélioré le chauffage des espaces intérieurs : «Ca a l'air de rien, mais comment faire la fête quand on "caille" comme certaines années ?»

Restent certains points faibles : la signalisation (très critiquée),

le baby-sit (pas de local aéré, avec séparation pour faire dormir les petits, trop peu de jouets), la présentation des podiums de débats, celle du meeting... Rendez-vous au 1er Mai 1997 qui corrigera tout cela et sera encore plus chouette !

### Venez, votre place...

Au stand du PTB-Brabant...

- Bonjour, j'habite le Brabant et j'aimerais voir comment vous travaillez...

- Voici par exemple nos activités à Schaerbeek : la maison médicale et le centre de lutte pour l'égalité, qui organisent notamment la riposte des victimes aux brutalités policières. A Tubize, organiser la lutte avec les travailleurs des Forges de Clabecq pour maintenir l'emploi... Enseignement, services publics, Yougoslavie, Rwanda : sur chacun de ces thèmes, vous pouvez donner un petit coup de main. Dans ce dépliant, vous voyez pour quelles tâches nous recherchons de l'aide : tenir des stands, diffuser des affiches et dépliants, confectionner des calicots, prendre des contacts... Mais comment connaissez-vous le PTB ?

- Il y a deux ans, dans un train, j'ai reçu un de vos dépliants. Ca m'a plu, j'ai pris un abonnement à l'essai, puis un abonnement définitif. Seulement, mes études me prenaient beaucoup de temps. Cette année, j'ai fini, je veux faire plus. J'ai lu votre article "Devenir membre du PTB", ça m'intéresse.

- Nous voulons que pour chacun, ce soit un choix bien conscient. Nous organisons donc des cycles de rencontre. Quatre ou cinq séances : qu'est-ce que le capitalisme, le socialisme, comment fonctionne le parti ? Ainsi, après trois mois, vous aurez tous les éléments pour vous décider...

### ...est au PTB

- A quoi faut-il s'engager pour pouvoir être membre du PTB ?

- Nous attendons au minimum : un accord avec le programme, une réunion par mois, une cotisation, une tâche concrète selon vos possibilités.

- Je veux m'engager pour le parti, mais pas plein temps.

- OK, quels thèmes t'intéressent ?

- Lutte ouvrière, tiers-monde, je voudrais m'abonner à votre revue Solidarité Internationale...

- Bien, je note ton nom, je te remets ici la brochure "Rejoignez le PTB", qui explique tout ça et nous fixons un rendez-vous pour la semaine prochaine.

- A la semaine prochaine !

### "Je ne fais pas de politique, mais..."

Claire Geraets, médecin PTB à Schaerbeek, avait invité une réfugiée d'origine arménienne, vivant depuis vingt ans en Belgique : «C'est très bien, ce que vous faites, m'a-t-elle dit, mais la politique, ça ne m'intéresse pas !» Un peu plus tard, Claire la revoit... «C'est incroyable, toutes ces activités, tous ces gens qui viennent de partout. J'avais rendez-vous pour l'anniversaire d'une copine, mais ce 1er Mai est si passionnant que je serai bien en retard !»

Ce qui n'intéresse pas les gens, est-ce "la politique" ou seulement une certaine (mauvaise) façon de la présenter ?

### Le parti de la révolution

Un accent spécial était mis sur le stand central "Recrutement". Au meeting, Ludo Martens, président du PTB, a pu annoncer «qu'après nos efforts pour élargir le parti, 236 travailleurs ont demandé à adhérer ou se préparent à le faire».

Au stand "recrutement", on remarquait particulièrement le succès du livre "Le parti de la révolution". Rédigé par Ludo Martens, avec la collaboration de Nadine Rosa-Rosso, il présente le résultat des travaux du Vème congrès du PTB (1995) Congrès consacré au bilan de la direction, ainsi qu'aux principes idéologiques et organisationnels du parti.

Solidaire reviendra sur ce livre (280 p., 450 frs, disponible aux Editions du PTB, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles).

### Nouveaux abonnés

Le 1er Mai était une occasion unique de gagner de nouveaux abonnés à notre hebdomadaire Solidaire et à la revue Etudes Marxistes...

Au seul stand central, nous avons pu enregistrer 22 nouveaux abonnés à Solidaire et 32 à Etudes Marxistes.

D'autre part, la recette financière des entrées a égalé le record de 1994, bien que le prix ait été diminué de 50 frs. Idem pour le restaurant.

# Les jeunes font du meeting central une grande fête révolutionnaire

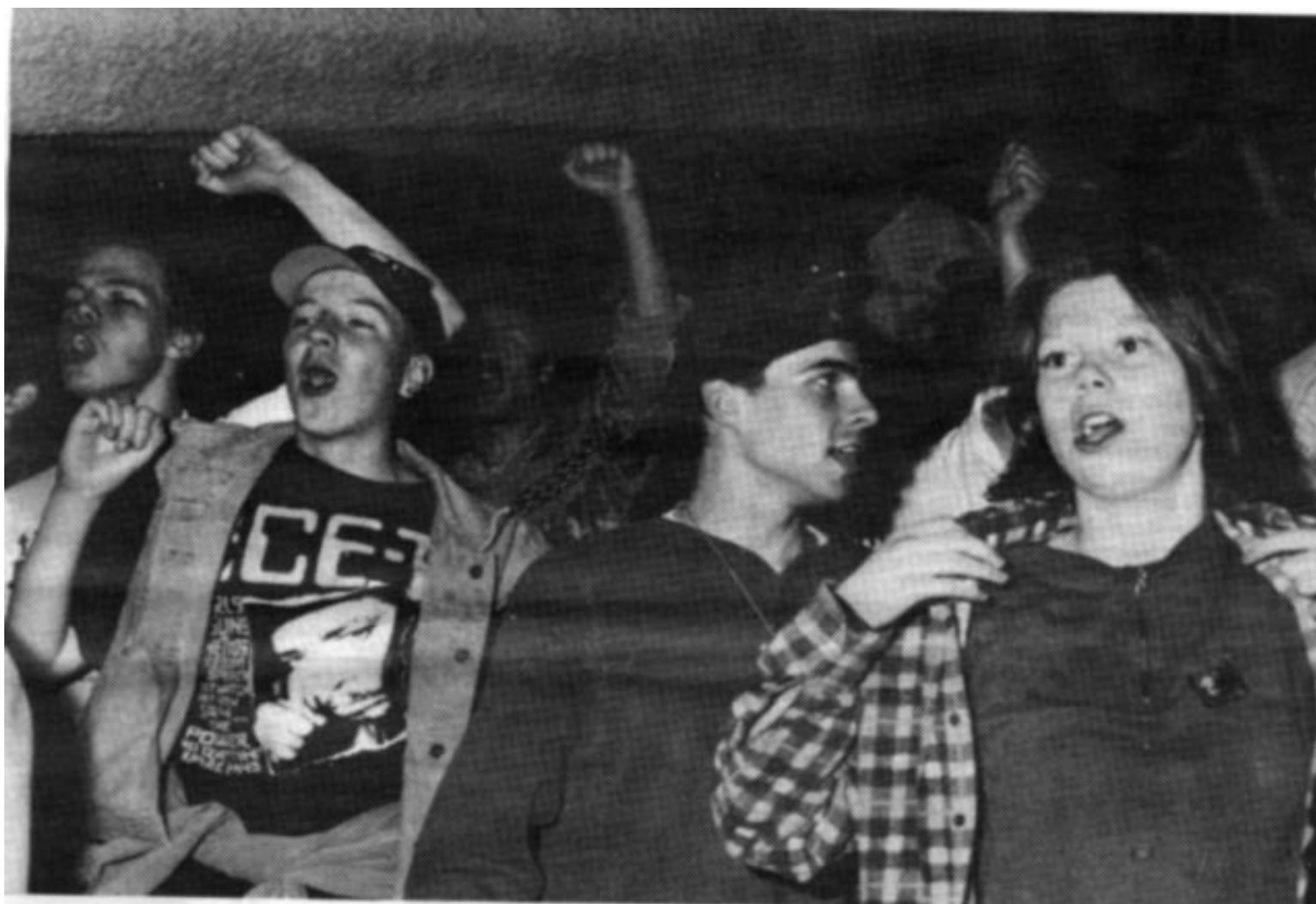
1.500 présents au meeting de clôture du 1er Mai PTB

**Au-dessus du podium, trois fois le portrait énorme de Karl Marx. Sur les murs latéraux, en lettres d'un mètre, le nom du PTB. Sur deux grands écrans disposés de part et d'autre, apparaîtront les traductions des discours en français ou en néerlandais. Il est sept heures. Le meeting central peut commencer.**

Peter Franssen

Une ouverture percutante, littéralement : huit percussionnistes des Caraïbes — The Brotherhood Drumband — en T-shirt rouge descendent les marches en direction du podium. Leurs grondements de tonnerre plongent directement le public dans l'ambiance : dans le feu de l'action, sentiments exprimés avec force, la lutte continue, nous n'avons pas l'éternité devant nous. La salle est aux trois quarts pleine, mais dans le sillage des percussionnistes, des centaines de gens affluent encore. Pendant plusieurs minutes encore, les percussionnistes chauffent la salle. Quand ils veulent quitter le podium, ils sont rappelés. Et c'est à nouveau le grondement rythmé, accompagné des applaudissements scandés de la salle.

Puis, les deux présentateurs, Bruno et Elisa, prennent la parole : «Avant-hier, un flic du corps de police de Molenbeek, du socialiste Moureaux, a abattu un jeune immigré. Mais aujourd'hui, les rôles sont inversés : ce ne sont pas les ouvriers, les enseignants ou les élèves qui sont pourchassés, mais les dirigeants du Parti socialiste. Ils ont été chassés de leurs propres tribunes à Bruxelles, à Liège, à Charleroi, à Mons. (Applaudissements) Notre meeting du 1er mai sera placé sous le signe de la lutte contre les dirigeants sociaux-démocrates qui, face au gigantesque mouvement de lutte dans l'enseignement francophone, s'avèrent être des traîtres à la classe ouvrière.



L'enthousiasme révolutionnaire des jeunes, très communicatif, s'est manifesté durant toute la durée du meeting central

Nous commençons - comment pourrait-il en être autrement? - par la jeunesse. Des membres de Rebelle ont écrit des poèmes pendant leur camp, durant les vacances de Pâques. Ils vous en proposent une sélection.»

## De nombreux poings dressés forment des chaînes de résistance

Sept jeunes montent sur le podium, emmenés par Korneel. Ils ont rassemblé plusieurs poésies qui forment un poème cohérent. Silence profond dans la salle, à l'écoute de cet engagement, qui est encore une recherche, un combat contre l'hésitation et le découragement. Leur poème donne l'image de leur lutte contre le capitalisme, contre l'impérialisme, contre le PS et le SP, contre la drogue. Un appel à leurs amis qui ne sont pas encore organisés car, disent-ils : «De nombreux poings dressés forment

des chaînes de résistance» et «la misère mérite la révolte». Quand les jeunes quittent le podium, c'est l'ovation.

Je me retourne, la salle est comble. De nombreuses personnes sont debout, au fond. Il y a plus de monde encore que l'an dernier. «L'année écoulée était une année de lutte, disent Bruno et Elisa. Ouvriers, enseignants, étudiants ont lutté et luttent encore contre les attaques incessantes du patronat et du gouvernement. Ce soir, ils ont la parole.»

Le premier à monter sur le podium est un délégué d'Opel à Anvers, anciennement General Motors. En fait, ce n'est pas lui qui parle, un ouvrier le remplace : le délégué ne peut lire son texte lui-même, ce serait trop dangereux. La direction d'Opel est aux aguets.

«Jamais je n'oublierai le mois de mars 1996». Ce mois-là, pour la première fois depuis 23 ans, on a fait grève contre les cadences, la

journée de dix heures, le travail du week-end. Et contre l'accord de collaboration que les patrons et les directions syndicales ont conclu, un accord qui assujettit les ouvriers à la direction et entrave considérablement la solidarité. Mais la grève de mars inaugure un nouvel épisode : elle a mis un terme aux huit années de «collaboration» sans faille.

Puis, c'est le tour de Freddy Visconti de Cockerill Sambre à Charleroi. Il est membre du PTB. Il explique comment les ouvriers de son entreprise ont rejeté une proposition patronale de réduction de salaire en échange du non-licenciement de 51 jeunes. «Parce que nous avons refusé cette proposition, nous avons été présentés comme des salopards», dit Freddy. Avec le PTB, nous avons organisé un référendum «dans lequel les travailleurs pouvaient s'exprimer pour la vraie solidarité, celle de la réduction du temps de travail avec maintien du salaire et

engagements compensatoires. 492 ouvriers ont participé à ce référendum. 81 % d'entre eux ont opté pour cette formule et 65 % ont même dit qu'ils étaient prêts à passer à l'action si les syndicats soutenaient cette revendication.»

## «Une seule so-lu-tion, la ré-vo-lu-tion»

Puis, soudain, coup de théâtre. Dans la salle se dressent une dizaine de drapeaux de Rebelle. Les porte-drapeau s'avancent vers le podium, poussés dans le dos par les dizaines et les dizaines de jeunes francophones dans la salle qui entonnent un de leur chants de lutte pour le refinancement de l'enseignement et contre le Parti Socialiste. Je vois des enseignants et des jeunes néerlandophones regarder un peu jalousement. Ils soutiennent leurs camarades au rythme de leurs applaudissements. Les voilà maintenant en avant sur



Freddy Visconti (Cockerill Sambre)



Ammar Bagdash (Syrie)



Valdez Vivo (Cuba)



Rocío Mecino (Mexique)



Tito Rutaremara (Rwanda)



Les étudiants, mûris par trois mois de lutte, expriment leur enthousiasme

le podium, dix jeunes qui, comme ils le disent eux-mêmes, ont appris beaucoup de choses pendant les trois mois qu'ils luttent avec leurs profs contre le délabrement de l'enseignement. Sur la démocratie, le Parti Socialiste, la manière de s'organiser, de se défendre contre la police et la gendarmerie, sur Rebelle et le Parti du Travail. Un à un, ils viennent le dire. Le premier est Samuel, quinze ans. Il n'a pas besoin de micro. Il a apporté son mégaphone. Comme s'il faisait partie de lui-même. Les autres suivent. Puis un enseignant francophone, Kamal Diff. La salle les interrompt ou reprend leur message en chœur. «Une-seule-so-lution, c'est-la-ré-vo-lution!» Les 1.500 participants scandent, une minute durant. Puis, répétés à l'envi : «Ouvriers - enseignants - étudiants - solidarité!» Oh la la, quelle ambiance, quelle enthousiasme!

### L'arme de la connaissance entre les mains

Julie Moens est la plus étonnée de ce qui se passe ensuite. Bruno et Elisa dévoilent à la salle : «Aujourd'hui, Julie Moens a 17 ans. Elle est une des dirigeantes lycéennes ici, à Bruxelles. Elle mérite un applaudissement.» Julie hissée sur le podium, regarde un peu gênée. Elle aura plus qu'un applaudissement. La salle entonne : «Happy birthday to you...» Maintenant, Sam Touzani saute sur le podium. Rappeur, conférencier, poète, présentateur télé. Un immigré marocain qui nous propose le morceau rap "Afrika", «que je dédie au peuple combatif du Burkina Faso que j'ai visité il y a deux ans». Vient ensuite le morceau "Voie sans issue", sur la vie d'un jeune immigré. Sam Touzani le joue comme un poème. Dans ce morceau, la petite phrase : «Libère-toi, brandis ton arme : La Connaissance». Hasard ou non, tantôt, dans un poème de Brecht,



Mansour Seck et N'Faly Kouyate

nous rencontrerons la même idée. Après lui, c'est au tour de Mansour Seck, le chanteur populaire sénégalais. Il est tout de blanc vêtu, son accompagnateur est en jaune. Deux instruments à corde et la voix de Mansour Seck, il ne faut pas plus pour apprécier tranquillement. Après le premier morceau, Mansour Seck reçoit le renfort de deux autres guitaristes et de N'Faly Kouyate, le joueur de kora, l'instrument aux 32 cordes tendues sur une énormealebasse. La salle chavire un peu : les rythmes se suivent rapidement, au doux susurrement succède l'exubérance débridée. Mansour et N'Faly tentent d'entraîner la salle. Ils y parviennent, mais au premier changement de rythme, le fil se détend. Ah, nous avons encore tant à apprendre.

### Proche-Orient, Cuba, Mexique, Rwanda et Inde : cinq fenêtres sur le monde

Tant à apprendre aussi de la lutte dans le monde. «Comme chaque année, nous vous ouvrons des fenêtres sur le monde, disent les présentateurs.» Le premier invité de la série est Ammar Bagdash, du Parti Communiste Syrien. Il dénonce la récente agression barbare de l'armée israélienne contre le Liban. Cette agression, qui n'aurait pas été possible sans le soutien des Etats-Unis, dit-il, s'est soldée par une défaite. Ensuite, c'est le tour de Valdez Vivo, le directeur de l'école de cadres du Parti Communiste Cubain. La salle est tout feu tout flamme, avant même que le camarade ait dit un mot. «Cuba socialista ven-ce-ra!» reprend-elle en chœur. «Malgré la chute de l'Union soviétique et du bloc de l'Est, le socialisme à Cuba est resté debout, dit Valdez Vivo. C'est presque un miracle. C'est en effet grâce au bloc socialiste que nous avons pu résister au blocus

imposé par les Etats-Unis. L'an passé, nous avons entamé un lent rétablissement : le Produit National Brut a augmenté de 2,5 %. Cette année, il augmentera de 5 %. Le peuple cubain restera toujours digne de son histoire, sous le mot d'ordre : "Socialismo o muerte! Venceremos!"» Pas besoin du moindre encouragement : massivement, la salle scande ce mot d'ordre.

Maintenant, la parole est à Rocio Mecino. Elle vient du Mexique. Elle doit se tenir sur la pointe de ses pieds pour dépasser le podium. Mais sa taille est inversement proportionnelle à son courage. Elle parle au nom des paysans de la Sierra del Sur. Elle rapporte le terrible récit du massacre, par l'armée mexicaine, de paysans qui manifestaient pacifiquement. «La répression frappe partout, dit-elle. C'est pourquoi nous avons besoin de nous unir. Avec des centaines d'organisations, nous avons formé un front de Libération Nationale.» Elle aussi est interrompue à plusieurs reprises par un tonnerre d'applaudissements.

Vient ensuite Tito Rutaremara du Front Patriotique Rwandais. Il salue la salle, le poing serré. Il explique à quel point le génocide qui a eu lieu dans son pays est «étranger à notre peuple et à notre civilisation, même étranger à toute l'Afrique. C'est la vieille

philosophie des races des pays colonisateurs et leur tactique de diviser pour régner qui est à la base de ce qui s'est passé». Tito exige que la Belgique aide le gouvernement rwandais à reconstruire le pays et à rechercher les auteurs du génocide. Puis, emporté par l'élan révolutionnaire dans la salle, il s'écarte de son texte et dit : «Et vous, camarades belges, je vous demande : faites échec au capitalisme ! Le peuple africain vous en sera reconnaissant !»

Enfin, un camarade du Comité Central du Parti Communiste (marxiste-léniniste)-Guerre Populaire d'Inde prend la parole. Il raconte comment son parti a entrepris la lutte armée, à partir de 1967, à Andhra Pradesh. Le gouvernement indien a réagi par une répression impitoyable : 900 membres et sympathisants de son parti ont été assassinés. Cela n'a pas empêché le parti de gagner de l'influence pas à pas. Il dispose aujourd'hui, dans le centre de l'Inde, d'une zone de guérilla avec un gouvernement parallèle, peuplée de 20 millions d'habitants. Cette zone s'agrandit de jour en jour. «Nous ne sommes bien sûr qu'une force mineure, conclut-il. Mais nous vaincrons, grâce au marxisme-léninisme et grâce au soutien du mouvement ouvrier international !» Des applaudissements soutenus l'accompagnent à sa place.

Vient alors un moment bien émouvant. La comédienne Anne-Marie Loop récite deux poèmes de Bertolt Brecht. Le premier "Un gîte pour la nuit" et ensuite le simple et célèbre "Eloge de l'instruction", plein de perspectives (voir encadré). Toute la salle s'est sentie interpellée. Brecht est un grand poète et Anne-Marie Loop une grande actrice.

### En combien de langues a été chantée l'Internationale ?

Ludo Martens prend la parole en dernier. Vous trouverez le texte de son discours aux pages 13 à 16. L'apothéose est traditionnelle. Les représentants des 69 délégations de 43 pays sont appelés sur la scène : les camarades du Népal, Pérou, Zimbabwe, Norvège, Luxembourg, Inde, Bénin, Allemagne, Cuba, Suisse, Mexique, Japon... Et la salle entame en chœur l'accord final : l'Internationale. Dans la salle principalement en français et en néerlandais, mais sur le podium dans bien d'autres langues.

Et ce n'est pas encore terminé, la salle se remet à scander sans relâche, le mot d'ordre résumant si bien la soirée : «Une seule solution, c'est la révolution !»



L'apothéose finale : 52 délégués internationaux sur le podium

## Eloge de l'instruction (B. Brecht)

Apprends ce qui est le plus simple,  
Il n'est jamais trop tard  
Pour ceux dont le temps est venu !  
Apprends l'ABC, cela ne suffit pas, pourtant  
Apprends-le ! Ne te laisse pas rebuter,  
Commence ! Tu dois tout connaître !  
Tu dois devenir celui qui dirige.

Apprends, homme à l'hospice !  
Apprends, homme en prison !  
Apprends, femme en ta cuisine !  
Apprends, femme de soixante ans !  
Tu dois devenir celle qui dirige.  
Va à l'école, sans-abri !  
Procure-toi le savoir, toi qui a froid !  
Toi qui a faim, jette-toi sur le livre, c'est une arme.  
Tu dois devenir celui qui dirige.

N'aie pas peur de poser des questions, camarade !  
Ne te fie à rien de ce qu'on te dit,  
Vois par toi-même !  
Tu ne le sais pas.  
Vérifie l'addition,  
c'est toi qui la paies.  
Pose le doigt sur chaque somme,  
Demande : que vient-elle faire ici ?  
Tu dois devenir celui qui dirige.



Anne-Marie Loop a déclamé ce poème de Brecht. La salle entière s'est sentie concernée.

## EDITORIAL

## 1er Mai : la dé-fête du Parti Socialiste

Kris Merckx

Images inoubliables à la télé : le 1er Mai 1996 a déclenché une révolte générale contre le Parti Socialiste. Liège, Charleroi, Bruxelles, Verviers, Frameries, Froidchapelle : il a plu des tomates, des oeufs et des accusations féroces. Un événement historique, comparable à l'assaut contre les Maisons du Peuple dans le Hainaut durant la grève de 1932. A l'époque aussi, le PS avait été rejeté par le peuple comme étant un parti des riches. Que cela se répète, soixante-quatre ans plus tard, prouve qu'il est vain de vouloir transformer ce parti. Parmi ceux qui ont lancé, en ce 1er Mai, l'injure "libéraux !" à la tête des bonzes PS, la plupart venaient de la base même de ce parti. L'éditorialiste du Soir Bénédicte Vaes commente : «Le discours (du PS) que "sans nous ce serait pire" ne passe plus la rampe» (Le Soir, 2 mai). La raison est claire : ce parti mène la même politique que les libéraux : démantèlement de la Sécu et de l'enseignement, privatisations et cadeaux aux patrons.

Mais l'heure de la vérité approche seulement : le budget 1997 et la "réforme" de la Sécurité sociale (au moyen des pouvoirs spéciaux que les socialistes dénonçaient il y a quelques années). Donc, davantage encore de travailleurs chercheront un parti qui les défende efficacement. Certains leur prétendent que c'est encore possible avec le PS si de nouveaux "rebelle" osent se lever. Comme... André Cools, Ernest Glinne et Jean-Maurice Dehousse qui, en 1962, contre la direction de leur parti, refusèrent de voter la loi sur le maintien de l'ordre. Mais la carrière ultérieure de ces "rebelle" ne montre-t-elle pas qu'il s'agit d'une illusion ? Cools s'est enfoncé dans les rouages du capitalisme le plus maffieux. Glinne a manifesté avec Gol en 1991 pour réclamer davantage de bombardements dans la guerre du Golfe et Dehousse, devenu bourgmestre de Liège, a mérité le surnom de "Jean-Matraque".

A ceux qui recherchent un parti véritablement socialiste, donc communiste, nous disons : venez au PTB. Ces derniers mois ont prouvé le sérieux et l'influence de notre parti. Nos adversaires préfèrent nous passer sous silence, mais ils sont forcés de parler de plus en plus de nous. Busquin a vu la main de ce parti derrière toutes les protestations du 1er Mai. Après la manifestation Enseignement du 2 avril, quatre articles du Soir étaient consacrés au PTB (et surtout contre lui). Dans ses deux dernières grandes interviews et au dernier congrès du SP, Tobback a consacré toute son attention au PTB. Sans le vouloir, ces gens vous montrent la voie.

# Liège : «Egoïstes !» «Faux socialistes !»

## Onkelinx et Dehousse s'enfuient devant la colère du peuple

**Onkelinx, Daerden et Dehousse fuyant sous protection policière la colère de deux mille syndicalistes. «Le fait politique le plus marquant depuis la question royale en 1950», nous déclare Marcel Baiwir, résistant, membre du Parti communiste et candidat sur la liste PTB-UA en 1995...**

Alice Bernard

Sentant que la fête risquait d'être agitée, le PS avait préféré se réfugier au Palais des Congrès. C'est donc la CGSP-intersectorielle qui a pris possession du kiosque du parc d'Avroy (point de départ traditionnel du cortège PS), pour un 1er Mai de lutte, véritablement organisé par et pour les travailleurs.

Plus de 2.000 personnes se rassemblent, nettement plus que les années précédentes. Beaucoup d'enseignants, y compris des affiliés CSC, mais aussi des travailleurs des autres services publics : SNCB, ALR, Forem, crèches...

Des travailleurs du privé également : des ouvriers de Chertal, Phenix Works, Ferblatil, de la FN, des anciens de Cuivre et Zinc, de même que René Piron, président de la fédération des métallurgistes FGTB. Tiens, José Happart est là aussi. Il s'est sûrement trompé de rendez-vous, lui qui en automne déclarait encore que de son temps, «on était quarante en classe et on n'est pas devenu plus bêtes que les autres».

«Les Canailles» mettent l'ambiance, avec leurs chants de lutte populaire. Vient ensuite le discours d'André Beauvois, secrétaire général de la CGSP liégeoise : «Le capitalisme financier et le marché gouvernement. Il faut forcer la volonté d'aller chercher les moyens financiers, accrus du côté des revenus du capital, pour casser le désespoir et le fatalisme ambiant. Nous devons nous battre pour la réduction collective du temps de travail sans perte de salaire.» Il réaffirme le soutien de l'ensemble de la CGSP de Liège au combat des enseignants et lance un appel à l'exécutif de la Communauté Française : «Le moratoire est la seule condition pour le retour du dialogue.»

Pendant qu'André Beauvois termine son discours, des centaines d'enseignants se dirigent déjà vers le pont Albert tout



Les dirigeants PS liégeois ont recouru à la police pour se protéger de la colère des travailleurs... (photo Belga)

proche où doit passer le cortège officiel du PS. En quelques minutes, le pont est occupé. Vers 11h, les premières banderoles PS apparaissent. Les manifestants resserrent les rangs et avancent, résolu. "Vendus", "Socialistes égoïstes", "Onkelinx démission". C'est le face à face.

### Face à face entre mandataires socialistes et enseignants

Les ministres Onkelinx et Daerden, le bourgmestre Dehousse et le député Dighneef ont le sourire crispé, sous les parapluies qu'ils ont dû ouvrir pour se protéger des dizaines d'oeufs. Ils espèrent encore passer et rejoindre le Palais des Congrès. Un cordon de policiers s'interpose entre les enseignants et les bonzes du PS, mais n'arrive pas à empêcher la colère de s'exprimer : «Comment oses-tu encore t'appeler socialiste?» «Démissionne tant qu'il est encore temps», «Faux socialistes, égoïstes»... On s'assied sur le pont : «Vous ne passerez pas, le 1er Mai est à nous !» Des centaines de voix entament l'Internationale. Après vingt minutes d'affrontement au corps à corps, Dehousse devient tout vert, Laurette ne sourit plus et... ils font demi-tour. Ceux qui se réclament des travailleurs sont conspués et refoulés par ces mêmes tra-

vailleurs qui en ont marre de leur politique au profit des riches, dictée par Maastricht. Pour se protéger du peuple, les personnalités PS doivent chercher refuge auprès de la police. Elle les fait monter dans une voiture qui tente de se dégager. Accélération, coups de frein brusques pour éviter des manifestants qui se jettent sous les pneus. «Faites gaffe, ils vont vous écraser», crie l'un. «M'en fous, répond l'autre, ce ne serait pas juste qu'elle puisse se tirer si facilement.» D'autres donnent de furieux coups de poing dans la carrosserie. Des policiers s'essouffent autour de la voiture, bousculent vigoureusement ceux qui tentent d'approcher.

### Nervis et sprays lacrymogènes

De l'autre côté de la Meuse, les portes du Palais sont fermées. Il faut montrer son carton d'invitation (bleu, s'il vous plaît) pour entrer. Sous la pression, les portes cèdent. Au premier étage, des portes gardées par un service d'ordre musclé — des flics en civil selon la presse locale, des gardes du corps selon d'autres (notamment la BSR !). Empoignade. Philippe, jeune prof d'histoire au chômage : «J'ai voulu intervenir pour aider un camarade qui était pris à partie par le service d'ordre. Ils ont sorti des bombes flash et j'en ai pris en plein dans la figure, avec quatre ou cinq autres. Je ne voyais plus rien, j'ai cru que

j'allais étouffer. J'ai un peu paniqué, je suis asthmatique. J'ai été emmené vers le bar où on m'a donné de l'eau pour me rincer. Je me suis déjà fait flasher dans une manif à Bruxelles, mais je peux le dire, la police de Bruxelles vise moins bien. Tu vois où en est arrivé le PS ? Il loue des mercenaires pour se protéger des revendications des travailleurs.»

Nous prenons possession de la salle, bientôt dépouillée de tout le décorum officiel du PS. Il ne reste à la tribune que des chaises retournées et des tiges de roses pleines d'épines, mais sans fleur. Encore une fois retentit l'Internationale. Les paroles sont bien connues de tous, ce qui réfute la calomnie répandue par le PS et la presse de droite que les participants étaient "des gens qui n'ont jamais été à un 1er Mai".

Des militants du PS qui attendaient le meeting accusent les manifestants de casser la démocratie. «Quelle démocratie ?», répond un ouvrier de Chertal. Le PS parle à la TV autant qu'il veut, refuse d'entendre les enseignants depuis des mois, envoie la police contre les étudiants, et tu oses encore parler de démocratie ? Le PS n'a plus le droit d'utiliser ce mot.» Le haut-parleur annonce, avec une voix d'aéroport : «La fête du 1er Mai du Parti Socialiste est annulée.» Le 1er Mai du PS avait déjà été chahuté à plusieurs reprises à Liège, mais c'est la première fois qu'il est annulé pour cause de lutte des classes. Un événement historique.



# Charleroi : le parti des parapluies face au peuple

Oeufs et tomates pour Busquin, le bouclier des... patrons

**Aux élections, le parti de Busquin s'est prétendu 'le bouclier' de la Sécu et de l'emploi. Depuis, enseignants, cheminots et assurés sociaux ont éprouvé que si le PS est un bouclier, c'est bien celui des riches. Le PS-Charleroi a dû recourir, face au peuple, aux ... parapluies.**

Lieve Lemmens et Walter Sermeus

Tout avait été fait pour éviter l'inévitable. « Cette année, pas de long cortège. Cinq cents mètres à peine », disait Le Journal de Charleroi (socialiste). « Quelques dizaines d'enfants des Faucons Rouges, placés à l'avant du cortège d'officiels pour parer au choc, et à peine davantage d'obligés du parti », selon Le Rappel du 2 mai. Devant la CGSP se forme au même moment, un autre cortège de plus de mille enseignants avec leurs étudiants et d'autres travailleurs des services publics. Le troisième cortège avec quelques centaines de membres des centrales ouvrières s'y ajoute. Tous marchent résolument vers la tribune.

Les officiels du PS n'attendent même pas l'heure prévue pour le meeting. A la vue des ténors du PS, protégés par un triple cordon de malabars, la température monte de plusieurs degrés. Tout de suite, les gardes du corps crachent d'une façon musclée : « Cassez-vous, bande de cons ! ». « Ces hordes de gorilles du PS ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles de Le Pen » nous dit une veille dame écoeurée. Derrière la tribune, d'autres troupes, en uniforme celles-là, attendent.

## « Démocratie ? Le PS n'écoute que les nantis ! »

Avant même qu'il n'ouvre la bouche, la foule, dans un déferlement de slogans et de cris, se déchaîne contre Patrick Moriau, secrétaire de la fédération du PS de Charleroi-Thuin. Ses paroles restent inaudibles. Jeunes, enseignants, ouvriers scandent : « Vendu ! Traître ! » « Taxez les fortu-

nes ! » Ils chantent : « Le PS défend l'école des riches... » La sirène et les sifflets hurlent ! Le ministre Van Cauwenberghe, ex-bourgmestre de Charleroi, reste stoïque quand on crie : « Démission ! » Un grand parapluie le protège des oeufs. Pendant une heure, personne ne baisse le ton. C'est dire la colère et l'amertume vis-à-vis des dirigeants du PS. C'est seulement pour Mirello Bottin, secrétaire FGTB, que le silence se fait car il exprime son soutien à la lutte des enseignants, message attendu depuis longtemps.

## « Ils n'ont rien compris »

Busquin prend la parole le dernier, il a droit au plus grand lancer d'oeufs et de tomates; les parapluies se transforment en boucliers. Au milieu de son discours inaudible, des centaines de manifestants entonnent une vibrante « Internationale ». « Ecoutez, écoutez, écoutez » crie désespérément Busquin. Mais la masse des enseignants et des jeunes en a marre d'écouter depuis neuf mois les dirigeants du PS, ils sont las d'écouter religieusement ceux qui les combattent, les méprisent et les font matraquer depuis des mois. Après ces événements, sur la place de nouveau déserte, apparaît Busquin avec une vingtaine de gardes du corps : il se lamente sur le manque de démocratie ! Quelle audace ! « Ils sont mal placés pour donner des leçons de démocratie; eux qui n'écoutent que les nantis dans ce pays ! » nous confie un enseignant, fier d'avoir aidé à empêcher ces traîtres de s'exprimer. « Nous en avons marre que le PS applique ce que le patronat revendique ! »



Parmi les calicots brandis à Charleroi : « Van Cau, nous nous souviendrons » et « Laurette, tu fais Führer »...

Interrogé par nous, Daniel Vandaele, secrétaire de l'Intersectorielle de la CGSP de Charleroi, a réagi ainsi : « Ils n'ont rien compris. Si Busquin avait dit : « On constate une rupture entre la base

et le bureau. Nous sommes d'accord de discuter », cela aurait grandi l'homme. C'est tout le contraire. Par son discours, le soir du 1er Mai, il s'est enfermé dans l'autisme. Les militants du PS, et

j'en suis, doivent demander à leurs instances de réagir. Il n'y a pas que le bureau... Je pense qu'il faudra recréer un vaste mouvement pour une autre politique. Depuis ce 1er Mai, je connais le déchirement. »

## Busquin frappe une jeune fille socialiste

Une lectrice nous informe sur l'incident provoqué par le président du PS à Froidchapelle. Après avoir été copieusement hué au 1er Mai de Charleroi, Philippe Busquin s'est en effet rendu dans ce village de la botte du Hainaut...

« Busquin est arrivé accompagné de six gardes champêtres. Une professeur de gymnastique, membre de la CGSP, l'a interpellé et Busquin lui a envoyé son poing au menton. Ensuite, il y a eu un incident avec une fille de quinze ans, portant une minerve pour torticolis. Elle portait un panneau sur lequel était écrit : « Mon grand-père a voté socialiste. »

Mon père a voté socialiste. Moi...? »

Quand Busquin est arrivé à sa hauteur, il lui a arraché le panneau et le lui a cassé sur l'épaule. Le père a voulu intervenir et a ramassé plusieurs coup de poing de la part des organisateurs. Tout ça sous couverture de la police. Une chaîne de télévision a tout filmé. Quelques manifestants ont demandé une copie de la cassette mais cela leur a été refusé. Et les images n'ont été diffusées nulle part. Plainte a été déposée, que les gardes champêtres ont refusé d'enregistrer, mais des témoins ont été entendus par la gendarmerie. »

« Le 4 mai, poursuit notre lectrice,

j'ai téléphoné au journal télévisé de la RTBF demandant pourquoi ils n'avaient encore rien passé sur cet incident. D'abord, le journaliste m'a dit : « Mais il y a déjà eu quelque chose ». Quand j'ai répondu que je n'avais rien vu, il a repris : « Mais on fera quelque chose ». » Entre temps, une motion de l'assemblée régionale de la CGSP-Enseignement a « dénoncé les violences gratuites de Philippe Busquin vis-à-vis de personnes manifestant pacifiquement, exprimé son soutien à l'affiliée victime de ces violences et invité l'affilié Philippe Busquin à plus de retenue ». (KM)

## Busquin : « C'est la faute au PTB »

Le Collectif Enseignants-Parents scandalisé par ses propos

Lieve Lemmens

A sa chaîne privilégiée, la RTBF, Busquin déclare que tous les troubles venaient d'une poignée du PTB. D'après lui, le Parti du Travail a incité deux cents troubles à perturber les discours que 1.300 « bons » militants auraient applaudis.

Le lendemain, le Collectif parents-enseignants de Charleroi publie un démenti. Demandant

comment Busquin ose détourner la vérité et faire croire à la protestation de quelques individus. Pourtant, à sa conférence de presse suivante, le député Moriau persiste : « La contestation était organisée par des gens du PTB ». Il a le culot d'ajouter que « bon nombre d'enseignants venaient surtout du libre ». Lui, député d'un parti gouvernemental qui fait tout pour casser l'enseignement officiel, comme l'a dit souvent Jean-

Marie Ansciaux de la CGSP. Pauvre Moriau, qui se berce de l'illusion que le PS aurait toujours le soutien des enseignants de l'officiel ! Pourquoi alors, à l'assemblée de la CGSP-Charleroi du 2 mai, plusieurs délégués syndicaux ont-ils annoncé qu'ils quittent - à juste titre - le PS ? Les attaques haineuses du PS contre le PTB révèlent en fait l'influence grandissante de notre parti dans les mouvements des

travailleurs. Sur ce point, La Nouvelle Gazette du 3 mai écrit : « Le PTB, formation que l'on croyait marginale, s'est révélé puissance politique incontournable. C'est Philippe Busquin qui le prétend. »

L'influence du PTB est due à la justesse de ses revendications pour refinancer les services publics avec l'argent des riches et à ses efforts pour organiser la solidarité des autres travailleurs avec le combat

exemplaire des enseignants. Elle est due aussi à sa défense de l'unité des enseignants francophones et néerlandophones contre le nationalisme et la communautarisation de l'enseignement, source des graves problèmes financiers actuels. Voilà tout le secret de cette influence. De plus en plus de gens se rendent compte que le système capitaliste n'offre aucune perspective et ils s'intéressent donc au programme communiste du PTB.

# Bruxelles : les dirigeants du PS chassés du 1er Mai

Un lycéen raconte l'événement mémorable

Ils ne manquent vraiment pas de culot, les dirigeants socialistes : fêter la fête des travailleurs alors qu'ils liquident l'emploi à tour de main! Voilà dans quel état d'esprit se sont déplacés une cinquantaine d'étudiants pour chahuter au meeting du PS.

Julien Versteegh

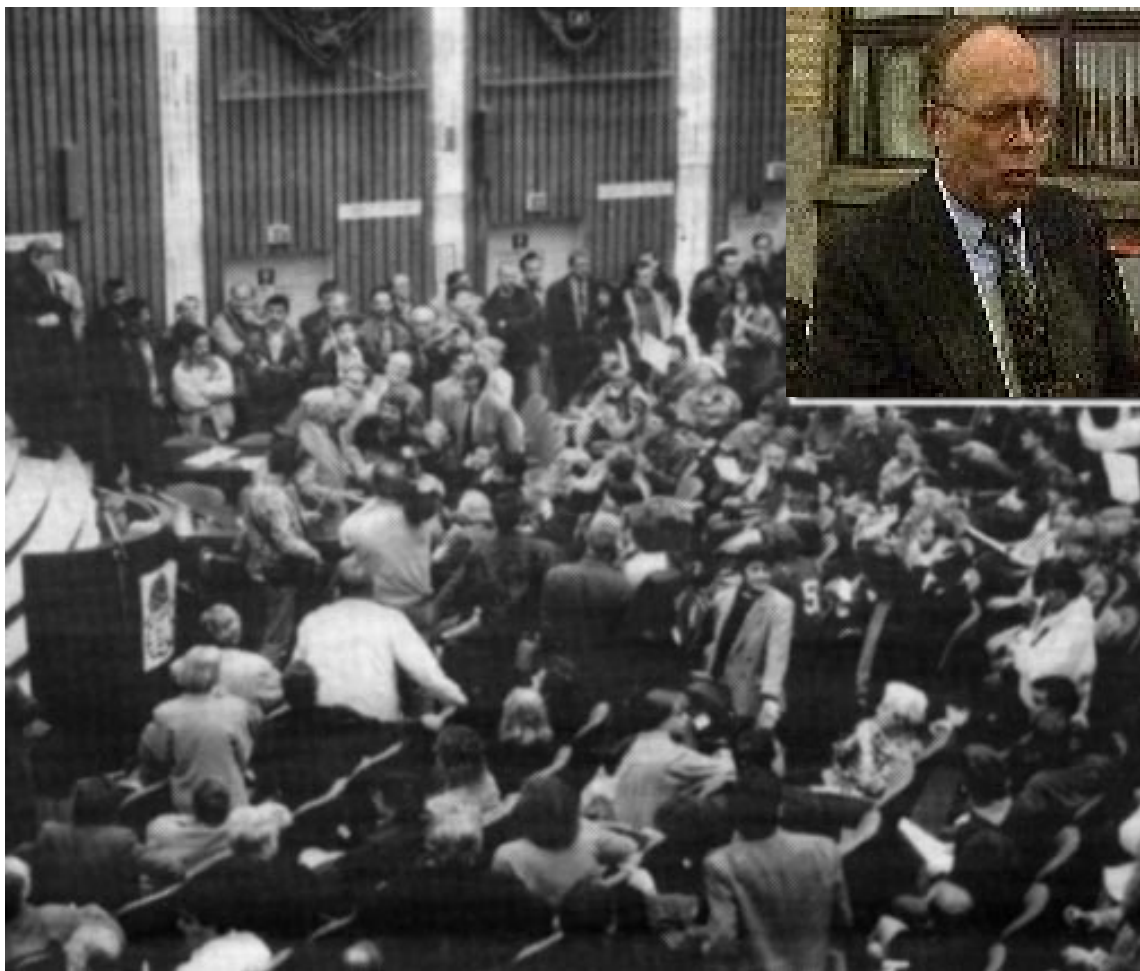
La CGSP-Enseignement avait organisé un 1er mai alternatif place Fontainas, juste devant la maison des Huit heures de la CGSP, où devait se tenir le meeting commun du PS et de la FGTB. Vers 10 heures, plus de 500 manifestants sont rassemblés. Certains calicots montrent bien que c'est la base syndicale du PS qui est présente et qu'elle est fortement déçue : «Non au libéral-socialisme», «Nous n'avons pas voté PS-RL». Un autre exprime une illusion tenace : «Les patrons gagneront à moins que le PS ne redevienne socialiste».

La température monte. «Des oeufs, il faut des oeufs!» lance-t-on. On nous annonce alors que nous pouvons assister au meeting dans la salle. Joie immense. Les étudiants y entrent dans le calme et s'assoient de manière à former un bloc. La salle est bourrée de professeurs et d'étudiants mais aussi d'autres travailleurs. Ils n'ont qu'une chose en tête : empêcher le meeting des faux socialistes. Les bonzes du PS entrent étroitement entourés de gardes du corps. On reconnaît Philippe Moureaux, Charles Picqué, Magda De Galan et les repris de justices (affaire

INUSOP), le député bruxellois Merry Hermanus et Jean-Louis Stalport, patron de la RTBF.

## Les bonzes décampent

La clique monte sur scène dans un tonnerre de huées. Un lycéen sort un gueulophone. La salle suit : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat». Puis la fameuse chanson sur l'air de Yellow Submarine : «Le PS défend l'école des riches, réduit l'encadrement, tabasse les étudiants.» Les étudiants ont les poches pleines d'oeufs et attendent que quelqu'un prenne l'initiative. Moureaux nous nargue de son estrade mais n'arrive pas à placer un seul mot. Se rendant compte qu'ils ont perdu la partie, les dirigeants PS s'apprentent à quitter la salle. C'est alors que les lycéens commencent à les arroser d'oeufs. Les profs crient victoire. Les socialistes sortent par une petite porte. Etudiants et profs se ruent à leur poursuite. Ils prennent en chasse Charles Picqué, entouré de gardes du corps, qui finit par s'enfuir dans une voiture de flic. Son beau costume est éclaboussé de jaune d'oeuf. «Il faut faire une



Ph. Moureaux et les autres dirigeants socialistes quittent la salle des huit heures (CGSP) sous les huées... Et sous les oeufs, dépité, Picqué (insert) a vu la couleur de son costume fort changée !

manifestation !», crient les profs et les étudiants. On nous invite à retourner dans la salle pour entendre Anne-Marie Appelmans. Elle condamne l'économie mondiale, prône la réduction du temps de travail, la solidarité avec les

ouvriers. Elle est acclamée : «Appelmans au pouvoir !», crient les profs. On chante l'Internationale le poing levé en sortant du bâtiment. Un étudiant décroche le drapeau PS du mur et veut le brûler. Une discussion commen-

ce : doit-on le brûler maintenant ou attendre une manifestation plus importante ? On attendra vendredi.

Une grande victoire a été remportée ce premier mai. C'est l'opinion de tous ceux qui étaient présents.

## Moureaux récidive : "Ce sont des socialo-fascistes"

Des syndicalistes lui répondent vigoureusement

David Pestieau

Philippe Moureaux, président de la fédération bruxelloise du PS, «a préféré décider la retraite, sous un bombardement d'oeufs en disant "Nous n'allons pas nous battre contre un mélange de militants sincères et de socialo-fascistes"» (Le Soir, 2/5/96). Moureaux a ainsi réitéré son fameux coup du 1er mai 1988, au kiosque du boulevard d'Avroy, quand il a lancé à la figure des manifestants grévistes de l'ALE qu'ils étaient "des fascistes". Cette scandaleuse attitude vis-à-vis des travailleurs en lutte n'était donc pas le hasard d'un jour ! Cela en dit beaucoup sur la "gauche" du PS dont Moureaux se veut la figure de proue.

Yvan Mayeur (député PS de Bruxelles-Ville) n'est pas allé si loin face aux participants à l'action dans la maison des 8 heures. Mais il les a bien accusés de faire le jeu des fascistes. Un autre PS ajoute : «Vous allez avoir le Front Natio-

nal avec de telles actions. Cela me rappelle les années 30.» Mais un enseignant rétorque immédiatement : «Oui, c'est comme dans les années 30. Le PS fait le lit des fascistes. De Man, président du PS avant-guerre, s'est tourné vers les fascistes. Il a salué les nazis en 1940.» Un autre syndicaliste : «Ils nous traitent de fascistes, mais ce sont eux qui font le lit des fascistes avec leur politique.»

Quelques-uns des présents regrettent que le dialogue ne se soit pas établi et sont choqués par la violence. D'autres répliquent : «Cela fait des mois qu'on nous écoute pas, qu'il y a un dialogue de sourds.»

Les discussions politiques fusent de toutes parts. Entre autres, sur ce que Luc Verton, secrétaire de la CGSP-Bruxelles, a dit lors de son discours : «Le PS défend de moins en moins les travailleurs et de plus en plus les patrons.» Certains parlent de recréer un mouvement populaire à la base : «Le PS n'est plus vraiment socialiste.» Un

membre du PS appelle à renforcer les sections de base du PS pour le transformer de l'intérieur. Un responsable syndical de la CGSP lui répond : «A Molenbeek, Philippe Moureaux laisse voter toutes les motions qu'on veut, mais

il défend exactement le contraire au bureau du PS.»

Aujourd'hui, il est plus que temps de rompre avec le PS, un parti qui a trompé tant de fois les travailleurs. Un parti qui n'est pas différent des libéraux et défend le système du

libre marché. Un parti pro-capitaliste sans avenir pour les travailleurs.

C'est le moment de rejoindre le PTB : le communisme est la jeunesse du monde.

## Motion de la CGSP-Enseignement Bruxelles

La Régionale de Bruxelles-Brabant de la CGSP-Enseignement, réunie en assemblée générale, ce 2 mai 1996,

**SE REJOINT** qu'à l'occasion du 1er mai, le peuple de gauche ait crié fort sa désapprobation de la politique antisociale menée par les dirigeants du Parti Socialiste.

**FUSTIGE** l'attitude des mandataires du PS qui, plus soucieux d'apparaître comme de zélés gestionnaires des restrictions que comme véritables défenseurs des conquêtes des tra-

vailleurs, et à court d'arguments, tentent de faire passer les militant(e)s de notre organisation pour des fascistes.

**ESTIME** qu'il est indécent, pour les dirigeants du PS et d'autres partis qui ont porté et portent de graves attaques aux travailleurs, de se présenter comme leur représentants et de s'appropriier la fête du travail.

**RAPPELLE** que la véritable démocratie n'est pas de monopoliser la parole afin de diffuser sa propagande et refuser d'entendre le peuple. Ainsi les actuels man-

dataires et dirigeants socialistes ont prouvé et continuent de prouver qu'ils ignorent tout de cette démocratie dont ils usurent l'exclusivité.

**DENONCE** la politique gestionnaire des dirigeants du PS qui, en se ralliant à la «pensée unique néo-libérale», fait le lit de l'extrême droite.

**REAFFIRME** son indépendance à l'égard de tout parti politique et se veut le garant d'une véritable école démocratique, pilier essentiel de la sauvegarde de la démocratie.

# Frameries : Di Rupo perd les pédales

Tout comme son collègue vice-premier Vande Lanotte

**Mardi 30 avril, 19 h. Les enseignants du collectif de Mons épaulés par leurs camarades de la CGSP, se sont donné rendez-vous à Frameries pour accueillir les vice-premier ministres Elio Di Rupo et Johan Vande Lanotte (SP).**

Un enseignant témoin

Ils étaient deux cents, devant l'entrée de la maison du Peuple de Frameries dans le Borinage (cent ans de maïorat socialiste). Armés de sifflets, de trompettes et de calicots, ils étaient bien décidés à rendre aux politiciens la monnaie de leur surdité constante depuis plus de deux mois face à leurs revendications. A 19h30, les invités d'honneur arrivent. Di Rupo et Vande Lanotte conspués par la foule traversent la haie de la honte en courant pour atteindre l'entrée. Les enseignants leur emboîtent très vite le pas. Une fois à l'intérieur le mégaphone retentit, sur le ton d'un présentateur de variété. «Et voici monsieur Di Rupo le massacreur de services publics suivi de monsieur Vande Lanotte que le Vlaams Blok applaudit des deux mains pour sa politique contre les réfugiés et les immigrés.» A ces mots, un



Une rose entre leurs doigts crispés (pour ne pas avoir à serrer le poing), Vande Lanotte et Di Rupo chantent l'Internationale. «Vous n'avez pas le droit de chanter ça», crient les syndicalistes.

des gros bras qui escortent Di Rupo sort des rangs d'un air plus que menaçant et dit : «Vous préférez peut-être le Vlaams Blok ?» Un enseignant lui répond que s'il avait à choisir, la différence entre la copie et l'original serait difficile à déceler. Protégé par les aficionados locaux, les deux ministres peuvent tant bien que mal atteindre l'arrière-salle et prendre place à la tribune. Très vite, le fond de la salle se remplit d'enseignants dans un vacarme indescriptible. Tous les mandataires PS lisent leur texte comme des enrégés, mais même au premier rang, on n'entendait que la version (très déjà) de Yellow submarine : «Le PS défend l'école des riches, tabasse les enseignants, trahit les travailleurs». Vint enfin le tour des deux

invités "vedettes", qui s'efforcent de garder leur sourire de cinéma. Ils font des appels au calme, croyant qu'eux au moins bénéficieront d'un régime de faveur, mais le tintamarre s'amplifie de plus belle.

**Di Rupo :  
«Et on continuera !»  
(trois fois)**

On peut cependant entendre hurler Vande Lanotte : «Je veux rendre hommage aux enseignants ! Pendant 150 ans, les patrons ont essayé de briser le mouvement socialiste. Ils n'ont pas réussi ! Et aujourd'hui les enseignants ne réussiront pas non plus.» Et Di Rupo de vociférer : «Citoyens, Camarades, si nous regardons ce que la société ultra libérale a

réussi indéniablement, et bien, je vous dirai que nous en avons un échantillon devant nous. C'est une société d'égoïstes !» Le ridicule ne tue décidément pas les ministres PS, surtout quand un des calicots leur rappelle qu'un impôt de 2 % sur les fortunes au-dessus de vingt millions pourrait rapporter cent milliards par an. Puis il y eut ces images inoubliables, montrées à la télé, d'un Di Rupo qui clôture la "fête", vingt minutes après son ouverture, en gesticulant et en hurlant : «Quel que soit le bruit : vive le Parti Socialiste ! Vive les gens de gauche ! Et on continuera ! Et on continuera !» Sans doute confirme-t-il ainsi l'entêtement du PS à persévérer sa politique néo-libérale au service des riches.

## Hainaut 1932 : des grévistes prennent d'assaut les Maisons du Peuple

Le fossé entre les travailleurs et le PS était déjà infranchissable

Kris Merckx

La révolte générale contre la direction du PS, le 1er mai 1996, rappelle les événements historiques de 1932 au Pays noir. Henri De Man, le dernier président du Parti ouvrier belge (POB, le PS actuel) rapporte dans ses mémoires : «On vit même ce spectacle jusque-là inimaginable de Maisons du Peuple attaquées par les grévistes.» (1) En juillet 1932 les mineurs du Borinage étaient en grève depuis déjà un mois contre le projet des patrons de diminuer leur salaire de 2 à 10 %, alors qu'il était déjà amputé de 24 % depuis le début de la crise ! La direction du POB et les directions syndicales qui y étaient liées ont combattu la grève. *Le Peuple*, le journal

du parti, a estimé que «les ouvriers se sont laissés entraîner par des agitateurs irresponsables», sous-entendu les communistes (2). Malgré ce sabotage, le déploiement massif de la gendarmerie et l'arrestation de centaines d'ouvriers, la grève s'est étendue à tout le Hainaut. «De plus en plus de voix se sont élevées pour la proclamation de la grève générale et de graves incidents ont éclaté à Charleroi : les travailleurs y ont pris d'assaut la Maison du Peuple, une preuve irréfutable du profond fossé qui sépare les organisations socialistes des ouvriers.» (3) À partir du 12 juillet, le POB a reconnu la grève pour pouvoir mieux la briser. Il y est parvenu dans de nombreux secteurs, mais les mineurs ont foulé aux pieds une

décision de reprise du travail du congrès national de la Centrale des Mineurs et ont poursuivi la grève avec acharnement jusqu'au début septembre. Malgré une nouvelle reconnaissance de la grève par la Centrale, «les mineurs ont reproché à la direction syndicale de les avoir laissé tomber : les affiliés ont déchiré leur carnet de membre et on a allumé des feux de joie avec *Le Peuple* (qui s'était distingué par son information mensongère, ndr)» (4). Un an plus tard, le cinéaste Joris Ivens a immortalisé la lutte héroïque des travailleurs du Hainaut dans son film magistral *Misère au Borinage*. L'historienne Mieke Van Haegendoren tire des grèves de 1932 la conclusion suivante : «L'expérience la plus amère

pour le POB a été de devoir réaliser qu'il ne pouvait plus prétendre représenter toute la classe ouvrière : les grèves avaient clairement prouvé qu'il n'avait plus d'emprise sur un grand nombre d'ouvriers, pire encore, que beaucoup d'ouvriers considéraient plutôt le POB comme le représentant du pouvoir en place que comme celui de la classe ouvrière.» (5) Cette analyse peut être reprise mot pour mot pour les événements presque aussi historiques du 1er mai 1996 en Wallonie et à Bruxelles.

1. H. De Man, *Après coup*, p. 204. 2. *Le Peuple*, 22 juin 1932. 3. M. Claeys-Van Haegendoren, *25 jaar Belgisch socialisme 1914-1940*, Standaard Wetensch. uitg., 1967, p. 298. 4. *Ibidem*, p. 299. 5. *Ibidem*, p. 300.

### EN BREF

#### Anvers : "SP = Seulement des Paroles"

La presse flamande réduit la révolte contre les partis socialistes à une affaire de "Wallons excités". Pourtant il y a eu des protestations en Flandre aussi. À Anvers et Louvain des FGFB-istes portaient des pancartes : «Les syndicalistes sont socialistes. Et le SP ?» et «La CGSP défend les travailleurs, et le SP ?» A Anvers des militants de la CGSP-enseignement portaient un calicot en deux parties sur lequel on pouvait lire "SP". Quand ils sont arrivés devant la tribune, les deux lettres se sont séparées et tout d'un coup apparaissait : «Seulement des Paroles». Ils ont ensuite distribué aux notables du SP un tract dénonçant la politique du ministre de l'Éducation Luc Van den Bossche (SP). La CGSP-ministère a diffusé un autre tract critiquant le remplacement du personnel d'entretien des écoles par des firmes privées. Louis Tobback a jeté les tracts à terre.

Les dirigeants du SP ont aussi fait écarter 30 manifestants Kurdes du cortège par la police. Ils avaient pourtant reçu la permission préalable de la FGFB de pouvoir y participer.

#### Dighneef : chasse aux sorcières

Sur les antennes de RTC; la télé régionale de Liège, le 2 mai, le député PS Michel Dighneef a lancé : «Je pensais que la CGSP était une organisation beaucoup plus responsable. Je crois qu'une grande organisation syndicale telle que celle-là doit se débarrasser d'un certain nombre de groupuscules qui l'ont infiltrée. Je pense aux intégristes Ecolo, à l'extrême-gauche et à l'extrême-droite. La démocratie réclame que la CGSP fasse chez elle le nettoyage indispensable.» Le PS exerce au sein de son parti une véritable dictature contre tous ceux qui oseraient défendre, aussi peu que ce soit, le point de vue exprimé par l'ensemble des enseignants pendant douze semaines de grève. Aucun élu PS fédéral ou régional n'a pris ses distances. Et ce parti veut donner des leçons de démocratie à la CGSP ! Il appelle à la chasse aux militants du PTB, le seul parti qui défende avec toutes ses forces la grève et les revendications de la CGSP-enseignement. Tous ceux qui veulent gagner cette grève, que *Le Soir* décrit comme «un des conflits les plus durs de l'après-guerre» (3 mai), feront le contraire.

#### Le 1er Mai rendu aux travailleurs !

«Le 1er mai s'est plutôt mal passé à Liège pour le Parti Socialiste, comme dans d'autres villes de Wallonie. Il n'a pu débiter ses discours démagogues et honteux. Les dirigeants du PS ont été conspués, houspillés par les enseignants en colère. C'est grâce à ses gardes du corps que le ministre Onkelinx et ses sbires ont pu s'enfuir, couverts d'oeufs, à bord de leurs voitures. Au Palais des Congrès les manifestants ont arrachés les affiches, renversés les fauteuils et empêchés les responsables du PS d'entrer. Des altercations ont eu lieu un peu partout entre les manifestants CGSP-FGFB et les rabiques du parti socialiste. Aucun parmi ces derniers, ne comprenait l'enjeu du combat. Un grand nombre de manifestants syndicaux reprenait en coeur : «Le PS défend l'école des riches...», «Radicalisation, Révolution». Le PS a dû se taire. Quel beau 1er Mai, enfin rendu aux travailleurs !»

**Violette, correspondante ouvrière**

# «Le PTB : une force politique incontournable»

Les militants socialistes sincères y ont leur place

**En rejetant le Contrat d'avenir, la base syndicale a clairement dit non à la politique des partis socialistes. Le 1er Mai a montré la profondeur de la rupture base-sommet au sein du PS. Et en Flandre, des progressistes SP se révoltent contre Tobback et Vande Lanotte. Mais le patronat garde sa confiance aux dirigeants socialistes...**

Herwig Lerouge

Ce 2 mai, le journal patronal "L'Echo de la Bourse" fait part de l'inquiétude de ses riches lecteurs : «Lorsque la France, en décembre dernier, était paralysée par ses fonctionnaires, on se réjouissait de voir que les pays adeptes du consensus social, comme la Belgique, étaient épargnés. Mais aujourd'hui, ne doit-on pas aussi sérieusement s'inquiéter ?» (1). Eviter des situations à la française, poursuivre le démantèlement social par la concertation : c'est pour ces raisons qu'aux élections déjà, les principaux patrons - dont Leysen d'Agfa Gevaert et des Jeunesses hitlériennes - avaient opté pour les socialistes. Jusqu'à présent, Busquin et Tobback ont accompli leur tâche à merveille. Leur budget 96 et les suppressions d'emplois aux chemins de fer ont pu passer avec un minimum de résistance. Le gouvernement espérait faire pareil pour le Contrat d'avenir, mais c'était compter sans la base syndicale. Dehaene mise encore toujours sur Mia De Vits et certains dirigeants nationaux de la CSC pour limiter la contestation à quelques protestations verbales. Si ça marche, le gouvernement pourra faire passer la réforme de la Sécurité sociale et le budget 1997 pendant les grandes vacances, en l'absence de la base syndicale méfiante.

## «Le PS reste nécessaire», dit le patronat

Le patronat entend continuer ainsi. Evitons l'exemple français grâce au PS, conseille l'Echo : «En faisant le choix du réalisme participationniste, le parti de Busquin veut montrer qu'il n'est pas l'otage de la FGFB et qu'il entend bien rester, aux côtés des sociaux-chrétiens, sur le chemin de l'Union économique et monétaire» (2). Et Di Rupo peut expliquer encore une fois pourquoi les socialistes sont nécessaires... aux patrons : «Le parti socialiste est le plus capable de répondre aux aspirations de la population... (s'il s'agit) du développement de l'économie dans une certaine harmonie» (3). En d'autres mots, le PS est nécessaire pour assurer le développement des bénéficiaires dans l'harmonie, sans lutte sociale. Cette politique rend les partis socialistes impopulaires auprès de dizaines de milliers de travailleurs. Une partie importante de la base

du PS a chassé ses dirigeants au 1er Mai. De nombreux cheminots, enseignants et simples gens avaient cru que les partis socialistes pourraient sauver leur emploi, leur sécurité sociale et leur revenu. Ils se détournent, déçus. L'extrême droite a senti l'odeur du sang et se rue sur la proie. A Alost, le Vlaams Blok a lancé sa provocation le 1er Mai et mène à présent campagne comme le parti des travailleurs. Cette provocation a paru aux dirigeants socialistes être l'occasion rêvée de lancer une mini-opération "Sauvez le PS". Comme aux élections, on fait campagne contre le péril noir et on présente sa propre politique libérale comme la seule alternative. Au défilé SP d'Alost, un représentant de la FGFB a longuement parlé de la lutte contre le fascisme. mais ensuite, un député SP local est venu défendre le Contrat d'avenir. On n'a guère entendu de protestation syndicale...

"Solidaire ?" a dit un travailleur à qui on présentait notre hebdomadaire. Ce mot, je ne peux plus l'entendre. Depuis des années, la direction SP manipule ce mot pour nous serrer la ceinture». C'est seulement quand il a entendu que nous présentions une alternative faisant payer la crise aux riches qu'il a acheté le journal. «Solidaire comme ça, je veux bien l'être, pour faire une bonne fois trembler les patrons».

Cette discussion est révélatrice de la confusion que la direction du SP tente de créer. Alors qu'elle mobilise ses militants contre les fascistes, elle exécute plusieurs points clés du programme du Vlaams Blok.

Le Blok mène une campagne "du travail pour notre propre peuple" et y propage la solidarité entre travailleurs flamands et patrons flamands. Le SP mène une campagne "des emplois, des emplois, encore des emplois" et appelle les travailleurs à se sacrifier, à accepter la flexibilité pour préserver la position concurrentielle de "nos" patrons. Où est la différence, à part les mots ?

En cette période de lutte contre le Contrat d'avenir, se mettre à la remorque des dirigeants socialistes dans leur rivalité avec les fascistes, cela signifie plonger les travailleurs dans une amertume plus grande encore et les livrer sans alternative aux fascistes.

Durant la campagne électorale 1995, le PTB a surestimé le danger d'une percée décisive de l'extrême droite (4). Il n'a pas assez souligné que le grand capital avait choisi de soutenir la social-démocratie. On



Les crapules du Vlaams Blok ont provoqué en "rendant hommage" le 1er Mai au prêtre-ouvrier Daens à Alost. Il n'est pas inévitable que l'extrême droite profite de l'amertume provoquée par la politique procapitaliste du PS. Le PTB offre l'alternative. (photo Holvoet).

a ainsi poussé beaucoup de progressistes dans les bras des partis socialistes, considérés par eux comme les seuls remparts face au danger fasciste.

## Notre cible principale : la politique anti-sociale et fascisante du PS et du PSC

Dans la période qui a précédé le 1er Mai, les militants du PTB se sont engagés à fond dans la lutte contre le funeste Contrat d'avenir. Ils ont apporté leur contribution à son rejet. Ils ont sur cette question porté un coup sérieux aux deux partis socialistes. La Nouvelle Gazette écrit : «Formation que l'on croyait marginale, le PTB s'est révélé une puissance politique incontournable. C'est Philippe Busquin qui le prétend : à Charleroi comme à Liège, à Froidchapelle comme à Aubange, les leaders du Parti du Travail ont muselé les orateurs socialistes» (5).

Que les travailleurs se détournent des dirigeants socialistes est un fait objectif. Cela est dû uniquement à la politique libérale des dirigeants socialistes. Il n'est pas inévitable que l'extrême droite en profite. Le PTB entend dire à ces travailleurs : notre programme est la seule alternative. Contre la régression sociale et le chômage que patrons et gouvernement veulent vous imposer : optez pour la lutte unie de tous les travailleurs, ne vous laissez pas diviser, faites de vos syndicats des organisations de lutte, résistez au Contrat d'avenir qui veut vous faire payer simple-

ment pour augmenter les bénéfices du patronat. Rejoignez le PTB et lutez pour le socialisme, pour une société au service des travailleurs. La déclaration de Busquin est encourageante mais il faudra encore une lutte politique de longue haleine pour gagner de nombreux socialistes combattifs. Les nombreux appels à la direction socialiste pour qu'elle abandonne sa politique néo-libérale et passe dans l'opposition, témoignent de la persistance de l'illusion que les partis socialistes pourraient encore mener une véritable politique socialiste. Petrella et Ecolo paraissent encore souvent une alternative plus réaliste que le PTB.

Les dirigeants socialistes marquent aussi des points. Leur campagne contre l'égoïsme gagne certains à l'idée de la "solidarité dans la pauvreté". De cette manière, la direction du PS réussit à isoler les groupes se battant pour leur emploi, leur statut, le refinancement. Ils sont taxés de "corporatistes" et on dresse contre eux les autres travailleurs : sidérurgistes et chemi-

nots contre profs et étudiants.

Nous devons rechercher les forces de gauche au sein des partis socialistes et évaluer à sa juste mesure leur lutte au sein de leur parti. Des travailleurs se battent pour que leurs députés ne votent pas le décret Onkelinx. Nous les soutenons car c'est seulement par leur propre expérience et au travers de nos discussions qu'ils aboutiront aux conclusions qui s'imposent.

Pour que l'idée de la révolution progresse en Belgique, il faudra gagner de nombreux milliers de travailleurs fidèles encore à la social-démocratie.

Tous ces thèmes sont abordés dans notre cycle de réunions "Les pages noires d'un parti rose" (voir ci-contre). On y discutera aussi du discours du 1er Mai de Ludo Martens (voir page 13).

(1) L'Echo de la Bourse, 2/5/1996. (2) idem. (3) idem. (4) Etudes Marxistes, n° 27, décembre 95, p 69. (5) La Nouvelle Gazette, 3/5/1996.

## Pages noires d'un parti rose : Charleroi, Liège, Namur

**"Hommage au roi, à la patrie et à la colonie" (conférences-débats sur l'histoire du parti socialiste)**  
Charleroi, jeudi 23 mai, 19 h 30. Maison de la Laïcité, Rue de France 31, Charleroi. Org. : INEM. Renseignements : 071/30 37 81.

Liège, vendredi 17 mai, 19 h 30. Ecoute Voir, Place E. Dupont, Liège. Org. : INEM. Renseignements : 041/43 97 00.  
Namur, mercredi 22 mai, 19 h 30. Maison du Travail, à la salle 7. Entrée via le 8 rue du Lombard.

# La direction du PS au service du capitalisme sauvage

Discours du 1er mai de Ludo Martens, président du PTB

Le 1er Mai n'appartient pas à la social-démocratie. Le 1er Mai ne peut appartenir à un parti dont le programme consiste à combattre "l'égoïsme" des ouvriers. La social-démocratie est devenue le parti de la défense de l'égoïsme patronal. Or, l'égoïsme de la grande bourgeoisie, la soif de profit et de domination de l'impérialisme conduisent le monde entier à la catastrophe.

## Destructions et guerres

Pour en avoir la preuve, regardons la Russie...

En 1990, le SP et le PS ont salué "la démocratisation irréversible, entreprise par Gorbatchev" et l'échec du "stalinisme totalitaire". Eh bien, depuis lors, le Produit National Brut de la Russie a chuté de 61 %. Autant dire que six entreprises sur dix ont été détruites par la restauration du capitalisme. A l'époque, le social-démocrate Frank Vandenbroucke dénonçait la "planification bureaucratique" et affirmait : «Seul le marché peut créer une dynamique». Voyons ce que cela a donné...

En 1989, en Azerbaïdjan et en Géorgie, le salaire mensuel réel était compris entre 100 et 130 dollars. En 1994, il est tombé à 3 dollars. Les travailleurs ont perdu 97 % de leur salaire. Grâce à la liberté du marché.

Si nous prenons comme base la mortalité de 1989, il y a eu un million sept cent mille décès supplémentaires en Russie, en cinq ans. Un million sept cent mille vies humaines sacrifiées sur l'autel de la restauration capitaliste. De plus, les naissances se sont brusquement effondrées. Les travailleurs ne peuvent pratiquement plus se permettre d'avoir des enfants. Si le taux des naissances était resté stable, un million septante deux mille enfants en plus seraient nés en 1994. Le capitalisme est un système inhumain et génocidaire.

### 820.000 morts pour le pétrole

A peine le capitalisme restauré en Union soviétique, l'impérialisme s'est lancé dans la guerre d'agression contre l'Irak, avec le soutien total de la social-démocratie belge. Le nombre de soldats et de civils irakiens tués est estimé à deux cent mille.

Et depuis, la guerre a continué comme elle avait commencé : par la guerre économique. Selon l'ONU, six cent vingt mille enfants irakiens sont morts à cause de l'embargo depuis la fin de la guerre. Le coût total de cette guerre s'élève à 676 milliards de dollars. Ces chiffres permettent de juger le cynisme du président du SP qui a déclaré : «Je continue à aimer froidement l'Otan. Je n'ai aucun problème pour dire que l'enjeu réel du conflit est l'approvisionnement en pétrole. Je ne trouve pas que c'est une honte de faire quelque chose pour sauvegarder nos intérêts économiques.» Tobback et Coëme ont sauvé les intérêts de "nos" capitalistes au prix de 820.000 morts et de 676 milliards de dollars de destructions.

Au Rwanda, dès 1990, le ministre socialiste Coëme a envoyé l'armée belge aux côtés des troupes de Mitterrand pour sauver le régime d'Habyarimana. Grâce à des informations transmises par la sécurité militaire belge à Kigali, le gouvernement PSC-PS était au courant du plan préparé pour déclencher le génocide. Et pourtant, il a décidé de retirer les troupes belges. Au cours des mois d'avril,



Ludo Martens, président du PTB

mai et juin, les gouvernements belge et français ont permis à leurs amis et protégés de massacrer un million de Tutsi et de Hutu démocrates. Le génocide rwandais est le premier génocide de l'Histoire patronné par les sociaux-chrétiens et les sociaux-démocrates.

### Préparatifs de guerre contre la Russie

Entre temps, l'impérialisme avait aussi provoqué la guerre au centre de l'Europe, dans les Balkans, faisant deux cent cinquante mille morts. Et l'OTAN prépare à présent des plans pour des agressions majeures contre la Russie.

L'impérialisme veut mettre la main sur le Caucase et l'Asie centrale. Au XXIème siècle, le pétrole et le gaz du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Azerbaïdjan seront aussi importants pour l'impérialisme que le Moyen-Orient l'est aujourd'hui.

Robert Dole, candidat à la présidence, a osé dire que «la guerre du Golfe est un symbole de la préoccupation des Américains pour la sécurité des réserves de pétrole et de gaz.» Plus grave encore, il a enchaîné : «Les frontières de cette préoccupation avancent davantage vers le Nord et incluent le Caucase, le Kazakhstan et la Sibérie.»

Une nouvelle guerre pour le pétrole - dont la guerre en Tchétchénie est un présage - sera une guerre entre l'impérialisme et la Russie.

L'impérialisme veut mettre l'Ukraine sous tutelle pour affaiblir économiquement et stratégiquement la Russie.

L'an passé, l'Ukraine est devenue le troisième plus grand bénéficiaire de l'aide extérieure américaine, après Israël et l'Egypte. Kuchma, le président actuel, un laquais des Etats-Unis, soutient l'expansion de l'OTAN en Europe centrale et dit que l'Ukraine est intéressée à coopérer plus étroitement avec l'Otan. Strobe Talbott, le vice-ministre américain des Affaires étrangères, a proféré des menaces militaires contre la Russie : «Parmi les éventualités pour lesquelles l'Otan doit être armé, il y a celle que la Russie se détourne de la démocratie.»

Le gouvernement PSC-PS est pleinement associé à ces préparatifs de guerre contre la Russie. Ainsi, Guido Van Hecke, chef de l'état-major de la force aérienne, a pu déclarer : «Si ça déraile en Russie, nous

aurons une Yougoslavie à la puissance dix. Je pense à un problème avec Boris Eltsine, à un retour de la nomenklatura militaire, ou à des guerres ethniques.» Bref, dès maintenant, n'importe quel prétexte est jugé bon pour justifier une agression. Et l'officier belge conclut : «Il est possible que l'Europe occidentale doive intervenir avec des moyens militaires, dans notre propre intérêt.»

Tout cela veut dire que nos dirigeants sociaux-démocrates, dans leurs conversations secrètes avec leurs amis de l'Otan, envisagent déjà la possibilité de plonger toute l'Europe dans un carnage monstrueux.

En attendant, l'Otan a décidé d'avaler la

Pologne, les Républiques tchèque et slovaque, la Hongrie, les pays baltes et d'autres. Pour deux raisons.

D'abord, pour garantir, comme ils disent, "la stabilité par la sécurité". Mais l'instabilité à l'Est provient justement de la restauration capitaliste et des inégalités insupportables qu'elle provoque. Quand l'impérialisme déstabilisateur parle de "stabilité", cela signifie ceci : l'occupation militaire par l'Otan doit garantir que le capitalisme restauré et le néocolonialisme occidental ne soient pas menacés par des révoltes populaires. Ensuite et surtout, l'élargissement amène les troupes de l'Otan aux portes de Moscou et de Leningrad pour leur permettre de gagner une guerre éventuelle avec la Russie.



La guerre déclenchée en Yougoslavie par l'impérialisme a déjà coûté plus de deux cent mille vies.

## Le PS est "nécessaire", mais pour qui ?

Dans le monde entier, la vieille rengaine "démocratie et liberté", chantée par les impérialistes, ne peut plus masquer la réalité de la fascisation et de la régression sociale. L'année passée, pour contrer l'effet désastreux du scandale Agusta, Tobbacq a lancé un appel : «Le SP est nécessaire.» Avant les élections, Tobbacq évoquait le spectre d'un Verhofstadt petit Mussolini aux longues dents. Des centaines de progressistes néerlandophones lui ont apporté leur soutien. Après avoir profité de leur soutien électoral, Tobbacq s'attaque aujourd'hui à ces intellectuels qui maintiennent, selon lui, l'esprit "d'anarchisme et de facilité qui est l'héritage de Mai 68"...

Le PS est nécessaire, mais pour qui et pour quoi faire ?

- Le PS est nécessaire pour réaliser les privatisations.

Aujourd'hui, le PS a privatisé pour 137 milliards. La banque et les assurances CGER ont été vendues en novembre 1993 à Fortis-AG pour 34 milliards. L'année suivante, la CGER privatisée a réalisé un bénéfice de 8 milliards !

Verhofstadt, le petit Mussolini aux longues dents tant détesté par Tobbacq, a dû avouer : «Il y a cinq ans, je disais déjà qu'il fallait privatiser. On m'a traité de Thatcher. Mais le gouvernement actuel privatise à un rythme tel que je ne parviens pas à suivre.»

- Le PS est nécessaire pour démanteler la Sécurité sociale.

De 1991 à 1995, les socialistes Moureaux et Anselme ont fait des "économies" dans la Sécurité sociale pour 31 milliards de francs. Détruire, pan par pan, la Sécurité sociale, est-ce la sauver ?

En 1981, l'Etat s'était engagé à refinancer la Sécurité sociale. Or, avec le soutien des partis socialistes, l'Etat a refusé de tenir cet engagement. Entre 1982 et 1991, il a ainsi privé la Sécu de 430 milliards.

Les partis socialistes, de commun accord avec les autres partis bourgeois, ont déjà diminué les contributions patronales à la Sécurité sociale de 94 milliards.

Voler 524 milliards à la Sécurité Sociale, est-ce la sauver ?

- Le PS est nécessaire pour liquider l'emploi.

De 1989 à 1994, les Partis socialistes ont fabriqué de nombreux plans pour sauver l'emploi, mais le chômage a augmenté de 170.800 unités !

L'emploi que le gouvernement PSC-PS veut créer est de plus en plus un emploi-bidon : actuellement déjà, 673.177 personnes "travaillent" à temps partiel, comme stagiaires ou intérimaires !



Le ministre socialiste de l'Intérieur Vande Lanotte (devant) admet «reprendre l'agenda du Vlaams Blok et certains de ses 70 points». Derrière lui, Dillen, président de ce parti fasciste.

- Le PS est nécessaire pour liquider l'index.

Depuis 1990, à trois reprises, le PSC et le PS ont manipulé l'index. Ce qui, en 1996, coûte un total de 105 milliards aux salariés et aux allocataires sociaux. A présent, le gouvernement PSC-PS veut imposer une norme salariale globale, indexation comprise. C'est une façon détournée de détruire l'indexation automatique.

## Régression sociale et fascisation

Dans la pratique du SP et du PS, régression sociale et fascisation vont "main dans la main".

La fascisation s'installe par le racisme et la répression.

Tobbacq déclare : «Le Vlaams Blok a du succès parce qu'il aborde des problèmes qui préoccupent les gens. Il faut porter attention à ces problèmes; si c'est cela reprendre l'agenda du Vlaams Blok, alors OK.» Ainsi, la social-démocratie reprend l'"analyse" du parti fasciste qu'elle juge pertinente ! Selon l'analyse fasciste, le problème, c'est l'immigré. Selon l'analyse marxiste, les immigrés ne posent pas le moindre problème en tant qu'immigrés, le problème, c'est le capitalisme et le racisme qu'il produit, ainsi que la discrimination et l'exclusion. Tobbacq, comme les fascistes, ne veut mettre fin ni au racisme, ni à la discrimination, ni à l'exclusion, ni à l'inégalité.

Plus d'un million de Belges ont signé la revendication "égalité complète pour les immigrés après cinq ans par l'octroi automatique de la nationalité". C'est

concret, pratique et cela permet d'éliminer d'un seul coup la discrimination légale.

La social-démocratie a refusé de souscrire à cette revendication concrète, pour faire du verbiage autour du thème fumeux "tolérance, main dans la main". Mais aujourd'hui, la social-démocratie marche main dans la main avec le Vlaams Blok pour qualifier les réfugiés d'animaux prédateurs. Tobbacq a dit textuellement : «Ceux qui viennent ici comme des mouettes sur un tas d'ordures, parce que c'est plus facile que de travailler la terre chez eux, doivent être expulsés systématiquement.»

Selon la conception fasciste, il y a la misère dans le tiers monde parce que les nègres, les bougnoules et les jaunes n'aiment pas travailler. Tobbacq ne pense pas autrement : ils ne veulent pas travailler la terre. Ne savez-vous pas, Monsieur Tobbacq, que les pauvres, justement, ne possèdent pas de terre, ni d'instruments pour la travailler ?

Selon la conception marxiste, c'est l'impérialisme qui oblige des gens à quitter leur pays comme réfugiés, c'est l'impérialisme qui crée l'exploitation insupportable et la famine et qui provoque des guerres. Les partis socialistes belges sont coresponsables du génocide au Rwanda. Ils ont laissé massacrer des milliers de Rwandais qui cherchaient protection auprès de l'armée belge, plutôt que de voir ces gens arriver en Belgique, comme des "mouettes sur un tas d'ordures". Tobbacq préfère voir des cadavres humains parmi les ordures.

Le ministre de l'Intérieur, le socialiste Vande Lanotte, a dit : «Le Vlaams Blok constate que des partis démocratiques sont en train de maîtriser les flux migratoires. Le fonds de commerce du Vlaams Blok s'effondre.»

Et voilà la social-démocratie en train de se vanter d'avoir racheté le fonds de commerce du Vlaams Blok ! Elle a pu se le permettre, sans doute, grâce à l'argent d'Agusta...

La conclusion de Vande Lanotte : «Je reprends l'agenda du Vlaams Blok et certains de leurs septante points. Nous disons à la population : l'immigration n'est pas un problème pour lequel nous avons absolument besoin d'une solution fasciste. Un parti démocratique peut résoudre ce problème correctement.»

Ainsi donc, avec une franchise déconcertante, le SP déclare : pour réaliser les mesures du Vlaams Blok, nous n'avons pas besoin d'une solution fasciste, le SP peut le faire !

### «L'ordre et la loi !»

La fascisation progresse par ce racisme officiel, mais aussi, et surtout, par la répression de l'Etat bourgeois. Dans sa campagne "Le SP est nécessaire", Tobbacq avait promis aux intellectuels de gauche une "société solidaire où ne règne pas le droit du plus fort". Avant les élections, démagogie "de gauche"; après les élections, franc parler d'extrême droite.

Ecoutez ceci... «Je défends l'ordre et la loi. Il y a trop de criminalité. Il y a eu une sorte de tolérance de gauche pour ces choses. Nos lois n'oppriment pas, mais libèrent. Je refuse

de crier : à bas cette société !».

Est-ce une profession de foi de Le Pen ? Non, c'est la voie belge vers le socialisme. D'ailleurs, elle est très vieille, cette voie. Marx, en 1848, à Bruxelles, la décrit déjà en ces termes dans le Manifeste du Parti communiste : «Le socialisme bourgeois tient dans l'affirmation que les bourgeois sont des bourgeois dans l'intérêt de la classe ouvrière. Nous voulons des prisons cellulaires, dans l'intérêt de la classe ouvrière !». Cent cinquante ans plus tard, c'est toujours ce qu'affirment nos Tobbacq et Busquin.

Soulignons cinq points dans l'évolution récente du socialisme policier en Belgique.

1. La police communale est placée sous le contrôle de la gendarmerie.

L'autonomie de la police communale, une revendication démocratique longtemps défendue par le PS, est en fait détruite.

2. La gendarmerie est devenue, sous l'autorité de ministres socialistes, une véritable police politique centralisée qui a fait main basse sur les polices communales et qui s'intègre dans des forces européennes de répression et d'espionnage contre les citoyens.

3. Les ministres socialistes ont réservé dix milliards de francs pour créer un réseau d'information pour tous les services de police.

4. Tobbacq et Vande Lanotte ont introduit des "contrats de sécurité" auxquels des sommes énormes ont été consacrées : 3,2 milliards en 1994. Mille cinq cents nouveaux agents de police ont été engagés et bientôt, il y en aura deux mille cinq cents de plus en tout. Voilà une autre formule du socialisme bourgeois : "Moins d'enseignants et autant de flics en plus !"

5. Vande Lanotte instaure le contrôle de la population basé essentiellement sur la délation et l'espionnage généralisés.

Les services de police s'occupent désormais de "la gestion des quartiers et du travail de quartier, de l'animation sportive et des projets de fan-coaching pour encadrer les supporters".

Dans les grandes villes, dans le cadre des contrats de sécurité, des dizaines d'assistants sociaux et de psychologues sont engagés et placés sous la direction de la police.

## Le passé glorieux du PS ?

Bien sûr, la pratique actuelle du PS-SP dégoûte la base de ce parti. Mais beaucoup de militants socialistes pensent qu'à ses débuts, leur parti a été un parti marxiste, menant la lutte de classe contre le capitalisme. C'est un mythe.

Tout était déjà dans la phrase prononcée par César De Paepe, en 1890 : «Nous voulons le suffrage universel pour éviter une révolution. Réforme ou révolution, tel est le dilemme qui se pose au peuple belge.»

En février 1913, on était en pleine préparation de la grande grève générale. Le premier ministre catholique de Broqueville dit à Vandervelde : «Je suis résolu à ouvrir les voies au suffrage universel. Face au danger de guerre, je veux réaliser l'union nationale.»

Alors, Vandervelde fait tout pour éviter la grève et lorsqu'il doit la décréter, ce sera une grève sous haute surveillance : pas de manifestations, pas de meetings. Et aussi une grève sponsorisée par la Société Générale, sans blague. Dans ses Mémoires, Vandervelde se vante que des directeurs de la Société Générale lui ont donné plusieurs millions pour soutenir la grève !

Dès le début, donc, trahison de la lutte de classe révolutionnaire. Dès le début aussi, trahison de la conception marxiste de l'Etat. Marx avait montré que la société capitaliste est placée sous la dictature de la grande bourgeoisie et que l'Etat bourgeois est l'instrument principal de cette dictature. La révolution doit briser la machine de l'Etat, et principalement ses organes de répression, elle doit créer un nouvel Etat, l'Etat des masses travailleuses.



La gendarmerie (occupée ici à arrêter trois cents syndicalistes de Sabena) est devenue une police politique centralisée.



Il y a 75 ans, le dirigeant socialiste Vandervelde prétendait que son parti supprimerait le caractère "gendarme" de l'Etat. On a vu le résultat aux manifs enseignement !

Mais selon Vandervelde, on peut passer au socialisme sans briser la machine de l'Etat bourgeois. Pour lui, l'Etat bourgeois a un mauvais côté, le côté gendarme et militaire, mais il a aussi un bon côté, le côté industriel et maître d'école.

Vandervelde promet d'instaurer le socialisme en Belgique en réduisant progressivement le côté gendarme de l'Etat et en renforçant son côté industriel et maître d'école. L'Etat bourgeois, dit encore Vandervelde, est comme un artichaut que nous allons effeuiller progressivement. Voilà trois quarts de siècle que les Vandervelde "effeuillent" l'artichaut de l'Etat bourgeois. Vous avez vu les résultats lors des manifestations récentes.

D'après Marx, l'exploitation capitaliste est basée sur la propriété privée des moyens de production et sur le marché libre. Il faut une révolution socialiste pour exproprier la minorité exploiteuse, les moyens de production doivent appartenir à la communauté et la production doit se faire selon un plan, en fonction des besoins essentiels des travailleurs.

Vandervelde combat ces thèses de Marx et soutient celles du grand industriel libéral Solvay. Celui-ci présente en 1899 un "plan de libre socialisation" qui reçoit immédiatement l'adhésion du "marxiste" Vandervelde. Selon Solvay, «l'initiative privée demeurera entière, et pourtant, l'Etat socialisera de plus en plus.» En fait, comme le capitalisme est en pleine expansion, Solvay veut que l'Etat apporte des capitaux à ses entreprises. Vandervelde souscrit à cette idée, en la drapant dans un verbiage pseudo-marxiste : «La participation de l'Etat dans les entreprises aboutira aux mêmes conséquences que la socialisation intégrale des grandes industries.» On sait ce qu'il en est advenu.

La Première Guerre mondiale place face à face deux blocs d'impérialistes tout aussi sanguinaires. De part et d'autre, la bourgeoisie — avec le soutien des partis socialistes — mène la guerre pour une nouvelle partition des colonies. En Belgique, la guerre provoquera des contradictions sociales particulièrement aiguës, puisque sept cent mille ouvriers vivent du chômage et trois millions et demi de personnes vivent de l'assistance internationale.

Mais Vandervelde, devenu ministre d'Etat, nie la lutte des classes et oblige les ouvriers misérables à se faire massacrer pour les intérêts de leurs patrons. «Nous étions divisés, dit-il, par des luttes de classes... Eh bien ! Il a suffi de la menace de l'Allemagne pour que l'unanimité se fasse entre nous.» Dès le début de la guerre, Vandervelde devient militariste et s'exclame : «Cette guerre doit être faite jusqu'au bout, nous voulons que cette guerre continue pour ne

entre les démocraties contre les Etats fascistes. Je refuse». Et il conclut : «Si la Grande-Bretagne et la France désirent aider la Tchécoslovaquie en envahissant l'Allemagne via la Belgique, ils seront traités en envahisseurs.»

En mai 1939, grâce à l'appui de Spaak, Henri De Man est élu président du parti socialiste. Lorsque Hitler occupe la Belgique, De Man publie un Manifeste disant ceci : «Camarades ! Ne croyez pas qu'il faille résister à l'occupant; acceptez le fait de sa victoire et essayez plutôt d'en tirer les leçons. Pour les classes laborieuses et pour le socialisme, cet effondrement d'un monde décrépît, loin d'être un désastre, est une délivrance.» En 1940, les dirigeants du Parti socialiste avaient dégénéré au point de rallier le fascisme hitlérien.

## Le socialisme de Marx

Depuis César De Paepe et Vandervelde, cinq générations de traîtres ont brisé l'élan révolutionnaire des travailleurs vers le socialisme. Nous ne pouvons qu'exprimer notre sympathie avec ces dizaines de milliers de travailleurs du PS-SP qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes, mais qui ont été brimés, insultés, méprisés, démoralisés par leurs dirigeants. L'expérience d'un siècle de trahisons souligne la question essentielle : capitalisme ou socialisme, collaboration avec les exploités ou lutte de classe, dictature de la bourgeoisie ou dictature des travailleurs.

La base de la dictature de la bourgeoisie est la propriété privée des moyens de production. Les capitalistes cherchent le profit maximal et, au nom de cette loi, les travailleurs subissent la dictature du capital : licenciements, surexploitation, flexibilité, destruction de la santé physique et psychologique, incertitude du lendemain, expulsions des délégués combattifs, répression policière lorsqu'ils revendiquent leurs droits.

Aucun acquis économique ou social, aucun droit démocratique n'est définitivement garanti aux travailleurs aussi longtemps que les moyens de production sont la propriété privée d'une classe d'exploiteurs.

La propriété privée des moyens de production provoque une division de la société en classes sociales qui s'opposent de façon antagonique. Les capitalistes investissent uniquement pour réaliser des profits maximaux. Les travailleurs ont d'énormes besoins non satisfaits : un travail digne, un enseignement de qualité, la santé, un logement adéquat, des activités culturelles, scientifiques ou sportives. Ces besoins ne sont pas satisfaits simplement parce qu'ils ne rapportent pas assez de profits aux patrons.

pas être contraints de la recommencer bientôt.»

Dès 1903, Vandervelde se joint aux libéraux pour exiger que le Congo devienne une colonie belge. Il écrit : «Pour les peuples les plus avancés, la colonisation est moins un droit qu'un devoir envers les populations arriérées.» Vandervelde prône une prétendue "politique coloniale socialiste dans la grande tradition humanitaire du socialisme" ! Vandervelde est le père spirituel des "interventions humanitaires".

En 1929, le jeune socialiste Paul-Henri Spaak critique Vandervelde : «Le réformisme, voilà notre ennemi... La révolution socialiste, c'est notre idéal. Nous voulons la transformation radicale de la société, et elle sera violente. Et nous nous appuyerons sur la dictature du prolétariat.» Rien que ça ! N'est-ce pas le modèle à suivre pour ceux qui prétendent oeuvrer à un "tournant à gauche" du PS ?

En 1934, Spaak déclare : «Nous ne pouvons pas admettre que quelques-uns des nôtres acceptent de devenir ministres dans le cadre du régime capitaliste. A bas le gouvernement des banquiers.» Quel trotskiste dit mieux aujourd'hui ?

Eh bien, exactement trois mois après cette envolée, Spaak devient ministre dans un gouvernement d'union nationale.

Un an plus tard, en 1936, devenu ministre des Affaires étrangères, Spaak refuse d'assister le gouvernement espagnol légal contre l'insurrection fasciste de Franco. En 1938, devant la menace directe de la guerre, Spaak dit : «Certains voudraient nous entraîner dans une politique de solidarité



Ici photographié au front en 1917, le socialiste militariste Vandervelde appelait à «continuer cette guerre jusqu'au bout !»

D'un côté, il y a la misère et la pauvreté créées par le capitalisme; de l'autre côté, il y a des dizaines de millions de chômeurs, il y a surproduction de biens et surabondance de capitaux. L'infime minorité des super-riches devient de plus en plus riche, les pauvres deviennent plus pauvres. C'est uniquement par la lutte de classe que les travailleurs peuvent arracher des concessions aux capitalistes et préparer le renversement et l'expropriation de la grande bourgeoisie.

L'Etat est le produit de l'opposition irréductible existant entre les classes, l'Etat est l'instrument créé par la bourgeoisie pour protéger ses intérêts. L'Etat est une machine servant à imposer la dictature politique et idéologique. Cette dictature est réalisée par des mascarades électorales, par l'imposition de lois exprimant les intérêts des capitalistes, par des endoctrinements et des conditionnements idéologiques.

Quand ces moyens ne suffisent plus, l'Etat utilise ses forces policières et militaires pour briser les luttes populaires, comme nous l'avons vu encore à Los Angeles, en 1992.

A la suite de luttes de classes acharnées, à un moment de crise généralisée, les travailleurs renverseront les exploités, les classes opprimées bâtiront un nouvel Etat, leur Etat socialiste, sur les ruines de l'Etat capitaliste. En Europe, la bourgeoisie a pu se maintenir au pouvoir, au cours du vingtième siècle, grâce à l'exploitation du tiers monde. Depuis le début du siècle, les partis socialistes ont été du côté de leur bourgeoisie pour maintenir le colonialisme et le néocolonialisme. La lutte des peuples opprimés du tiers monde contre la dictature du capital étranger fait partie intégrante de la lutte internationale pour renverser le capitalisme. Les travailleurs d'Europe doivent préparer leur propre libération, en soutenant sans conditions toutes les luttes anti-impérialistes du tiers monde.

Les capitalistes de tous les pays s'unissent au sein des multinationales. Les bourgeois belges sont des internationalistes qui s'unissent aux bourgeois de toutes les nationalités et couleurs pour réaliser des bénéfices maximaux.

Mais plus la bourgeoisie est internationaliste, plus elle s'efforce de briser la solidarité internationale des travailleurs. Pour maintenir sa domination mondiale dans la crise actuelle, elle doit diviser à l'extrême la classe ouvrière internationale par le nationalisme, le racisme, le fondamentalisme religieux, l'ethnisme, le régionalisme.

Pour vaincre leurs ennemis, les travailleurs doivent être les internationalistes les plus conséquents en prenant la défense des travailleurs et des exploités du monde entier. Les capitaux financiers et les investissements passent toutes les frontières sans problèmes. Nous exigeons que les travailleurs aient la même liberté, dans l'intérêt de leur lutte commune contre le capitalisme.

Lénine l'a dit en 1914 et Staline l'a répété encore en 1952 : l'impérialisme, c'est la guerre. Sur le marché capitaliste mondial, les crises ont aussi un caractère mondial. Chaque puissance impérialiste essaie de contrôler les matières premières, les marchés lucratifs, les régions stratégiques en utilisant des moyens politiques et militaires.

Pour foutre dehors un concurrent, une puissance impérialiste peut provoquer et soutenir des guerres civiles réactionnaires comme en Algérie et au Soudan. Aujourd'hui, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon rivalisent pour l'hégémonie mondiale. La lutte entre les blocs impérialistes a déjà provoqué deux guerres mondiales. Avec l'approfondissement de la crise générale, le danger d'une nouvelle guerre mondiale croît aussi.

Nous ne savons pas quels pays et quels peuples réussiront les premiers à briser les chaînes de l'oppression et de la terreur et à instaurer le socialisme. Mais leurs victoires seront aussi le résultat de toutes les luttes anticapitalistes de tous les travailleurs du monde. Le vingt-et-unième siècle verra resurgir dans toute sa puissance la révolution socialiste mondiale. La classe ouvrière de tous les pays doit prendre conscience de son devoir révolutionnaire, de son devoir internationaliste, de son devoir historique.

## Au service des luttes des travailleurs

Ce sont ces vérités de classe que la social-démocratie a combattues depuis un siècle. Or, seule cette vision historique profonde, permet à notre parti d'être clairvoyant et ferme dans les luttes quotidiennes. Pour renforcer la détermination dans ces luttes, le PTB a montré que les moyens existent pour résoudre les grands problèmes sociaux. En six ans, sous l'actuel gouvernement PSC-PS, les revenus de la fortune ont augmenté de 880 milliards à 1.600 milliards de francs. Depuis l'arrivée des partis socialistes au gouvernement, les bénéficiaires des entreprises ont augmenté. Les patrons diminuent les salaires, soi-disant pour investir. Mais les placements spéculatifs des entreprises sont passés de 540 milliards en 1988 à 1.000 milliards en 1993 !

### Le programme des 500 milliards

- Ce sont les banques qui profitent le plus de la dette publique qui s'élève à 10.800 milliards. Un emprunt obligatoire à taux réduit rapportera 50 milliards par an à l'Etat.
- Depuis dix ans, les gouvernements ont réduit à 20 % l'impôt effectif des sociétés. Rétablir le taux de 1985, qui était de 40 %, rapportera 150 milliards par an.
- Aujourd'hui, il n'existe pas d'impôt sur la fortune en Belgique. Instaurer un impôt de 2 % sur les fortunes dépassant 20 millions rapportera 100 milliards.
- Aujourd'hui, les revenus du capital sont moins lourdement taxés que les revenus du travail. Taxer les revenus du capital au même niveau que les revenus du travail rapportera 125 milliards par an.
- L'impôt des personnes physiques doit être réellement progressif et taxer plus lourde-



Dix mille personnes ont manifesté à Tubize contre la fermeture des Forges de Clabecq. A la télé, un ouvrier a déclaré : «Il faudra aller sur les barricades. On va vers une révolution sociale.»

ment les plus hauts revenus. Cela rapportera 75 milliards.

Ces cinq mesures peuvent donc rapporter 500 milliards au trésor public. Ce programme a reçu un large écho dans tous les mouvements sociaux récents, notamment parmi les enseignants. Notre parti a organisé un grand référendum auquel 19.109 travailleurs ont participé et ce programme a eu l'accord de 89 % des participants.

### C'était encore le PTB

C'est notre vision des grandes perspectives historiques, c'est notre programme communiste qui motive nos membres à être de toutes les luttes. A Opel (anciennement GM), nos membres ont fait des dizaines d'enquêtes pour connaître exactement les revendications des travailleurs. Le 11 mars, a éclaté la première grève à Opel depuis 23 ans. Un syndicaliste a déclaré : «Le patron nous pousse à l'extrême. Si vous protestez, ils disent : "Dans le tiers monde, ils ne gagnent que 10 % de vos salaires et ils travaillent douze heures". GM a licencié dans le monde septante cinq mille ouvriers et a réalisé en 1995 un bénéfice net de 205 milliards. Nous ne pouvons plus supporter ce système infernal et ses lois de la concurrence. Jadis, je riais toujours des tracts du PTB et de vos discours sur la révolution violente et la nouvelle société socialiste. Mais aujourd'hui, je suis de plus en plus convaincu que c'est la seule solution.» Et, dans un grand quotidien, on pouvait lire : «Selon le secrétaire de la CSC, une grande partie des problèmes actuels sont dus au PTB qui a développé une activité à Opel.» Vous voyez ! Les problèmes à Opel ? C'est le PTB. Rien à voir avec l'exploitation patronale.

La bourgeoisie veut fermer Clabecq et faire de la région de Tubize un désert social. Le 3 février, une manifestation de dix mille personnes a exprimé le ras-le-bol des travailleurs. Un ouvrier de Clabecq dit à la télévision : «C'est la ruine sociale. On va se retrouver comme en 1900. Il faudra aller sur les barricades. Les gens vont gueuler parce qu'ils ont faim. On va vers une révolution

sociale.»

Le président du parti libéral, Louis Michel, a répliqué à Clabecq : «Il faudra nécessairement poser le problème de la fermeture des Forges de Clabecq. Ce ne sont même pas des socialistes de la FGTB, ce sont des PTB. C'est l'extrême gauche qui domine, qui terrorise cette région». Vous voyez ? Les problèmes à Clabecq ? C'est encore le PTB qui terrorise la région. Rien à voir, bien sûr, avec les patrons qui veulent plonger 2.050 familles dans la misère.

Dans la partie francophone du pays, se développe un mouvement des enseignants, des élèves et des étudiants qui dépasse de loin ce que nous avons vécu en 68. C'est un mouvement fantastique pour la démocratisation de l'enseignement mais qui pose en même temps le problème de la nature de notre société.

Face à ce mouvement, Busquin, président du parti socialiste, a eu quelques bons mots : «Les lois n'ont jamais tenu compte de la rue». «Le processus démocratique normal est en cours. Le gouvernement propose et le Parlement décide.» Et après que les flics "se soient déchaînés", Busquin a dit : «Tous les socialistes partagent mon dilemme : révolte car les inégalités augmentent, responsabilité car le PS peut aménager les choses. Selon le poste qu'on occupe, on exprime plus sa révolte ou son sens des responsabilités. En réprimant la manifestation des étudiants à Liège, c'est le sens des responsabilités qui guidait Jean-Maurice Dehousse.»

Ca, quand même, c'est magnifique ! Il fallait être un grand philosophe pour y penser ! Le petit militant PS, à son poste, exprime sa révolte; le chef PS, à son poste, exprime sa responsabilité en faisant tabasser le militant jusqu'au sang.

Que peut-on répondre à Busquin ?

Un responsable de la CGSP-Bruxelles a répondu : «Ce n'est plus la peine de s'adresser aux politiciens, ils ne sont plus que des presse-boutons.»

En effet, les enseignants et les élèves ont reçu du PS et des flics quelques précieuses leçons sur la démocratie bourgeoise. La démocratie, c'est, au moment des élections, un grand exercice de démagogie et de fausses promesses des partis qui ont le soutien du patronat. La démocratie, c'est, après les élections, le mépris le plus total pour la vie et les revendications des travailleurs.

Il y a un an, un enseignant nous disait : «Vous en avez toujours aux riches, mais si tout le monde balayait devant sa propre porte, ça irait déjà mieux. Il faut apprendre à vivre une réelle démocratie à la base.» Après le tabassage du 2 avril, il est venu nous revoir en disant : «Vous avez raison, il n'y a plus de démocratie, il faut aller dans le sens de votre programme. Je vous félicite pour votre persévérance. Continuez.»

Le Soir n'a pas pu nier la sauvagerie des flics. Il écrit : «Dans les yeux des policiers, ivres de vengeance, lâchés comme des chiens fous, il y avait tout simplement de la haine». Le constat est objectif.

Puis, vient l'intoxication : «La sauvagerie des agents valait bien celle des casseurs. Provoqués par quelques extrémistes du PTB, les policiers ont chargé les manifestants sans ménagement aucun». Vous voyez ? C'était encore le PTB.

Toutes ces attaques contre le PTB ne sont qu'une reconnaissance détournée de cette vérité : nos militants se sont comportés de façon exemplaire pour défendre les justes revendications des travailleurs, des enseignants et des élèves et ils sont arrivés à gagner leur confiance.

Nous allons au devant de grandes luttes sociales en Belgique, en Europe, dans le monde. Et nous disons aux travailleurs, aux enseignants, aux chômeurs, aux jeunes qui ne veulent pas d'un avenir fait de misère, d'inégalité, de répression et de guerre : rejoignez le Parti, le Parti a besoin de vous, vous avez besoin du Parti !

Il faut que notre parti ouvre largement ses portes à tous les intellectuels et tous les travailleurs qui se rendent compte de la perfidie des dirigeants sociaux-démocrates. Nous devons rompre avec certaines habitudes sectaires et bureaucratiques qui ont été critiquées en profondeur lors de notre Vème Congrès, l'année passée. Suite aux critiques du Congrès, les cellules ouvrières ont réorienté leur travail et 236 nouveaux ouvriers y sont entré ou se préparent à y entrer. Accueillons au parti tous ceux qui veulent lutter contre le capitalisme et qui veulent se former dans le marxisme-léninisme pour mieux lutter.

Vive le Parti du Travail de Belgique !  
Vive le marxisme-léninisme !  
Vive l'internationalisme prolétarien !



Par cinq mesures, le PTB veut faire payer 500 milliards aux patrons et aux riches. Un programme qui rencontre un grand succès notamment dans l'enseignement.



# De plus en plus d'alliés pour les professeurs

Une situation favorable au durcissement de la lutte

**La grève entre dans son quatrième mois. Avec l'échec du contrat d'avenir en plus, le gouvernement a le dos au mur. Certains prétendent que les enseignants risquent de "tout perdre". La seule chose qu'ils perdent ? Leurs illusions sur cette démocratie. Par contre, ils gagnent chaque jour de nouveaux alliés.**

Peter Mertens

Jeudi et vendredi derniers, après le 1er Mai, la grève était bien suivie, surtout à Charleroi, Liège et Bruxelles mais aussi à Huy, Mons, Namur et Waremme. Le CGSP-Enseignement demande une négociation urgente «sur base du maintien du volume global de l'emploi». Mais le gouvernement refuse d'entendre ces revendications et continue d'attaquer le mouvement. Le journal patronal *L'Echo* accuse les profs de pratiquer «chantage et désinformation à grande échelle». *La Libre Belgique* se déchaîne contre les «enragés, pyromanes, manipulateurs, desperados et corporatistes» (1).

De quoi ont-ils peur ? «Ce qui est dangereux dans l'évolution présente, c'est le climat de refus systématique et s'alimentant comme une boule de neige de toute une série de décisions nécessaires...» écrit *L'Echo* (1). La bourgeoisie craint que la lutte des enseignants devienne une locomotive pour les luttes des autres travailleurs. Le soutien intersectoriel envers les enseignants grandit et le rapport de forces devient de plus en plus favorable aux enseignants. Le 1er Mai, le président de la FGTB-Charleroi, Mirello Bottin, a appelé à soutenir les enseignants et a proposé un moratoire pour l'application du décret.

## N'en déplaise au tribunal Liège, les parents soutiennent les profs

Ce vendredi 3 mai, le tribunal de Liège a interdit un piquet de grève au Collège Saint-Servais. Dix-sept parents (sur plus de deux mille

élèves) avaient saisi le tribunal en référé afin de briser ce piquet. Le tribunal a ordonné des astreintes de 25.000 F pour toute personne bloquant l'accès. Le Parti du Travail est opposé à l'intervention du tribunal dans les conflits sociaux.

La colère suscitée par ce jugement est grande : «C'est une interdiction de faire grève, on ne peut se laisser faire, ni pour cette école, ni pour toutes les autres.» La centrale CSC de l'enseignement technique secondaire (CCPET) a organisé lundi matin une manif de protestation aux portes de cette école. Les médias ont bien plus évoqué l'attitude de ces dix-sept personnes que l'appel de plusieurs associations de parents à participer à une manifestation dimanche «pour défendre, en ce jour de la Fête des Mères, une école démocratique et un enseignement de qualité» (2) (voir ci-dessous).

Toutes les attaques prouvent une chose: c'est le gouvernement PS-PSC qui est désespéré, ce sont les ministres de ces partis qui sont les véritables "desperados". Les rapports de force est favorable pour exiger le retrait pur et simple du décret. Quelques-uns plaident pour un moratoire, mais que passerait-il alors l'année suivante ? La population a laissé entendre que ce décret n'était pas le sien; il a dû être "approuvé" derrière les barbelés, au rythme de la matraque.

Concernant l'emploi, toutes les "nouvelles" propositions reprennent le même point déjà réfuté par les enseignants et par la base syndicale vis-à-vis du contrat d'avenir: faire payer les travailleurs eux-mêmes pour emploi, c'est défendre la solidarité dans la misère. Telle est la logique du président du PS, Busquin, lorsqu'il propose une division du temps de



Syndicalistes flamands venus soutenir les profs francophones. Une lutte de plus en plus populaire...

travail (4/5 temps) avec perte de salaire. Et le professeur Van Parys de l'UCL ajoute que cette perte de salaire peut aussi être supportée par les professeurs d'université et par les hauts fonctionnaires de la Communauté française. Cette proposition protège les 40.000 familles les plus riches (détenant sept mille milliards), en faisant payer à nouveau les profs et une partie des hauts fonctionnaires.

## Onkelinx: «Où se trouve l'argent ?»

Laurette n'a toujours pas compris: «Dans le passé c'était facile. On savait qui était son ennemi. C'étaient les patrons des entreprises privées. Maintenant ce n'est plus clair où se trouve l'argent.» (3) Reprenons. En 1981, l'Etat dépensait 6,9 % de la richesse du pays (PNB) pour l'enseignement; aujourd'hui, ces dépenses sont passées à 5,3 %, soit 100 milliards

en moins par an. L'économie ainsi réalisée a consisté en un gigantesque transfert financier vers les revenus du capital, les bénéfices des banques et des entreprises, qui de 1994 à 1995, ont augmenté de 100 milliards. Voilà, Laurette, où se trouve l'argent.

Une autre solution évoquée par William Miller, consistait à utiliser une partie des 1.200 millions découverts par la Cour des Comptes, mais Onkelinx a déjà écarté cette piste. Les 1.200 millions de la Cour des Comptes ne peuvent résoudre fondamentalement le problème du sous-financement de tout l'enseignement, puisque ce problème ressurgirait l'année suivante. Comme le

dit Mirello Bottin : «Il faut enfin qu'on abandonne, une fois pour toutes les visions à court terme au problème d'un projet éducatif» (4). Et pour cela, selon André Beauvois, président liégeois de la CGSP, lors du 1er Mai, il ne faut pas "accepter la logique économique actuelle. Il y a moyen d'aller chercher l'argent là où il se trouve. C'est une question de volonté politique" (3). Le PS a déjà largement démontré qu'il ne l'a pas. La victoire s'obtiendra à l'arraché. C'est le moment de tenir bon.

(1) *L'Echo*, 2 mai et *La Libre Belgique*, 3 mai. (2) *Dimanche Matin*, 5 mai. (3) *Le Peuple*, 2 mai. (4) *De Morgen*, 4 mai.

## Viens manifester pour le retrait, dimanche à la Fête des Mères !

Le front commun syndical a annoncé vendredi la poursuite de la grève.

"Faire grève toute la semaine épuiserait les forces trop vite. On a opté pour deux jours de grève par semaine, parce qu'il faudra encore tenir le coup longtemps. L'atmosphère est déterminée.", nous dit nous une enseignante de Charleroi.

Grève générale donc mardi 7 et jeudi 9 mai, et une manifestation communautaire le jeudi 9 mai à 14 heures à Bruxelles.

La Coordination de parents inter-réseaux, le Collectif parents-enseignants de Charleroi, le Collectif de parents de Namur, le Front des Enseignants Unis de Namur, l'Association Inter-Réseaux des

Enseignants et l'Assemblée générale des Etudiants de Bruxelles appellent les familles et tous les citoyens qu'ils soient parents, étudiants, élèves ou professeurs, tous réseaux et niveaux confondus, à descendre dans la rue dimanche 12 mai, pour exiger le retrait pur et simple du décret Onkelinx. A dimanche !

## Manif dans un super bus 71!

De très nombreuses écoles des deux réseaux continuent la lutte à Bruxelles et dans le Brabant. Alors que la CEMNL n'avait pas lancé de mot d'ordre de grève pour la première semaine après les vacances de Pâques, la quasi-totalité des écoles catholiques ont été au moins un jour en grève et certaines trois ou quatre. Le 30 avril, en solidarité avec le secondaire, l'ULB aussi était en grève. Pendant la nuit, le campus avait été entièrement barricadé par les militants CGSP aidés par des étudiants. A l'issue de la manifestation régionale du front commun à Bruxelles, deux cents élèves du secondaire se mettent en marche vers l'ULB. Ils veulent y grossir les piquets. La manif spontanée descend la chaussée d'Ixelles

dans un chahut monstre. Arrivés place Flagey, surprise ! Un long bus 71 les y attend. Les élèves s'engouffrent tous. Le bus bondé à craquer démarre... accompagné de motards qui l'escortent et règlent la circulation pour le laisser passer aux feux rouges. Ce sera un trajet direct vers l'université. Les élèves chantent, hurlent des slogans, sautent à faire trembler les parois du bus, dans une ambiance déchaînée. Le conducteur saute tous ses arrêts. Il sautera même celui de l'ULB pour déposer les élèves juste devant l'entrée principale du campus. Ils seront accueillis par les grévistes au piquet qui leur feront visiter le site universitaire, et par une bonne bière pour fêter cette rencontre improvisée.

# Contrat d'avenir pour l'emploi : c'est clairement non

Le non syndical ouvre des perspectives pour la lutte

Kris Hertogen, Jean Michaux

Le contrat d'avenir pour l'emploi devait impliquer les syndicats dans un plan de démantèlement social, emballé dans de grandes promesses d'emploi. Socialistes et démocrates-chrétiens y accordaient une importance capitale. La collaboration des syndicats devait notamment leur garantir la paix sociale et éviter les déboires du gouvernement français. Aussi, Dehaene a-t-il mis le paquet en négociant avec patience durant sept jours et une nuit.

Quand il a obtenu un projet d'accord le 20 avril, il a cru l'affaire conclue. Les mandataires socialistes sablaient déjà le champagne, espérant recevoir le fiat syndical le 29 avril, la signature du contrat le 30 avril et les applaudissements le 1er mai.

Mais ce plan cynique a été torpillé. Dès qu'ils ont pris connaissance du contenu, les syndicats sont passés à la contre-offensive, à tous les niveaux, des délégués de base aux permanents. Des critiques virulentes et pertinentes ont fusé : «un plan de partage de la pauvreté», «seuls la norme salariale et la flexibilité sont concrètes et tangibles, les promesses pour l'emploi ne sont que du vent», «la norme salariale et l'indexation salariale sont inconciliables», «à nouveau des cadeaux pour les patrons»...

Les événements d'Allemagne renforcent les adversaires : le pacte pour l'emploi conclu avec grand fracas y est déjà moribond et les plans d'austérité de Kohl montrent où mène la spirale de la concurrence. Et l'exemple britannique où les plans de "lutte contre le chômage" n'ont mené qu'à l'appauvrissement général des travailleurs.



L'analyse rapide du PTB — diffusée via une lettre aux délégués et via le journal Solidaire — est très bien accueillie et étudiée. «Je ne suis pas du PTB, mais si on me traite de gauchiste parce que je rejette le contrat d'avenir, j'assume», dit un secrétaire syndical. Un autre : «Avant, les gens du PTB étaient les seuls à défendre cette analyse. Aujourd'hui, ce sont nos militants les plus

fidèles qui nous disent la même chose...» Centrales et régionales, tant à la FGTB qu'à la CSC ont répondu "non" les unes après les autres. Les protestations ont retenti jusque dans les coins les plus reculés du pays, tant en Wallonie qu'en Flandre et à Bruxelles. Un train s'est mis en marche qu'on ne pourra plus arrêter. Après neuf jours de lutte intense, le "non" a gagné. Le résultat des

votes (voir plus loin) n'a pas autorisé les directions des deux syndicats — aussi bien la FGTB que la CSC — à apposer leur signature sur le contrat d'avenir.

Pour les partis gouvernementaux, c'est une défaite politique cinglante. Elle ouvre des perspectives pour lutter en front commun syndical contre la politique antisociale du gouvernement.

## FGTB : c'est un non unanime

Dans le syndicat socialiste, les défenseurs du "contrat d'avenir" ont d'emblée baissé leurs drapeaux. Ils n'ont même pas défendu la signature. «Cela aurait mené à une révolte ouverte», déclare un responsable FGTB. Mais certains tentent de transformer l'eau en vin. «Je refuse de dire non», affirme Mia De Vits, secrétaire générale de la FGTB. «A-t-elle bien assisté à la même réunion?», demande un membre du comité national. Car le texte de la résolution finale ne laisse aucun malentendu : «Le Comité national ne peut pas signer le projet d'accord». Dans une première version, le texte ajoutait : «dans sa version actuelle». Mais ces quatre mots ont été supprimés. Pourquoi donc si ce n'est que pour signifier que le contrat d'avenir est inacceptable, ni dans sa version actuelle ni dans une autre version.

Mia De Vits prête l'oreille aux partis socialistes plutôt qu'aux syndicalistes. «Le tandem Tobback-Dehaene est solide, mais le tandem Tobback-De Vits est plus solide», disait Louis Tobback le 1er mai à Anvers, sans que De Vits ne le contredise. A ce même meeting, le président du SP a plaidé en faveur d'une «diminution salariale en échange de la création d'emplois». Et qu'a déclaré Mia De Vits à l'issue de comité national? «La FGTB plaide à présent pour une diminution salariale en faveur de la création d'emplois. Personne n'a contredit ce principe. Il n'y a pas de contradiction fondamentale entre

nous et la philosophie à la base du contrat d'avenir.»

### Alors où est la vérité ?

D'abord, la direction n'a pas osé organiser de débat. Seuls le président et la secrétaire générale ont pris la parole. Les adversaires du contrat — la grande majorité — n'ont pas eu l'occasion de parler. La direction a pris les devants en rédigeant une résolution à prendre ou à laisser. Ceux qui étaient opposés à la signature n'avaient d'autre choix que de voter pour ou contre la résolution ou de s'abstenir.

En outre, le principe de l'échange du salaire contre l'emploi ne se trouve nulle part dans le texte. Une telle phrase aurait déclenché la bagarre. A beaucoup d'endroits, les syndicalistes, secrétaires et délégués de base, ont dénoncé sans ambages la campagne des partis socialistes contre "l'égoïsme des travailleurs" qui ne vise qu'à imposer le principe de "l'échange du salaire contre l'emploi".

Enfin, nous lisons dans la résolution finale : «La réduction du temps de travail doit rester en dehors de la norme salariale». C'est une défense de la réduction du temps de travail avec maintien du salaire, ce qui est diamétralement opposé à la philosophie de "la réduction salariale en échange d'emplois".

## CSC : le oui officiel cache un non réel

Lundi 29 avril, quelques minutes avant le début du Conseil général, un secrétaire déclare : «Je sors de la réunion du Bureau national. Il paraît évident que le "non" l'emportera.» Trois heures plus tard, le vote des 315 délégués s'est réparti en 158 pour, 147 contre, 7 abstentions et 3 non exprimés. Que s'est-il passé? A court d'arguments, certains responsables ont dû recourir à des procédures antidémocratiques pour empêcher un non réel de l'emporter. Car la résistance à ce contrat d'avenir est aussi importante au sein de la CSC qu'au sein de la FGTB. Partout où les délégués et les secrétaires ont pu s'exprimer démocratiquement dans un débat ouvert, le Contrat a été rejeté. Ce fut le cas dans les deux centrales des employés, dans les secteurs du métal et de l'alimentation, ainsi que dans un certain nombre de régionales. Les centrales de la chimie, de l'énergie et du cuir venaient de tenir un congrès avec 300 participants. Les enjeux du "Contrat d'avenir" ont pu y être exposés. Plusieurs personnes sont intervenues contre le Contrat avec des arguments percutants. Ce fut un rejet à la quasi unanimité (deux pour seulement) et cela malgré un discours pathétique de Willy Peirens, président de la CSC, en faveur du Contrat. Mais les choses ne se sont pas déroulées de cette façon partout. Au lendemain du vote, un délégué de Flandre, membre de la direction générale de sa région, nous téléphone. Il a lu dans le journal que les représentants de sa région ont voté unanimement pour le Contrat d'avenir au Conseil

général. Il est furieux. Jamais durant ses vingt années d'activité syndicale, il n'a vécu cela. «Lors d'un premier vote, on a rejeté clairement le "Contrat d'avenir", explique-t-il. Mécontent, le bureau a décidé de recommencer le vote, déclarant qu'il est en faveur du "oui" et que l'assemblée avait mal lu les textes. Dégoûtée, une partie de l'assemblée a refusé de voter à nouveau. Le vote a penché alors en faveur du "oui" à deux voix de majorité. Et maintenant, j'apprends que ces votes ne sont même pas comptabilisés selon les "oui" et les "non" dans le total national!» Au conseil général, ce sont les centrales des services publics qui ont fait pencher la balance en faveur du oui. «Un vrai scandale. D'habitude, ils s'abstiennent dans des affaires qui concernent surtout le privé», déclare après le vote Pierre Pravata, secrétaire général de la CNE. Le responsable de la FSCSP (Fédération des syndicats chrétiens des services publics) est Hervé Decuyper. Un CVP convaincu, qui a honoré de sa présence le 50ème anniversaire de ce parti, suscitant l'indignation d'un grand nombre de dirigeants de la CSC. C'est lui qui, avec d'autres dirigeants, a fait pencher la balance, sans qu'ils aient sérieusement consulté leur base. Un coup de force du CVP.

Le vote réel de la CSC est un non. La direction de la CSC en était consciente et n'a même pas osé proposer d'apposer sa signature en dessous du "Contrat d'avenir". Elle n'a su qu'arracher un mandat pour continuer la négociation.

# Le gouvernement impose le Contrat d'avenir par diktat

Comme en 1993 avec le Plan global

**La base syndicale a dit non au "Contrat d'avenir". 24 heures plus tard, le gouvernement a imposé son diktat aux 2,5 millions d'affiliés des syndicats : le contrat est devenu un plan. Une répétition de 1993. Le pacte social a échoué, un plan global est arrivé. La réaction aujourd'hui ne doit pas être moindre qu'alors.**

Kris Hertogen

Les opposants au "Contrat d'avenir" n'ont encore reçu aucune revendication alternative ni programme d'action de la part des instances syndicales nationales. Ainsi les partisans du contrat peuvent gagner du terrain. Dans la CSC, la direction nationale a élaboré sa propre synthèse des discussions. Et dans la FGTB, un petit groupe a préparé une résolution, qui était à prendre ou à laisser. Les deux résolutions cadrent dans une stratégie de négociations. Elles acceptent en fait la norme salariale, la diminution des cotisations patronales et la flexibilité en y posant des conditions. «Cinq des sept conditions de la FGTB sont accordées», a déclaré Tobback, le président du SP, après que le gouvernement a fait connaître son plan. Le tandem Tobback-De Vits -t-il conclu un accord préalable derrière le dos des membres du comité national ? La CSC comme la FGTB exigent davantage de "garanties d'emplois". Le gouvernement introduit un Haut Conseil de l'Emploi.

Lequel «formulera des recommandations nécessaires si les conventions collectives comportent des mesures insuffisantes pour l'emploi». Qu'en sortira-t-il ? La seule façon d'obtenir des emplois, c'est lutter pour les 32 heures avec maintien du salaire. «La diminution du temps de travail en dehors de la norme salariale, c'est possible», estime la FGTB. Le gouvernement compte sur un accord sur le plan interprofessionnel pour négocier la diminution du temps de travail. Vandeputte, l'homme de la FEB a déjà déclaré que cela ne l'engageait pas.

## Une opération de charme

«Une garantie absolue du maintien de l'indexation automatique des salaires et une augmentation barémique», demande la FGTB. Le gouvernement a rappelé ce qui figurait déjà dans le Contrat d'avenir. Un aveu : il n'a aucune garantie à donner, la norme salariale mène à la liquidation du pouvoir d'achat.



Un calicot du PTB le long du trajet du cortège du 1er Mai du SP et de la FGTB à Gand. Des petits groupes de militants FGTB ont applaudi à leur passage.

La CSC comme la FGTB ont exigé clairement un financement alternatif de la Sécurité sociale. La FGTB veut discuter «des fortunes, des revenus du capital, des bénéfices des entreprises». D'abord accorder un cadeau aux patrons et ensuite demander qu'ils en retournent une partie ? Le gouvernement va «élaborer des instruments qui permettent le développement d'autres revenus». Tant que le secret bancaire n'est pas levé, les impôts des sociétés relevés et les fortunes non imposées, il n'en sera rien. Une opération de charme est aussi

menée : «Le vice-premier ministre Di Rupo a passé tous les textes au peigne fin pour y insérer partout des allusions qui sont autant de baume sur le coeur de la FGTB.» (Le Soir 2/5)

## Concertation bidon pour éviter la confrontation frontale

Le gouvernement veut donner de nouvelles chances à la concertation... après avoir pris lui-même les décisions principales, refusées par la base syndicale. Au Conseil

Central de l'Economie, les syndicats peuvent "préciser et compléter", mais le gouvernement décide. Lors des négociations interprofessionnelles, ils peuvent participer à l'établissement de la norme salariale selon les principes du plan d'avenir.

S'ils ne sont pas d'accord, le gouvernement intervient : «Le gouvernement va demander au parlement, à défaut d'un accord, les possibilités légales de prendre les mesures nécessaires sur les mêmes questions et selon les mêmes principes.»

Concertation forcée et bidon donc, dans le but d'éviter une confrontation frontale.

Tobback le dit sans détour : «Nous ne voulons pas d'une situation à la française. L'arme de la grève ne peut être utilisée que lorsque c'est vraiment nécessaire. Nous sommes pour la négociation parce que c'est la voie vers le progrès et la paix sociale que nous avons suivie avec succès depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale.» La négociation, c'est la voie vers le démantèlement social, la soumission et l'humiliation. Cela sert seulement à éviter un mouvement de lutte comme en 1993 contre le Plan global et comme l'an dernier en France. Les opposants au "Contrat d'avenir" ne doivent pas permettre que la copie — le Contrat d'avenir — passe. Non à la concertation bidon et au plan d'avenir, oui à la lutte pour une alternative qui fasse payer les riches et les patrons.

## Le résultat du référendum montre un large soutien à l'alternative du PTB

Les participants aux réunions syndicales nationales ont reçu la primeur des résultats

Kris Hertogen

A l'entrée des rencontres nationales syndicales, le PTB a déployé quelques calicots frappants : "Le contrat d'avenir est un contrat de misère; oui, il y a une alternative". Les participants ont reçu une lettre avec les résultats du référendum que le PTB organise depuis septembre 1995. «C'est bien que vous soyez ici, déclare un participant au Conseil général de la CSC. Nous avons besoin de vos analyses et de vos propositions.» Dans son allocution au Comité national, le président de la FGTB, Michel Nollet, se réfère à l'éditorial de Solidaire paru quelques semaines plus tôt, et titré «Oui, il y a une alternative camarade Nollet». «Tout comme eux, déclare Nollet, je veux aussi que le capital, les fortunes et les bénéfices payent pour le financement alternatif de la Sécurité sociale, et non les familles.» Pendant qu'il prend la

parole, quelques participants diffusent la lettre suivante.

### Les ouvriers veulent que les riches et les patrons payent

La lettre déclare : «Au président et aux membres du conseil général de la CSC, Au président et aux membres du comité national de la FGTB, Les derniers jours beaucoup de centrales et de régionales — tant de la FGTB que de la CSC — ont rejeté le projet de contrat d'avenir. C'est une bonne chose parce que ce contrat n'apportera que la misère aux travailleurs de ce pays. Y-a-t-il une alternative ? Oui! Faire payer les patrons et les riches pour l'emploi, la Sécurité sociale, l'enseignement et les services publics. Les travailleurs — membres de la CSC et de la FGTB — s'expriment en faveur d'une telle alternative.

C'est ce qui apparaît nettement des résultats du référendum que le PTB a organisé de septembre 95 à avril 96. Dans ce référendum, 19.109 travailleurs se sont exprimés sur le contre-plan que propose le PTB, pour faire payer la crise aux riches. 3/4 des participants sont syndiqués dont 52 % sont membre de la FGTB, 42 % de la CSC et 6 % de la CGSLB.

Que pensent les travailleurs de l'alternative du PTB ? Voyez comment les personnes interrogées ont voté :

- Semaine de 32 heures sans perte de salaire, avec embauches, sans flexibilité et payée par les patrons : 87 % pour;
- Indemnités (chômage, maladie...) à 60 % du salaire brut : 84 % pour ;
- Médecine gratuite : 84 % pour;
- Arrêt des privatisations. Ce qui a été vendu au privé doit revenir à l'Etat : 79 % pour;
- 500 milliards payés par les riches :

\* un impôt annuel sur les fortunes au-dessus de 20 millions

\* les revenus de la fortune doivent être imposés de la même façon que ceux du travail

\* impôt sur les bénéfices des sociétés au taux de 40%

\* diminuer de 2% les intérêts que les banques encaissent pour la dette publique :

90 % pour;

• Pour l'unité de la Belgique, pour la solidarité de tous les travailleurs : 88 % pour;

• Droits politiques et sociaux égaux pour les travailleurs belges et immigrés : 63 % pour.

Une page permettait aux participants de raconter ce qui leur tenait à coeur, d'exprimer leur opinion. Plus de 3.000 participants ont saisi cette occasion. Des récits émouvants sur la pauvreté et le chômage, sur les rythmes de travail devenus insupportables dans les usines modernes.

Des opinions exprimant une volonté de résistance et de lutte,

des appels aux syndicats afin de donner forme à cette volonté. «De très bonnes revendications mais nos dirigeants syndicaux veulent-ils les défendre ? C'est à eux qu'il faut transmettre vos résultats», nous disait un délégué d'une usine occupée. En son nom et celui de centaines d'autres, nous vous transmettons aujourd'hui les résultats de notre référendum.»

L'action des réunions syndicales constituait le début de la deuxième phase de la campagne. Ainsi nous voulons — forts des résultats du référendum — faire connaître, par de nouveaux moyens, notre programme alternatif aux travailleurs et aux syndicats. Alors que le gouvernement va attaquer sur trois fronts au cours des prochaines semaines, l'unité pour des revendications anticapitalistes radicales est devenue vraiment vitale. Et l'ouverture au sein des milieux syndicaux est plus importante aujourd'hui que jamais.

# Qui traitera le plus de patients avec le moins de personnel ?

Manifestation nationale des travailleurs de la Santé le 9 mai

**Hôpitaux, maisons de repos et de soins, soins à domicile et centres de revalidation interrompront le travail le 9 mai. Contre le stress et les licenciements. Ils refusent de travailler toujours plus avec moins de monde.**

Sylvie Peeters

Vous serez hospitalisé prochainement ? Attention, vous risquez d'être renvoyé chez vous avant d'être rétabli ! Les durées d'hospitalisation ne cessent de diminuer, alors que les hospitalisations d'un jour augmentent. L'année dernière, les journées d'hospitalisation ont diminué de 600.000. C'est néfaste tant pour les patients que pour le personnel. Le nombre des soignants a été réduit de 2.000 en un an. Pour ceux qui restent le travail est de plus en plus dur. Aujourd'hui, le gouvernement, dont les subsides constituent la principale source de financement des hôpitaux, se prépare à supprimer encore 5.000 lits d'hôpitaux et à éliminer plus de 10.000 emplois.

## Le budget national étrangle la santé

Dans le cadre de sa politique générale d'austérité, le gouvernement a introduit le système des "enveloppes budgétaires". Ce carcan étrangle les hôpitaux. On compare ceux-ci, afin de les aligner sur la norme la plus basse : l'hôpital qui parvient à renvoyer le plus vite les malades chez eux et à

faire le travail avec le moins de personnel. Dans cette concurrence meurtrière, chacun tente de conquérir la plus grosse part du "marché" pour survivre.

Les hôpitaux universitaires qui disposent d'une vaste infrastructure médicale et bénéficient du soutien de l'industrie médico-pharmaceutique sont en position de force. Alors que le marché national est en forte régression, l'hôpital universitaire de Louvain a pu augmenter son chiffre d'affaires de 3%. Les petits hôpitaux et les hôpitaux publics qui appliquent des tarifs plus bas et soignent surtout des malades aux revenus modestes, parviennent à peine à survivre. Certains sont moribonds (Saint-Étienne à Schaerbeek) ou ont déjà été éliminés (Gailly à Charleroi).

La concurrence dans le secteur des soins de santé provoque des restructurations en série. Les cliniques suppriment leurs lits ou les vendent au concurrent le plus offrant (3 à 4 millions par lit).

Les hôpitaux privés, refusent de plus en plus les malades dépourvus de mutuelle. Mais dans les hôpitaux publics on introduit également une médecine à deux vitesses. A l'hôpital (public) St-Pierre à Bruxelles, une femme non



La "colère blanche" se manifeste régulièrement ces dix dernières années, mais le gouvernement continue de sabrer dans les soins de santé, au profit des multinationales pharmaceutiques et d'autres groupes privés.

assurée pouvait encore se faire avorter gratuitement. A présent cela coûte 20.000 F. En consultation gynécologique, on peut se faire soigner au tarif mutuelle à certaines heures. A d'autres heures, les médecins appliquent des honoraires libres pour la clientèle plus riche. Récemment, la BRT a montré une patiente immigrée obligée de quitter l'hôpital deux jours après son accouchement, la durée moyenne d'hospitalisation étant de six jours...

Depuis longtemps, les infirmières

n'ont plus l'occasion de bavarder avec les patients. La seule chose qui compte c'est la "production médicale" : le patient doit subir le maximum de prestations médicales en un minimum de temps. Patients congédiés trop vite, malades chroniques repoussés car non rentables. Par ailleurs, on introduit de plus en plus au noir des lits de soins intensifs sans disposer du personnel qualifié.

Les employeurs veulent également appliquer le "just-in-time" et le nombre des temps partiels forcés

soumis à des horaires extrêmement flexibles augmente. Ces derniers mois, la journée de compensation mensuelle, introduite depuis la réduction de temps de travail de 40 à 38 heures par semaine, a été reconvertie dans plusieurs hôpitaux en une réduction du temps de travail de 24 minutes par jour. Le personnel d'entretien et de cuisine est supprimé et remplacé par des sous-traitants qui travaillent moins cher. Au nom de l'efficacité et de la rentabilité.

## Le cinquième jour, renvoi du malade, guéri ou pas

Médecine superspécialisée au service du fric, au détriment des malades

Dans l'hôpital Gasthuisberg à Louvain, le personnel 3/4 temps travaille de 7h15 à 14h15 pendant l'équipe du matin. A l'heure de la pause du midi, il faut qu'ils aient "achevé" tous leurs patients. Cela signifie : pas de pause café, avaler en vitesse son repas du midi. Avant de rentrer chez eux, ils doivent notamment informer leurs collègues de l'après-midi sur l'état des malades et introduire toutes leurs observations dans l'ordinateur. En d'autres termes : ils effectuent le travail d'un temps plein en trois quarts temps.

La durée d'hospitalisation des malades est sans cesse abrégée, ce qui augmente la charge du travail du personnel. Dans la "clinique hebdomadaire" Pellenberg, clinique universitaire où la durée d'hospitalisation n'excède pas une semaine, on ne peut plus guère parler de médecine de qualité. Le lundi matin, 30 malades sont hospitalisés. Ils devront quitter l'hôpital le vendredi, guéris ou pas. En cas de problème, les soins à domicile devront les prendre en

charge. Or, le contrat d'avenir pour l'emploi prévoit d'affecter de préférence des chômeurs des ALE pour ces soins à domicile...

### Les employeurs traitent les revendications syndicales de "staliniennes"...

Le front syndical commun exige plus de personnel, l'application de la semaine de 32 heures avec maintien du salaire et avec embauches compensatoires. Il s'oppose à la flexibilité croissante et à la sous-traitance. Ils exigent que le personnel soit immédiatement remplacé en cas de maladie. Des revendications "staliniennes", disent les employeurs...

Le PTB soutient le cahier de revendications des syndicats. Il faut arrêter l'exploitation à outrance du personnel et la commercialisation du secteur des soins de santé. Mais pour briser le carcan

budgetaire, une dure lutte sera nécessaire. Le programme de revendications nécessite également un refinancement, non pas aux frais des travailleurs, mais grâce à l'impôt, entre autres sur les bénéfices faramineux des entreprises pharmaceutiques et sur les fortunes des super-riches. Le PTB a élaboré un programme budgétaire alternatif qui permet au gouvernement de récupérer 500 milliards par an auprès des riches.

Le gouvernement Dehaene fait exactement le contraire : le contrat d'avenir pour l'emploi offre encore plus de cadeaux aux entreprises, alors que des dizaines de milliards sont retirés à la sécurité sociale, au détriment du personnel soignant et des malades.

Le PTB prône un service national des soins de santé, pour construire de manière planifiée un seul réseau public de santé, sans concurrence, sans privatisation et sans commercialisation. La politique des soins de santé doit répondre aux besoins de la population, en mettant l'accent sur la prévention. Il faut

repousser radicalement les entreprises médico-pharmaceutiques qui ne poursuivent que leurs intérêts. Les soins de santé doivent être gratuits, sans ticket modé-

leur (chacun paye en tout état de cause 50.000 francs par an, par le biais des cotisations sociales). Les soins médicaux sont un droit fondamental pour tous.

### L'argent noir de l'hôpital Gasthuisberg à Louvain

La plupart des hôpitaux privés sont constitués juridiquement en "associations sans but lucratif". Or depuis le 9 février, l'asbl Universitaire Ziekenhuizen Leuven (UZ) a transféré la gestion du matériel et des magasins à la société SA Hospital Logistics. Cette société commerciale, sponsorisée par des fonds publics, est dirigée par le docteur Peers, le grand patron d'UZ. Comment est-il possible que l'argent des hôpitaux, essentiellement financés par la Sécurité sociale, soit drainé

vers des activités lucratives ? Le docteur Peers ose même vanter la santé de ses affaires : la société vient d'investir 100 millions dans un nouveau centre de distribution (Trends/Tendances, 21.03.1996).

Ce même docteur Peers est administrateur de la SA Hospex qui gère les biens immobiliers d'UZ, ainsi que de la SA Unident qui produit des prothèses dentaires. Et sans doute ne s'agit-il là que du sommet de l'iceberg...

# «Soit vous acceptez l'austérité, soit nous licencions...»

Sabena : le Plan Horizon 98 veut prendre trois milliards aux travailleurs

Le patron de la Sabena Paul Reutlinger a présenté son nouveau plan business, baptisé Horizon 98. Aux travailleurs, il laisse le choix entre réductions salariales ou licenciements. Aux actionnaires privés, Reutlinger offre 4 % de dividendes.

Lucien Materne

Paul Reutlinger, successeur depuis trois mois de Pierre Godfroid, veut garantir 4 % de bénéfices sur le capital investi en 1998, 6 % en 1999 et huit pour cent en l'an 2000. Il place donc les travailleurs et les syndicats devant le choix entre la peste, le choléra et le sida. Sur les graphiques, il apparaît d'emblée que Reutlinger veut prendre trois milliards des poches des travailleurs. Le choix entre diminutions salariales, licenciements et flexibilité à outrance constitue une nouveauté. Godfroid promettait encore mille nouveaux emplois en échange d'une réduction salariale. C'était la tactique de la séduction. Reutlinger recourt à la menace : si vous refusez, vous serez responsables du licenciement de mille sept cents personnes. C'est la solidarité dans la pauvreté : soit tout le

monde se contente d'un salaire réduit, soit mille sept cents personnes se retrouveront au chômage et devront se contenter d'une allocation.

Un syndicaliste disait : «Reutlinger veut que nous assassinions nos propres collègues de travail. Pourquoi ne parle-t-on pas des bénéfices des entreprises ? Pourquoi ne prennent-ils pas cet argent ? Pourquoi faut-il encore que nous payions ? Nous ne pouvons choisir entre la peste, le choléra et le sida.»

## La soif de profit du grand capital

La présentation du plan Horizon 98 au conseil d'entreprise a immédiatement suscité les réactions les plus vives. Un militant syndical nous exprimait sa fureur au téléphone : «S'ils croient que



Manif Sabena sauvagement réprimée, il y a quelques mois. Le capital veut se faire un maximum de fric.

nous allons accepter des diminutions salariales parce qu'il y a un nouveau directeur, ils se trompent. Nous n'avons pas mené la grève pendant sept jours pour obtenir un tel plan. Pour moi, c'est non sur toute la ligne. D'ailleurs, où est la différence par rapport à Godfroid ? Je considère avec mon syndicat que toutes les conventions doivent d'abord être reconduites pour une durée illimitée.» Les graphiques de la direction démontrent que les restrictions salariales des travailleurs sont directement destinées à assurer des dividendes aux actionnaires privés. Un autre syndicaliste observait : «Ceux de Swissair n'ont qu'un seul but : s'enrichir encore davantage. Alors que nous subissons des restrictions depuis 1982. Il est hors de question que nous acceptions ce plan. J'espère que les syndicats et les pilotes continueront à tirer sur la même corde en rejetant inconditionnellement toute restriction. Dans mon entourage, on me demande

déjà quant nous lancerons une nouvelle grève. La nouvelle direction a changé les méthodes, mais le résultat reste le même. C'est un scandale qu'on ose même nous faire une telle proposition : Swissair a fait plus de 6 milliards de bénéfices en 1995.» L'unique but de la direction et de Swissair est d'assouvir la soif des actionnaires. Il ne peut en être autrement sous le capitalisme. Depuis quinze ans, les travailleurs de la Sabena ont subi des mesures toujours plus sévères de flexibilité, de privatisation, ainsi que des licenciements de délégués qui s'opposaient à cette politique. Les travailleurs de la Sabena ont tout intérêt à exiger que la Sabena redevienne une entreprise publique, ce qui offre plus de garanties en matière de salaires et de conditions de travail. Il faut se libérer de l'emprise de la Swissair. Tout ce qui a été privatisé doit être renationalisé de manière à rendre à la Sabena son statut public. La direction obéit à la logique de la

concurrence internationale du capitalisme : «Nous aurons à faire face aux assauts redoublés de la concurrence qui s'appelle EBA-Virgin, British Airways, KLM, Lufthansa, SSAS, American Airlines et l'ouverture complète du trafic aérien en Europe en 1997.» (Sabena actualités, "Paul Reutlinger lance Horizon 1998", n° 198, Edition spéciale du 30 avril 1996.) Cette libéralisation complète du trafic aérien est la conséquence de la politique du grand capital européen qui veut un nombre restreint de grandes compagnies aériennes capables de faire face à la concurrence des Etats-Unis et du Japon, en vue de réaliser des bénéfices faramineux. C'est une deuxième raison pour s'opposer à cette politique du grand capital européen et d'exiger la renationalisation complète de la Sabena. Marcher dans cette logique de compétitivité signifiera que les travailleurs en seront victimes. Il n'y a qu'une solution : éliminer le système capitaliste lui-même.

## Le téléphone rouge de Reutlinger

La direction a installé un téléphone rouge. Les travailleurs pourront l'utiliser pour proposer des moyens de combattre les gaspillages. Comme si le plus grand gaspillage ne consistait pas dans les énormes bénéfices

accordés au capital privé dont profitent une poignée de riches. La richesse est produite par les travailleurs et gaspillée par les superriches qui accumulent les bénéfices dans leurs respectables coffres-forts.

## Mario Morelli nous a quittés

Avec sa fille Anne, poursuivons son combat

Nadine Rosa-Rosso

Né à Naples (Italie), Mario Morelli est décédé ce 3 mai 1996 à Ste Ode (Belgique), à l'âge de 75 ans, «fidèle à ses convictions politiques et à son athéisme». Si le nom de Morelli vous est familier, c'est sans doute grâce à sa fille Anne, qui poursuit depuis des années son combat antifasciste et antiraciste.

A Anne, notre amie,

Si ton papa nous quitte aujourd'hui, son combat et le tien, qui est aussi le nôtre, entretiendront sa mémoire. Nous l'avons souvent croisé : à cette soirée pour les ouvriers de Boël, quand il nous glissa discrètement un billet de 1.000 francs pour notre affiche de solidarité, ou, récemment, quand,

déjà affaibli par la maladie, il se déplaça pour assister à notre débat contre l'anarchisme. Il a bien vite excusé ton retard à l'hôpital, ce dernier 1er Mai, que tu avais tenu à passer à notre fête ; c'était «pour la bonne cause». Il a encore voulu entendre de ta bouche les résultats des communistes aux dernières élections, en Italie. Mario Morelli fait partie de cette immigration qui a si bien su combiner l'internationalisme, le souvenir de son pays d'origine et un engagement actif auprès des travailleurs belges. Antifasciste pendant la guerre, il est arrêté pour avoir transmis à la résistance un poste émetteur volé dans un garage allemand. Relâché, il poursuit ses activités et sera à nouveau arrêté et déporté en 44. Sur cette résistance, tu as écrit : «La communauté italienne paya un

très lourd tribut pour prix de son insoumission au nazisme, mais, après la guerre, la Belgique ne lui témoigna aucune reconnaissance. Au contraire, bon nombre de héros authentiques, survivants de la Résistance, ne reçurent pas la médaille qui leur avait finalement été attribuée par la Belgique... car la police des étrangers les avait fait expulser, s'étant rendu compte que leur participation à la Résistance était liée à leur activisme politique!»(1). Chère Anne, La tradition antifasciste de ton père vit en toi et toute ta vie en rayonne. Récemment, de petits nazillons t'ont insultée pour ton combat antinationaliste aux cris de «Morelli, la Belgique, aime-la ou barre-toi». Notre Belgique, Anne, celle des travailleurs, des ensei-

gnants et des jeunes en lutte, avec son million d'amis pour l'égalité des droits, cette Belgique a depuis longtemps appris à te respecter et t'aimer. Dans cette Belgique, la vie de ton père ne s'éteindra jamais. Et son nom, que tu portes si bien, sera toujours synonyme de résistance, d'internationalisme et de solidarité.

(1) Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique, de la préhistoire à nos jours, EVO Histoire, 1992, page 199

Les funérailles civiles, suivies de l'inhumation, auront lieu au cimetière d'Everberg, le jeudi 9 mai 1996 à 10H30. Réunion à la maison mortuaire, à 10 heures, 7 Heuvelstraat - 3078 Everberg. Le groupe «Brasas» accompagnera Mario à sa dernière demeure, aux sons de «Bandiera rossa».



Mario Morelli, résistant antifasciste

# «La bourgeoisie tremble de peur que notre lutte s'étende»

Salle comble pour le débat enseignement à la fête du 1er Mai

Une salle pleine à craquer et l'ambiance des grandes manifs. Chaque intervention est suivie d'un mot d'ordre ou d'une chanson. Sur le podium, quatre enseignants, deux étudiants et un élève.

Tom Demeyer

**Kamal Dif** est délégué CGSP dans une école francophone à Bruxelles.

«Cette grève dure déjà plus longtemps que celle de 1990 et les enseignants sont fermement décidés à continuer le combat.

Nous devons élargir le mouvement aux travailleurs des autres secteurs et aux chômeurs. Nous luttons pour une école démocratique et pour une société plus égalitaire. C'est pourquoi nous revendiquons davantage de moyens pour l'enseignement.

Le refinancement, mais pas sur le dos d'autres travailleurs. Le gouvernement évoque les limitations budgétaires qu'il a lui-même provoquées par la communautarisation.

Le Parti Socialiste prend les normes de Maastricht pour alibi, mais il a lui-même participé à l'introduction de ces normes.

Nous refusons aussi la modération salariale en échange d'emplois. C'est comme le contrat d'avenir de Dehaene. Si on s'avance sur cette voie-là, on perdra et salaires et emplois. On ne veut pas non plus de réduction du temps de travail avec perte de salaire, ni de flexibilité qui mène aux sous-statuts.»

**Vincent Cartuyvels**, enseignant du comité Bruxellois AIRE (Association Inter-Réseaux Enseignement): «AIRE est un lieu de rencontre pour les enseignants de quatre-vingts écoles bruxelloises. Syndicalistes et non-syndicalistes. Nous échangeons nos expériences pour en tirer les leçons afin de poursuivre la lutte dans les écoles et les syndicats. Et aussi pour corriger la présentation dans la presse là où c'est nécessaire. Nous nous soucions également du contenu de l'enseignement qui est toujours soit de droite soit de gauche.»

## Les patrons veulent des écoles à leur mesure

**Nico Hirtt**, enseignant dans le Brabant Wallon, syndicaliste et auteur du livre "L'école sacrifiée" (à paraître en septembre): «Dans les années 50, 60 et 70, on a investi beaucoup d'argent dans l'enseignement. C'était une période d'expansion économique et les capitalistes avaient besoin de plus d'ouvriers qualifiés et de consommateurs. Aujourd'hui la bourgeoisie se rend compte que nous avons à faire à une crise profonde et



Comme dans les manifs, les jeunes ont appuyé chaque intervention des orateurs du débat du 1er Mai, par un slogan ou une chanson.

durable. C'est pourquoi le patronat impose maintenant une politique de l'enseignement différente, requérant des économies structurelles telles que la communautarisation et le financement par enveloppe. Les patrons veulent un enseignement rigoureusement adapté à leurs besoins. Comme en Allemagne, où l'enseignement professionnel est contrôlé par les

patrons. L'accès à l'enseignement secondaire général et à l'enseignement supérieur y est limité. Les autres jeunes, de toute façon voués au chômage ou à des "jobs hamburger", se retrouvent dans des orientations sans avenir. Toutes ces directives patronales réapparaissent dans les mesures de nos ministres de l'enseignement. S'agit-il d'une évolution irréversi-

ble? Non, à condition que nous résistions et que nous rompions avec la logique capitaliste. A cet égard, la revendication "allez chercher l'argent auprès des grandes fortunes" est l'exemple à suivre. Et il faut rompre aussi avec la social-démocratie qui exécute toujours exactement les réformes désirées par le grand capital.»

## Organiser la solidarité maintenant

Entre enseignants et ouvriers, entre la Flandre et la Wallonie

**Annie Mels**, enseignante à Anvers: «L'importance du corset budgétaire, conséquence de la communautarisation de l'enseignement, ne peut être suffisamment soulignée. Un prof de l'UCL a calculé que d'ici l'an 2000, l'enseignement néerlandophone et francophone connaîtront un déficit respectif de 48 et 60 milliards de francs. Depuis 1989, trois mille emplois ont disparu dans les deux parties du pays. La ressemblance est frappante entre les mesures prises en Flandre et en Wallonie, dans l'enseignement secondaire comme dans le supérieur. Le ministre Grafé reconnaît lui-même: «Pour les écoles supérieures je m'inspire du ministre Van den Bossche». Van den Bossche évite soigneusement de mentionner les chiffres concrets de ses propositions de réformes pour empêcher que le mouvement de protestation ne reprenne en Flandre. Pour relancer ce combat, nous avons beaucoup à apprendre de nos collègues francophones. Dès

aujourd'hui nous devons organiser la solidarité, en participant à leurs manifestations, en les invitant, en vendant des cartes de soutien...»

**Julien Versteeg**, porte-parole du comité des écoliers des Bruxelles AGEB: «A Bruxelles, c'est nous, les écoliers qui sommes descendus les premiers dans la rue. Pour défendre nos profs. Mais aussi parce que nous revendiquons le droit à la parole dans la société. L'AGEB organise des comités d'écoliers dans 30 écoles. Sous les coups de matraques nous avons appris que le gouvernement défend le grand capital et qu'il n'y a pas de démocratie pour la majorité. La répression brutale prouve combien ils ont peur. Nous pouvons gagner en nous unissant. Avec les enseignants. Avec les écoliers flamands. Contre les mesures qui envieront de plus en plus de jeunes au chômage. Avec les ouvriers, contre notre ennemi commun, le grand capital. Les

comités d'écoliers vous appellent à manifester votre solidarité lors des procès à Liège, les 6, 13 et 20 mai »

**Un étudiant de l'ULB**, membre du comité BEA: «La situation dans beaucoup d'écoles supérieures est intenable: des auditoriums bondés, les profs ne sont plus remplacés. Nous déboursions pourtant assez pour pouvoir exiger un enseignement de qualité. Le ministre Grafé veut limiter l'accès à l'enseignement supérieur par des mesures telles que l'interdiction de "trisser" et l'obligation de terminer les deux candidatures en 3 ans au maximum. Selon la FEF, quatre mille étudiants risquent d'être exclus par ces mesures. Les bourses d'études sont réduites, on a déjà introduit le numerus clausus en médecine. On sait qu'après l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur sera surtout frappé par de nouvelles économies. N'oublions pas non plus les mesures de Vandelanotte qui ferment l'accès des études aux étudiants étrangers,

sauf pour ceux dont les parents sont fortunés.

La FEF a formulé quinze propositions pour le refinancement. En tant qu'organisation pluraliste, la FEF ne peut pas dire "allez chercher l'argent auprès des grandes fortunes", quoique je trouve que c'est la seule solution sérieuse.»

## CGSP-Enseignement : allez chercher l'argent auprès des grandes fortunes

**Laurent Courtens**, PTB: «Le gouvernement a peur que la grève ne s'étende aux autres secteurs. Les profs et les ouvriers de Cockerill-Sambre refusent le chantage de réduction salariale en échange d'emplois. De plus en plus d'enseignants et la CGSP-enseignement parlent "d'aller chercher l'argent auprès des grandes fortunes, banques, entreprises, frau-

deurs fiscaux".

A Charleroi, des délégations de Caterpillar, des ACEC, des Forges de Clabecq, de Cockerill et d'autres entreprises, sont venues manifester leur solidarité. C'est d'une importance capitale. Une victoire des enseignants serait une victoire pour tous. Pour renforcer la solidarité entre profs et étudiants, nous proposons

- que les enseignants viennent expliquer aux ouvriers leurs conditions de travail et pourquoi il faut davantage de moyens pour l'enseignement

- que les profs écoutent aussi les aspirations des ouvriers concernant l'enseignement

- que les enseignants et les étudiants manifestent leur soutien à la lutte des ouvriers, comme la CGSP-enseignement l'a fait, à La Louvière, dans une motion de solidarité avec la lutte pour le maintien de tous les emplois aux Forges de Clabecq.

Les enseignants pourront toujours compter sur le soutien du PTB.

# Le Livre Noir ! Ma lettre y est-elle ?

Référendum : 79 % pour que tous les services redeviennent publics

**Le Livre Noir constitué par le PTB à partir du référendum des travailleurs a donné lieu à de nombreuses réactions enthousiastes.**

Annemie Caninaerts

«Ah, le Livre Noir ! Pour être noir, il est bien noir», s'exclame, amusée, une camarade tenant en main la pochette bien noire, au stand des services publics. «Ma lettre est-elle dedans ? Je travaille à l'INAMI (Institut National d'assurance maladie invalidité) à Bruxelles. Pour nous, effectivement, la situation devient de plus en plus noire. Maintenant, nous devons prester des heures supplémentaires parce qu'il manque du personnel. A cause du blocage des engagements décidé par Tobback. Ces heures, nous ne pouvons pas les récupérer, et elles ne sont même pas payées comme heures supplémentaires !» Un camarade de Belgacom participe pour la première fois à la fête du 1er Mai du PTB. Il est surpris devant tous ces stands animés et l'intérêt des visiteurs. Il avait fourni du matériel pour monter le stand : un vieux téléphone, des rubans Belgacom. L'ensemble ne passe pas inaperçu. «L'an prochain, j'apporterai une de ces tentes que nous utilisons pour les travaux en rue», promet-il. Un autre camarade a apporté sa farde de documentation, contenant de nombreuses coupures de journaux. Il montre une réclame agressive de l'entreprise privée de téléphone Eriksson : une famille italienne pauvre comme Job avec, en-dessous le slogan "Ils n'ont pas de message..."

«Ces richards n'essaient même pas de cacher que la privatisation n'apportera certainement aucune amélioration pour les simples gens ! Il suffit de voir comme la fascisation progresse : une réclame pareille suscite la haine contre les exclus de cette société. Et puis, le PS vient avec sa démagogie sur

notre "égoïsme" !»

Le stand des travailleurs de la Sabena était superbe : des photos des piquets de grève, de la violence de la gendarmerie contre leur manifestation fin septembre, des actions contre le licenciement de leur déléguée Maaïke Seghers. Et un vrai "jeu de fléchettes" où il s'agissait de faire éclater l'industriel Godfroid et son successeur Reutlinger.

**Sabena : Godfroid est parti, reste à liquider son plan !**

Un délégué est vraiment furieux : «Nous avons mis Godfroid dehors grâce à notre lutte unie et notre refus de principe de tout sacrifice. Mais Reutlinger va encore beaucoup plus loin. Il veut maintenant économiser 4 milliards, ce qui revient à licencier 1.700 personnes ou à 15 % de réduction de salaire ! Et le gouvernement laisse faire tout cela. Qu'est-ce que c'est que cette société ? Ils permettent que de gros fraudeurs partent avec des milliards. Beaulieu, le fabricant de tapis et Aimé Desimpel, ce fabricant de briques plein aux as, ces gens peuvent impunément entasser tout cet argent, mais notre déléguée Maaïke Seghers perd son travail et, en plus, est condamnée à six mois avec sursis pour avoir défendu nos droits bec et ongles. Vous imaginez ? Elle ne faisait que faire son travail ! C'est pour cela qu'elle a été élue par une grande majorité de travailleurs de son atelier ! La nouvelle restructuration à la Sabena coïncide maintenant avec ce maudit contrat d'avenir, c'est justement aujourd'hui que nous avons besoin de délégués solides. Ce n'est



Bascunana, cheminot marseillais : «Il faut sans cesse informer les usagers des projets gouvernementaux».

certainement pas un hasard qu'ils nous l'enlèvent maintenant, non ? Les cheminots français de Marseille que j'ai entendu au débat, voilà un exemple à suivre. C'est ce que la direction de la Sabena et le gouvernement craignent comme la peste. Mais certains responsables syndicaux entrent aussi dans le jeu. Ils pensent qu'avec beaucoup de palabres et de concertation ils peuvent obtenir un résultat. Ne voient-ils donc pas que c'est la lutte des travailleurs d'Air-France il y a quelque temps, des cheminots français l'an passé, que c'est seulement cette lutte pour un refus radical des restrictions qui peut faire reculer le gouvernement et les capitalistes ?»

Un employé de la poste : «Beaucoup de fonctionnaires et agents ainsi que leurs délégués ne comprennent pas encore l'ampleur de la catastrophe qui les attend si les services à la popula-

tion sont vendus au privé. Nombreux sont ceux qui ont leur carte du PS ou du SP et espèrent encore — mais de moins en moins — ou qui craignent de perdre leur emploi s'ils expriment ouvertement leurs critiques. Je prends un exemplaire du livre noir pour mon délégué. J'ai déjà lu les articles dans Solidaire, mais maintenant, tout est rassemblé. C'est bien pour discuter : contre toute illusion semée par les "socialistes", contre l'idée que "plus d'autonomie" rendrait les entreprises publiques plus efficaces et les préserverait. Le livre noir montre bien à qui profite les privatisations et qui en est la dupe. Si nous expliquons sans cesse cela à d'autres gens, nous pouvons renverser la vapeur.» C'est vrai : sur les 19.000 personnes qui ont complété le Référendum des Travailleurs, 15.000 s'accordent pour dire que tous les services privatisés doivent revenir entre les

mains de l'Etat. Nous devons tenter de contacter ces 79 % d'utilisateurs de la Poste, des téléphones, des Chemins de fer, etc. Le tract du PTB pour le maintien des Services publics peut encore être diffusé massivement, dans les gares, par exemple, où nous pouvons atteindre les dizaines de milliers de navetteurs qui vont bientôt sentir à leurs dépens les conséquences des économies aux Chemins de fer. Donnez-nous un coup de main, le matin, quand vous prenez le train et que vous devez quand même patienter à cause des retards !

**"Privé de Public", de Gérard de Selys, journaliste de la RTBF, décrit les privatisations des services publics dans le monde comme le "casse du siècle". 698 F. Disponible à la Librairie Internationale, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.69.07.**

## «Ne pas attendre la veille de la révolution...»

Les cheminots français, exemple de lutte

Dans le débat sur la privatisation des Services Publics, devant quelque cent cinquante personnes, deux syndicalistes de la fédération C.G.T. des Cheminots de Marseille racontent leur grève de l'année dernière. Le point central du débat animé qui s'ensuit concerne la prise de conscience que les directives européennes pèsent lourd dans le démantèlement des Services Publics de chaque pays. Un cheminot belge : «Pourquoi pas une action européenne commune contre la directive 440 de la Commission Européenne ?» Son collègue français approuve de tout coeur et explique : «La directive 440 veut scinder infrastructure et exploitation des chemins de fer : le grand capital aura l'exploitation et pourra empocher les bénéfices, tandis que l'infrastructure sera aux mains de l'Etat qui devra renflouer

les dettes. Ce diktat européen est mis en pratique dans tous les pays membres de l'Union Européenne.» Quelqu'un remarque qu'il faut «une action généralisée pour changer les rapports de force contre ce fait accompli Européen. Cette action peut partir des cheminots mais d'autres secteurs des Services Publics doivent les rejoindre.» «C'est effectivement, répond le camarade Bascunana, sur la base des divers angles d'approche de chaque Service Public que nous devons en arriver à une plate-forme de revendications communes. C'est l'unique moyen de créer l'unité entre tous les salariés.» Son collègue ajoute : «Une de ces revendications communes doit être le maintien du statut du Service Public. C'est la seule garantie et pour l'emploi et pour l'efficacité des services. La

situation désastreuse en Grande-Bretagne illustre à merveille les menaces qui pèsent sur nous.» Fin 96, pendant la grande grève des Services Publics contre le projet Juppé, des employés du privé ont rejoint le mouvement avec leurs revendications particulières. C'est ainsi que naît et grandit un front interprofessionnel. Nous ne pouvons attendre le grand jour de la veille de la révolution. Ce n'est qu'au départ d'un conflit local que grandira le front syndical européen.»

Comment les tramways et les cheminots français ont-ils donc réussi à obtenir le soutien de tant de voyageurs, demande pertinemment un intervenant. Bascunana : «Les usagers sont très sensibles au démantèlement des services dans les transports en commun. Il faut

sans cesse les informer sur les projets du gouvernement dans leur propre région, leur propre communauté. On leur a montré une carte avec les conséquences des suppres-

sions de lignes. Ils ont compris tout de suite ce qui les attendait. Nous organisons des réunions informatives, des forums pour les usagers, on distribue des tracts.»

### "Oui, je les veux publics !"

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal et commune :

Entreprise :

- Oui, je veux aider à diffuser le tract services publics. Faites-moi parvenir 20 - 50 - 100 exemplaires (biffer les mentions inutiles)  
 Envoyez-moi... ex. du Livre Noir des services publics (150 F + port)  
 Je veux participer au voyage en Tchèque, en Pologne, à Londres (biffer les mentions inutiles), envoyez-moi... feuillets explicatifs.

# Des lutte de libération embrasent cinq pays du tiers monde

Témoignages de révolutionnaires de trois continents

**Fête du 1er Mai : cinq révolutionnaires originaires de trois continents dans un débat sur la lutte de libération dans le tiers monde. Le docteur Bert De Belder, qui a travaillé pendant huit ans aux Philippines et a été confronté directement avec le combat révolutionnaire, mène le débat.**

Dirk Van Duppen

## Bénin : élections sans illusions

**Honoré Lokossa** du Parti Communiste du Bénin : «Dans les années 80, la lutte à la base a eu pour effet que les dictatures classiques en Afrique étaient devenues contre-productives pour l'impérialisme.

Par le biais des prétendues "Conférences nationales", l'impérialisme a porté des technocrates au pouvoir afin qu'ils continuent à assurer ses intérêts, tout en accordant certaines libertés démocratiques. Cela a permis au Parti Communiste de travailler légalement, jusqu'à la légalisation du parti en 1992.

Récemment, nous avons participé aux élections. Nous ne nous berçons pas dans l'illusion que les élections peuvent remplacer la lutte pour le pouvoir, mais cette illusion persiste dans



Honoré Lokossa

certaines parties des masses. En tant que communistes, nous savons très bien que ceux qui possèdent beaucoup d'argent peuvent gagner les élections. Les affaires de corruption et de fraude ont montré aux masses que les élections peuvent être manipulées. Le

dictateur Kérékou, au pouvoir de 1972 à 1991, est sorti à nouveau vainqueur des dernières élections.

La menace d'une nouvelle dictature répressive est plus présente que jamais. Mais le Parti Communiste est prêt à retourner dans la clandestinité s'il le faut.»

## Philippines : rectification

**José Maria Sison**, président fondateur du Parti Communiste des Philippines : «Au sein de notre parti, différentes formes de lutte se sont confrontées depuis le milieu des années quatre-vingts. Un courant opportuniste de gauche considérait que les Philippines n'étaient plus un pays semi-féodal et semi-colonial. Pour eux, le centre de gravitation de la lutte révolutionnaire se situait dans les villes plutôt que dans les campagnes. Pourtant la dictature de Marcos avait précisément accentué le caractère semi-féodal et agraire du pays. La totalité de la population de la métropole de Manille et des villes de province ne constitue que 21 % de la population. Il n'y a pas d'industrie lourde. Au contraire, toute la production industrielle est orientée vers l'exportation. Le pays ne jouit d'aucun développement industriel capitaliste autonome. La présence du capital étranger s'y oppose. Cette tendance de gauche considérait que les révoltes dans les villes étaient le facteur dominant de la



José Maria Sison

révolution armée. Ils croyaient que l'armée populaire de libération des Philippines (New People's Army, NPA) était un pouvoir purement militaire et négligeaient le travail politique au sein des masses. Cette impatience a conduit à l'aventurisme militaire, ce qui a gravement nuit au mouvement.

Un courant opportuniste de droite considérait par contre que le front, également

implanté dans les villes, constituait l'avant-garde de la lutte. Il niait le rôle dirigeant du prolétariat et du Parti Communiste et considérait la lutte légale comme la forme de lutte principale. Les cadres qui défendaient cette tendance sont généralement issus de la petite bourgeoisie urbaine. Ils conservaient leur mode de vie petit-bourgeois. Beaucoup d'entre eux étaient soutenus par des ONG étrangères.

En 1991, le PC a lancé un mouvement de lutte cohérent et profond contre les deux formes d'opportunisme. La résurgence de la lutte armée aux Philippines en est le résultat direct.

Aujourd'hui, la NPA est en mesure de lancer des attaques tactiques en d'innombrables endroits de l'archipel. Le travail politique parmi les paysans est devenu beaucoup plus intense. Des organisations de masses se créent parmi les paysans, les pêcheurs, les jeunes, les femmes, les militants de la culture, les enfants. Dans les villes également, les organisations de masses se multiplient et se renforcent.»

## Népal : des communistes dans le gouvernement

**Madhab Kumar** du Parti Communiste du Népal : «Depuis 1971, le parti communiste a dirigé la lutte armée dans notre pays, où 80 % des habitants sont des paysans. La révolution népalaise était dirigée tant contre la féodalité que contre l'impérialisme. Le PC a connu toutes les formes de lutte, illégale comme légale, non violente comme armée. En 1990, une grande lutte des masses a renversé le régime autocratique du roi. La classe dominante a été contrainte à d'importantes concessions, ce qui a permis au PC de



Madhab Kumar

participer aux élections de 1991, où il a remporté 69 des 205 sièges du parlement, devenant le deuxième parti du pays. En 1994, le parti

communiste a recueilli 2,3 millions de voix et est devenu le premier parti, obtenant 88 sièges au parlement. Lorsque le parti du Congrès népalais a tenté de former un gouvernement de coalition de droite, le PC a pris l'initiative de créer une coalition minoritaire de gauche qui a lancé des réformes progressiste radicales. Elle a tenu pendant neuf mois. La pression des forces impérialistes et réactionnaires de l'intérieur et de l'étranger ont finalement pris le dessus. Mais cette expérience a profité à l'expérience des masses.»

## Mexique : «Faire participer toute la population à la lutte armée»

**José Manuel Rocha**, représentant des ouvriers et des organisations paysannes du Mexique réunis dans le FACMLN : «Le premier janvier 1994, une révolte armée éclate dans le Chiapas, État du sud du Mexique. Précisément le jour où l'ALENA — l'accord économique de coopération entre le Mexique, les USA et le Canada — entre en vigueur. La période aussi où les mouvements révolutionnaires d'Amérique centrale avaient abandonné toute lutte armée. La résistance armée n'est pas un phénomène nouveau au Mexique. La guérilla est active depuis 1965. Le mouvement zapatiste, qui s'est développé au cours des années 80, est la plus jeune organisation de la lutte armée. Actuellement le rapport des forces est encore



José Manuel Rocha

défavorable à la guérilla. Pourtant il nous faut être conscients du fait que seule une guerre populaire de longue durée peut amener la victoire. Notre combat ne se dirige pas seulement contre l'armée mexicaine, mais aussi contre une possible invasion des Etats-Unis.

C'est un combat auquel nous devons faire participer la population entière. Un combat se situant tant au niveau politique qu'économique. Un combat soutenu par un large mouvement de masse où plus de 500 organisations ouvrières et paysannes sont actives.»

## Inde : le mythe de la "plus grande démocratie" du monde

**Vivek Sharma** du Parti Communiste Indien (marxiste-léniniste)-Guerre populaire : «L'Inde, la "plus grande démocratie du monde" ? C'est une des plus grandes contre-vérités répandues dans ce monde. Depuis l'indépendance formelle de l'Inde en 1947, on n'a pas touché au capital étranger. L'autocratie coloniale n'a pas cessé d'exister. On y a simplement ajouté un parlement.

Le parlement est l'endroit où la classe dominante et exploiteuse résout ses conflits internes, mais la voix des masses exploitées et opprimées y est absente. Le gouvernement mène aujourd'hui une politique asservissant l'Inde aux mesures du Fonds Monétaire International et à la stratégie des multinationales.

Au milieu des années 70, des cadres communistes ont entamé une lutte armée

dans quelques villages, contre les propriétaires fonciers locaux.

Mais cette lutte ne se limitait pas à une lutte pour la propriété des terres, elle est devenue une lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Aujourd'hui la guérilla contrôle un territoire de plus de 20 millions d'habitants. Une deuxième région, avec environ 40 millions d'habitants, connaît également une activité de guérilla intensive.»



# «Je témoigne pour tous mes frères morts»

Mourir sur les bateaux de cacao, en route pour l'Europe

«Il n'y a pas de frontières pour les matières premières, mais les réfugiés fuyant à tout prix misère, guerres civiles ou répression ne peuvent entrer chez nous.» Enrico de Simone, porte-parole de Frontières Ouvertes, a ainsi ouvert le débat organisé par Frontières Ouvertes, au 1er Mai du PTB, consacré à sur la fermeture des frontières...

Marianne Martin

Enrico de Simone, de Frontières Ouvertes, a dénoncé les risques énormes que prennent les réfugiés pour venir en Europe : la mort dans les cargos bourrés de cacao pour les Inconnus 1 et 2, la mort pour les exilés d'Afrique sur les côtes d'Espagne, la mort pour les réfugiés de l'Est, le long des rivières Oder et Neisse.

Julius est l'un des quatre rescapés de l'Elise D., ce bateau arrivé à Anvers la veille de Noël, chargé de cacao. «J'ai quitté le Sierra Leone parce que ma vie y était en danger, raconte-t-il. Quand j'ai embarqué dans le cargo Elise D. à Abidjan, je ne savais pas où il allait mais quand un bateau chargé de cacao, il part inmanquablement pour l'Europe. Avec Tommy, nous avons embarqué clandestinement le 8 décembre 1995. Nous espérions pouvoir survivre en volant un peu d'eau et de nourriture, mais la cale avait été complètement fermée et étions dans le noir absolu. Nous sommes restés cachés jusqu'au 19 décembre.

## Onze jours sans eau et sans nourriture

Ce matin-là, j'ai aperçu une petite lueur au-dessus de moi et j'ai rampé entre les sacs pour aller jusqu'à elle. J'étais épuisé, affamé. Sur le pont, j'ai été découvert par l'équipage et ils ont retrouvé Tommy qui ne pouvait plus se déplacer. Ils nous ont nourris et vêtus. Quand nous sommes arrivés à Anvers, nous voulions nous déclarer réfugiés mais le capitaine ne voulait pas nous laisser faire. Il nous disait qu'il n'y avait aucune chance pour les réfugiés en Belgique. C'est grâce à l'intervention de Frontières Ouvertes que nous avons pu demander l'asile et descendre du bateau. Les gendarmes nous



Julius, rescapé du cargo Elise D où de ses compagnons d'infortune sont morts : «J'ai quitté le Sierra Leone parce que ma vie y était en danger».

ont directement emmenés au centre 127 bis à Steenockerzeel. Nous avons été traités comme des prisonniers.» Julius, Eric et Tommy sont restés en Belgique. George a été rapatrié au Ghana. Eric a une autorisation provisoire de séjour, mais Julius et Tommy sont illégaux. L'Office des Etrangers leur refuse même le séjour pour raisons humanitaires. Julius a courageusement témoigné pour tous ses frères morts. Parmi eux, les deux inconnus décédés à bord de l'Elise D., dont les corps reposent au cimetière d'Hoboken à Anvers.

Dans le bateau Mc Ruby, huit passagers clandestins ont été assassinés par l'équipage. Seul Kingsley Ofusu a pu s'enfuir et dénoncer le massacre à la police du Havre (France). Son avocat, Me Guerard, témoigne. «Kingsley Ofosu, docker à Takoradi (Ghana), embarque un jour avec un frère et deux amis à bord du Mc Ruby, un cargo qui charge du cacao.

## Huit passagers clandestins massacrés sur le Mc Ruby

Quand le bateau quitte le port, ils découvrent trois autres Ghanéens et un Camerounais, clandestins comme eux. Après six jours cachés entre les ballots de cacao, ils décident d'envoyer

l'un d'eux chercher de l'eau et de la nourriture. Les marins ukrainiens découvrent les clandestins. D'abord, ils leur prennent tout leur argent puis les bouclent dans une cellule à l'avant du bateau. La troisième nuit, les marins leur expliquent qu'ils vont les changer de place et leur ordonnent de sortir deux par deux. Kingsley reste le dernier avec son frère. Il se méfie. Il voit du sang sur la chemise d'un marin. Lorsqu'il entre avec son frère dans un sas, il aperçoit un marin avec un fusil et un autre avec une barre de fer. Le fusil s'enraye, Kingsley en profite pour s'enfuir. Les marins tuent son frère et le jettent par dessus bord. Kingsley parvient à se cacher entre les conteneurs et lorsque le bateau arrive au Havre, il saute sur le quai et se rend au poste de police.

Le procès a eu lieu en novembre dernier. Le capitaine et le second ont été condamnés à la prison à perpétuité et trois matelots à 20 ans.»

«Il n'y a pas des réfugiés politiques ou économiques : nous sommes tous des réfugiés», explique ensuite Abou Sanoko, président de l'organisation Truth, qui défend les droits des réfugiés. «La décolonisation s'est faite sur le dos du peuple, poursuit-il. Les colonisateurs ont conclu un pacte avec les dictateurs qui nous exploitent. Il y a chez nous des illusions sur la démocratie en

Europe. Ceux qui ont des difficultés dans leurs pays suivent les matières premières qui viennent en Europe, en espérant gagner un peu d'argent pour aider ceux qui restent au pays. Quatre de nos amis sont toujours enfermés à Merxplas. Nous avons besoin de soutien pour les aider à en sortir.»

## Illusions sur la démocratie en Europe

Yunnes, réfugié zairois refusé à clôturé les témoignages. Arrivé en 1993, il raconte que son père a été tué et sa maison pillée par les militaires. Malgré cela le Commissariat au Réfugiés lui a refusé le statut : «Celui qui m'interrogeait avait comme seul but de me refuser l'asile. A la Commission permanente de recours, ils ont prétexté que j'avais des activités politiques en Belgique. S'il n'y a rien de nouveau, je serai expulsé le 11 mai.»

Enrico de Simone a invité les participants à signer la pétition de soutien à Truth et à collaborer avec Frontières Ouvertes. Il faut notamment prendre en charge les clandestins et les illégaux comme Yunnes et la famille turque, présente aussi au débat. Frontières Ouvertes lance une opération de parrainage de réfugiés. Contact : chaussée de Haecht, 276 à 1030 Bruxelles.

## AGENDA

### Bruxelles

**Samedi 11 mai, à partir de 14 h**

Fête "Made in dignity", Journée européenne des Magasins du Monde. 14 h : débats, animations, expositions et spectacles. 18 h : musique du monde : Porto de Minas, Baruti Trio, Positive Black Soul et Salif Keita. Cinquantenaire, Musée Royal d'Art et d'Histoire, Bruxelles. Org. : Magasins du Monde-Oxfam.

### Charleroi

**Jeudi 23 mai, 19 h 30**

"Hommage au roi, à la patrie et à la colonie". Les pages noires d'un parti rose, 2ème partie. Maison de la Laïcité, Rue de France 31, Charleroi. Org. : INEM. Renseignements : 071/30 37 81.

### Liège

**Vendredi 17 mai, 19 h 30**

"Hommage au roi, à la patrie et à la colonie" Les pages noires d'un parti rose, 2ème partie. Ecoute Voir, Place E. Dupont, Liège. Org. : INEM. Renseignements : 041/43 97 00.

### Annonce publicitaire

Au Centre International  
Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

8 mai, à 20 h. En anglais & français. 90 F.  
Entretien avec des communistes népalais et indiens

10 mai, à 18 h. En français. 90 F  
Zaire: les élections de 1997, entre une nouvelle ère et une descente aux enfers  
Florent Joseph GABATI.

11 mai, à 18 h. Entrée libre  
Apéritif poétique  
Hommage à  
Federico García Lorca  
Introduction par Henriette COURTENS.  
Lecture par Joaquín SILVA,  
Johan DECLUS et Laurent d'URSEL.  
Musique: Christine TRIBOLET.

14 mai, à 20 h. En français. 60 F.  
Deuxième soirée de la série:  
'Les pages noires d'un parti rose'.  
Hommage au roi, à la patrie  
et à la colonie  
Par Serge DERUETTE

15 mai, à 19 h. Entrée libre.  
Ouverture de l'exposition  
au Café International LO  
des oeuvres du jeune peintre marocain  
Ali BEHARABA

18 mai, à 18 h. En français. Entrée libre..  
Apéritif  
Poétique

Commemoration du 125ème anniversaire de la Commune de Paris.  
Lecture-spectacle, avec chants et dias, sur le poème de Barbara Y. FLAMAND:  
'Poème dramatique pour une commune en sursis'

Avec la participation de Michèle CHOPARD, Irène DENEUVILLE, Nicola DONATO et Barbara Y. FLAMAND. Régie: Frans De MAEGD.

18 mai, de 19h30 à 21 h.

Atelier - Zchapo  
(Chanteurs pour le peuple)  
Informations: 03/281.46.70.



# Paix impossible avec Israël

Témoins de Palestine et de Syrie au débat sur le Moyen-Orient

Quelles perspectives pour la lutte anti-impérialiste au Moyen-Orient ? Wallid Salem (Front Populaire pour la Libération de la Palestine, FPLP), Jedallah (Front Démocratique pour la Libération de la Palestine, FDLP) et Ammar Bagdash, du Parti Communiste Syrien (PCS) ont débattu de ce thème au 1er Mai du PTB.

Luc Vancauwenberge

Selon Wallid Salem, l'impérialisme veut, au Moyen-Orient, une paix qui sauvegarde son contrôle sur cette région stratégique, en continuant à diviser les pays arabes. Il veut même morceler les Etats existants, comme l'Irak, ajoute Ammar Bagdash. L'impérialisme veut éviter la formation de centres de production indépendants : avec l'argent de leur pétrole, les pays arabes peuvent acheter des produits en Occident, mais pas les produire eux-mêmes. « Nous connaissons les "solutions pacifiques" de l'impérialisme, s'exclame Wallid Salem, c'est la même chanson depuis 1917. En 1939, on promettait la création d'un Etat où pourraient vivre ensemble Palestiniens et juifs. Mais en 1948, l'Etat sioniste d'Israël était créé sur la majeure partie de la Palestine, tandis que des millions de Palestiniens en étaient chassés. »

Les Accords d'Oslo, selon Wallid Salem, c'est forcer les Palestiniens

à reconnaître comme israéliennes les terres occupées en 1948, et à partager avec les Israéliens celles occupées en 1967. C'est aussi ouvrir le monde arabe aux projets économiques d'Israël et imposer une confédération politique avec la Jordanie et une confédération économique Jordanie-Palestine-Israël. On ne parle d'ailleurs pas d'un Etat mais seulement "d'entités" palestiniennes.

## Faire d'Israël un centre financier

Arafat a opté pour la "pax americana", déclare Jedallah. « Les médias occidentaux font croire qu'il n'y a que deux camps : l'Autorité palestinienne et l'opposition religieuse. Ils cachent l'opposition de gauche. Ils veulent ainsi forcer tous les partis à entrer dans le processus de paix. L'Autorité palestinienne a créé 26 partis dans le but de miner les vrais partis, de semer la confusion. Le FPLP et



De gauche à droite : Wallid Salem du Front Populaire pour la Libération de la Palestine, Jedallah du Front Démocratique pour la Libération de la Palestine et Ammar Bagdash du Parti Communiste Syrien.

le FDLP sont les seuls à donner une perspective positive. »

Ammar Bagdash du Parti Communiste Syrien a souligné que les sionistes cherchent, avec l'appui des Américains, à faire d'Israël un centre financier. « Avant, les sionistes envisageaient un territoire du Nil à l'Euphrate. A présent, ils cherchent à dominer tout le monde arabe jusqu'à l'Atlantique, par le biais d'un grand marché économique, basé sur l'exploitation de la main d'œuvre arabe, avec les capitaux arabes et l'exploitation des eaux turques.

Les dernières attaques contre le Liban avaient aussi pour but d'éliminer un concurrent potentiel comme centre financier, commercial et touristique. Avant la guerre civile, le Liban était qualifié de "Suisse du Moyen-Orient".

La fin de l'état de guerre dans la région ne pourra être obtenue qu'après l'évacuation de toutes les terres arabes, en particulier du Golan et du Liban. Mais une véritable paix et une normalisation avec l'Etat sioniste ne sera jamais possible, vu son caractère réactionnaire, raciste et fascisant. Le

sionisme est une menace pour tous les mouvements de libération dans le monde, en particulier communistes. Notre tâche, en tant que communistes, est de combattre le sionisme allié du capitalisme international. »

Ammar Bagdash estime qu'il faut utiliser les contradictions entre grandes puissances (Etats-Unis et France), mais « sans oublier qu'il s'agit de contradictions entre bandits. Les interventions françaises en Algérie ou en Syrie n'ont rien à envier en cruauté aux interventions américaines. »

## «Le génocide le plus rapide et le plus cruel du siècle»

Tito Ruteremara, dirigeant de la fraction FPR au parlement rwandais

Tony Busselen

Tito Ruteremara, représentant du Front Patriotique Rwandais (FPR), a témoigné à la fête du 1er Mai du PTB. Voici les extraits les plus marquants de son intervention.

« Le FPR est né en 1979. Nous avions à cette époque une association, la RANU (Alliance rwandaise pour l'unité nationale), qui travaillait sur base d'une plate-forme établie par des jeunes intellectuels formés dans les universités africaines et européennes. Nous étions alors marxistes sans jamais avoir lu Marx. En 1987, la Ranu m'a demandé de créer un groupe pour dynamiser notre mouvement et nous implanter dans les masses rwandaises. Nous avons d'abord étudié la société rwandaise. Les instruments de cette analyse, on ne les trouve que chez des gens comme Marx, Mao Zedong ou Cabral, que cela ne plaise ou non. En juillet, août et octobre 1987, nous avons envoyé des intellectuels dans les camps de réfugiés et au Rwanda. En novembre, nous avons rassemblé toutes les expériences. Six mois plus tard, notre congrès a adopté le nom de "Front Patriotique Rwandais".

En 1990, nous avons entamé la lutte armée qui a conduit à la victoire, malheureusement après le génocide. »



Tito Ruteremara : « Aucun Rwandais n'a été épargné. Chacun a au moins un proche parmi les victimes ou parmi les assassins. »

## Un génocide d'origine européenne

« Ce génocide n'a pas son origine dans notre société, ni en Afrique. Il vient de l'idéologie occidentale qui classe les gens en races et qui considère la "race occidentale" comme supérieure. Quand les colons sont arrivés chez nous, ils ont découvert un Etat centralisé et civilisé. Selon eux, cela ne pouvait s'expliquer que par la présence d'une race d'origine européenne : les Tutsi. Ceux-ci étaient considérés comme des dirigeants et

administrateurs-nés alors que les Hutu étaient présentés comme "des primitifs, uniquement capables de travailler". L'exigence d'indépendance du Rwanda a été formulée par les intellectuels tutsi. L'Eglise et l'administration coloniale ont alors changé leur fusil d'épaule et créé un parti fasciste : le Parmehutu. Dès lors, on ne pouvait plus appartenir à la majorité politique si on n'appartenait pas à la majorité ethnique. Pour les fascistes, on appartient à la majorité "démocratique" si on a la bonne couleur de peau, le bon profil de nez ou la bonne largeur du

crâne. Le Parmehutu considérait les Tutsi comme des "colonisateurs étrangers". De mauvais, bien entendu, car les Belges étaient présentés comme les "bons" colonisateurs.

Les Tutsi avaient le choix : se taire, fuir ou se faire assassiner. Cette idéologie raciste, après 30 ans d'endoctrinement, a conduit au génocide contre les Tutsi et les Hutu modérés. Il se distingue de tous les autres génocides de ce siècle par sa rapidité, sa cruauté et

son caractère "total". Aucun Rwandais n'a été épargné : il a au moins un proche parmi les victimes ou parmi les assassins. Ce qui pose aujourd'hui d'énormes problèmes. Nous voulons d'abord garantir la sécurité de tous les Rwandais au pays et protéger notre territoire contre les agressions et les infiltrations de troupes et de milices de l'ancien régime génocidaire réfugiées à l'étranger et qui bénéficient surtout du soutien de la France. »

## Dans le prochain Solidaire !

Nous n'avons pu relater l'entièreté des débats de la fête du 1er Mai du PTB dans ce numéro.

La semaine prochaine, vous pourrez lire les compte-rendus des débats suivants :

• **Le socialisme à Cuba et en Corée.** Ludo Martens, président du PTB, s'entretient avec Raoul Valdez Vivo du Parti Communiste Cubain et Kim Hyong Jun du Parti du Travail de Corée.

• **Les jeunes, cibles de la police et de la gendarmerie.** Ward, Daniel, Jamal, Christophe en Germain témoignent, suivis par trois interventions sur les luttes antiracistes en France : Said

Bouamama, auteur du livre "10 ans de marche des Beurs", Norredine Isnazni, du "Comité contre la double peine" et Sardenne Sadgui, de l'Agora, de Lyon.

• **Les privatisations en Europe et dans le tiers monde.** Gérard de Sélys, journaliste de la RTBF et auteur du livre "Privé de Public" s'entretient avec Ann Rogers du Nouveau Parti Communiste de Grande-Bretagne, Filipe Girame du Parti Communiste du Brésil, Bernd Kock, syndicaliste d'Allemagne (Eko Stahl) et Singh Narendra du Parti Communiste de l'Inde-Libération.



# Justice pour Mimoun et Bajro !

Hommage à deux victimes de la violence policière raciste

Une centaine de personnes ont rendu hommage à Bajro Beganovic et Mimoun Sanhaji, à l'initiative d'Objectif 479.917 et de la Ligne d'Alarme, le 4 mai à Molenbeek. Bajro est tombé sous les balles d'un policier le 29 avril. Mimoun a été à nouveau assassiné quand le policier indirectement responsable de sa mort en 1991 a été acquitté.

Peter Wolfs

L'atmosphère était calme mais déterminée. Des représentants de la communauté immigrée ont déclaré qu'ils ne toléreraient plus que cette spirale de violence policière reste impunie. Ils délibèrent cette semaine des actions à venir.

## Un policier molenbeekois exécute un jeune de 20 ans

«La police abat un fuyard dans le dos», titrait *Het Laatste Nieuws* le 30 avril. Le quotidien, qui n'est pas particulièrement connu pour sa sympathie envers les immigrés, reprend des témoignages de personnes qui ont vu dans l'après-midi du 29 avril des policiers de Molenbeek tirer sur Bajro Beganovic en fuite. «Tout à fait comme dans Miami Vice, un agent a tiré dix balles dans un quartier très peuplé, alors que les enfants jouaient au foot sur la plaine de jeu.»

Bajro Beganovic, 20 ans, appartenait à une famille de tziganes bosniaques. Bénéficiant du statut de personnes déplacées, ils résident depuis près d'un an à Molenbeek. Ils ont fui la terreur et la guerre dans l'ex-Yougoslavie.

Bajro était père d'un enfant et son épouse est enceinte. Dans le quartier, on raconte que les policiers molenbeekois s'en prennent régulièrement aux tziganes. Ils les connaissent tous personnellement. Bajro aussi. Ces policiers savent que les voitures ne sont pas toujours assurées. Ils ferment les yeux, jusqu'au jour où ils ont envie de s'amuser.

C'est ainsi qu'ils ont pris en filature la voiture de Bajro, une vieille

Honda rouillée connue dans le quartier depuis des mois. Au carrefour des rues De Saegher et De Cock, la Honda s'est enfoncée dans un tas de sable. Les policiers l'ont percuté violemment. Bajro a continué à pied. Les agents ont tiré en l'air, puis se sont lancés à sa poursuite. Ils tirent à quatre reprises dans sa direction. Une balle atteint mortellement Bajro dans le dos. Bajro n'était pas armé. La déclaration de la police qui invoque la légitime défense est absurde. Il s'agit d'un assassinat pur et simple.

Plus tard dans la soirée, des heurts se sont produits entre des jeunes et les forces de l'ordre. Le lendemain, la presse a focalisé l'attention sur ces "confrontations", présentant les jeunes du quartier comme des criminels et faisant passer à l'arrière-plan le meurtre commis par un agent de police en fonction. Celui qui prête l'oreille aux témoignages des gens sur le comportement des policiers ne peut que manifester sa compréhension pour leur résistance justifiée.

## "Mort pour une boîte de coca"

Mimoun Sanhaji avait 22 ans et était ouvrier boulanger. Il a eu le malheur de se trouver sur la Grand-Place de Bruxelles le matin du 6 août 1991 et d'avoir shooté dans une boîte de coca vide. Un agent de police qui passait a exigé qu'il ramasse la boîte. Quelques minutes plus tard, Mimoun gisait sur le sol, inerte. «Il s'est jeté lui-même la tête la première contre une colonne», a déclaré la police. Les témoignages des amis de Mimoun, présents au moment des faits, concordent : l'agent a fait tomber Mimoun en le faisant



Ali Sanhaji, le frère de Mimoun (à gauche), et Yousef (au centre), un ami de Mimoun ont pris la parole à l'hommage fleuri organisé à Molenbeek. «Mimoun a été assassiné une seconde fois quand le policier a été acquitté», a déclaré Yousef.

trébucher. Mimoun a été transféré dans un état comateux à l'hôpital Saint-Jean. Lorsqu'il est revenu à lui quelques jours plus tard, il a été transféré dans la section psychiatrique. Le 22 août, il a sauté du troisième étage.

Depuis cinq ans, la famille et les amis de Mimoun attendent que justice soit faite. Le jeudi 2 mai, le tribunal correctionnel de Bruxelles a acquitté le policier.

Les témoignages des amis de Mimoun n'ont pas été retenus par le tribunal qui les a estimés *non crédibles*. Trois des cinq témoignages soutenant la version de l'agent ont également été écartés par la cour, parce qu'il était clairement établi qu'ils avaient été dictés par la police. Les deux autres témoins ont reconnu eux aussi que la police leur avait soufflé sa version des faits. Selon ces témoins, le policier a fait tomber Mimoun, mais il n'ont pas vu la chute...

Le jugement mentionne que Mimoun aurait provoqué l'agent en shootant dans la boîte de coca. L'agent avait le droit de recourir à la violence pour obliger Mimoun à montrer ses papiers. L'article 34 de la nouvelle loi de la police stipule en effet que les agents ont la liberté de contrôler quiconque dont le comportement peut laisser croire qu'il serait susceptible de troubler l'ordre public.

Le juge a donc considéré qu'un jeune immigré qui shoote dans une boîte de coca "perturbe l'ordre public". Le président Verminnen n'a pas exclu que Mimoun se soit laissé tomber lui-même et a acquitté l'agent.

La famille et les amis sont en colère. Dès le début de l'audience, ils ont été traités très agressivement par la police. Un agent a même lâché son chien : il a attaqué le père de Mimoun Sanhaji le blessant au bras. La famille interjette appel de ce jugement inacceptable. Le père dépose également plainte contre la police pour coups et blessures.



Des dizaines de personnes fleurissent le lieu où Bajro Beganovic, 20 ans, a été tué par la police de Molenbeek, le 29 avril.

## "Contrats de terreur"

Philippe Moureaux, vice-président du PS et bourgmestre de Molenbeek, est un grand promoteur de la "politique de sécurité". Cette politique que les partis bourgeois, PS en tête, ont repris des fascistes, vise à renforcer les services de police, sous le prétexte de combattre la "criminalité". Moureaux se vante d'avoir modernisé et renforcé son corps de police. En quatre ans, la police molenbeekoise a doublé ses effectifs, qui sont passés à 350 agents. En 1995, Moureaux a reçu un subside de 84 millions du ministre de l'Intérieur, le SP Vande Lanotte,

dans le cadre des contrats de sécurité. Cela lui a permis d'embaucher 44 agents et auxiliaires. C'est ce corps "modernisé" qui sème la terreur dans le quartier populaire. Des témoins décrivent la montée du racisme, surtout parmi les nouvelles recrues. C'est cette idéologie sécuritaire qui fait croire aux policiers qu'ils peuvent tirer sur les immigrés comme sur des lapins. L'acquiescement d'agents qui ont assassiné des jeunes immigrés est perçu comme un encouragement aux forces de répression, les incitant à poursuivre dans la même voie.

## Ligne d'alarme antiraciste

Vous voulez faire agir contre la montée du racisme ? Soutenez la Ligne d'Alarme et prenez contact avec nous. La Ligne d'Alarme est une organisation de volontaires.

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Téléphone :

Profession/Etudes :

- veux participer à la constitution d'une commission d'enquête
- veux participer à une permanence et faire des enquêtes
- veux faire du travail administratif
- veux collaborer à une campagne de pétitions. Envoyez-moi ..... exemplaires.

A renvoyer à Ligne d'Alarme, chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles. Tél. : 02/245.83.72.